

Un programme de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD.

Avec le soutien du Gouvernement norvégien

Novembre 2015, Durban, République d'Afrique du Sud



November 3-5, 2015 | Durban, South Africa | #WomenInAgribiz

PROCEEDING OF 2ND CONFERENCE FOR WOMEN IN AGRIBUSINESS



ORGANISÉ PAR L'AGENCE DE COORDINATION ET DE PLANIFFICATION DU NEPAD

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont contribué au succès de la deuxième Conférence des femmes dans l'agro-industrie intitulée: « Les femmes dans le développement entrepreneurial: Un atout indispensable pour la réalisation des ODD en Afrique » qui s'est tenue dans la province du KwaZulu-Natal, ville de Durban, dans la République de l'Afrique du Sud du 3 au 5 novembre 2015. L'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD tient à remercier toutes les institutions et les personnes qui ont participé à la conférence et qui ont contribué considérablement à son succès.

Nos remerciements spéciaux s'adressent à l'Agence de développement agro-alimentaire (ADA) du Ministère de l'agriculture de KZN qui a conjointement accueilli la Conférence avec l'Agence du NEPAD; et au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ainsi q' aux représentants des gouvernements, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour le soutien technique et financier, au GIZ pour un soutien financier, aux Femmes de l'Industrie Agro-alimentaire, aux personnes ressources, aux acteurs non étatiques et du secteur privé.

Enfin, nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), pour son support financier au Programme de soutien à l'agriculture et au genre dans le changement climatique soutenu par le NEPAD et à la Conférence des femmes dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire.

AVANT PROPOS

La Deuxième Conférence des femmes dans le secteur de l'agro-industrie a eu lieu du 03 au 05 novembre 2015, à Durban, en Afrique du Sud. La conférence a constitué une étape importante pour les femmes du secteur de *l'industrie agro-alimentaire* et a été une première occasion pour les principales parties prenantes et partenaires en Afrique de se réunir et de partager leurs points de vue sur la base des résultats de la conférence de 2014 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) récemment adoptés.

Organisée sous le thème « Les femmes dans le développement de l'entrepreneuriat, une nécessité pour le succès de la mise en œuvre des OSD en Afrique » avec des sous-thèmes sur la politique, les questions d'ordre opérationnel ainsi que l'appui à la formation et la connaissance, la conférence a eu pour but d'éclairer les politiques et les pratiques en Afrique afin de contribuer à l'amélioration de l'exploit du développement de l'entrepreneuriat des femmes africaines.

Tout comme la conférence précédente, cette conférence a contribué à tirer parti des leçons, des perspectives et des expériences des grandes parties prenantes du continent. Plus important encore, la conférence a mis en évidence le rôle et le pouvoir non négligeables des femmes africaines dans l'agriculture et l'assurance de la sécurité alimentaire aussi bien que la mise en forme considérable de l'économie du continent. Cela soutient la concrétisation des ODD et envoie un signal fort pour la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des précédents appels à l'action.

Ce document représente le déroulement des travaux de la conférence et vise à fournir les principaux aspects des délibérations et des recommandations pour leur suivi et leur mise en œuvre ultérieurs.

Mme Estherine Fotabong
Directrice chargée de l'exécution et de la coordination du programme
Agence de coordination et de planification du NEPAD (NPCA)

TABLE DES MATIERES

R	EMERCIEMENTS	i
A	VANT PROPOS	ii
A	CRONYMES	v
1.	CONTEXTE	1
2.	OBJECTIFS GENERAUX	2
3.	RÉSULTATS ESCOMPTÉS DE L'ÉVÈNEMENT	2
4.	ORGANISATION ET ACTEURS DE LA CONFERENCE	3
	4.1. Organisation de la conference	3
	4.2. Participants à la conférence	4
5.	OUVERTURE OFFICIELLE DE LA CONFERENCE Error! Bookmark not defined	i.
6.	UN APERÇU DE L'EXPOSITION DES FEMMES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE1	1
	SÉANCE 1: Les Options Politiques pour l'Entreprenariat des Femmes et des jeunes dans le cadre de la alisation des ODD Afrique: Contraintes et opportunités.	
8.	SEANCE 2: Entreprenariat Féminin dans le secteur Agro-industriel en A	
8.	1 Discussion et Réflexions en plénièeres	6
8.	2 Resumé du premier jour3	7
9.	SESSION 3 ETUDE DE CAS SUR –LE ROLE DE LA TRANSFORMATION DANS L'INDUSTRIE ET DES TECHNOLOGIES DE GESTION POST-RECOLTE DANS L'AMELIORATION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS AGRO-INDUSTRIELLES:	
9.	1 Séance de renforcement des capacites et de formation4	3
	1.1 MODULE 1- Creation des associations et des alliances strategiques	
	4	3
9.	1.2 MODULE 2- Gestion financière et developpement des affaires4	7
1(). MOTS DE LA FIN5	3
11	L. UNE VISITE DE TERRAIN A L'EXPLOITATION AGRICOLE DES FRAISES DE CAPPENHY ESTATE A BALLITO5	6
Λ1	NINEVEC C	_

ANNEXE 1: Programme de la conference	Error! Bookmark not defined
ANNEX 2: Séance d'ouverture: mots de bienvenue, observ	vation et discours63
ANNEX 3: Liste des participants	77

ACRONYMES

Initiative 3N Initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens »

ADA Agence pour le Développement Agricole

UA Union africaine

CUA Commission de l'Union Africaine

PA Planification d'Activités

PDDAA Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine»

COMESA Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe

CSA Agriculture intelligente face au changement climatique

OSC Organisations de la Société Civile

CEDEAO Communauté Économique et de Développement des États de l'Afrique de l'Ouest

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture FPMAG Association des Marchands et transformateurs de fruits du Ghana

GCCASP Programme de soutien à l'agriculture et au genre dans le changement climatique

IGAD Autorité Intergouvernementale pour le Développement

LST Technologies Génératrices d'Économies de main-d'œuvre

ODM Objectifs de Développement du Millénaire.

NEPAD Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

NORAD Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement,

NPCA Agence de Coordination et de Planification du NEPAD

PFNL Produits Forestiers non Ligneux

PICD Département chargée de l'exécution et de la coordination du programme

CECR Coopératives d'Épargne et de Crédit rurales

SACOs Sociétés de Microcrédits.

SBAs Association des petites entreprises
ODD Objectif de Développement Durable

PMEA Petites et Moyennes Entreprises Agro-alimentaires

SPS Sanitaire et phytosanitaire

CSF Commission des Nations Unies sur le Statut des Femmes

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

WEAs Association des Femmes Entrepreneurs

1. CONTEXTE

L'agriculture étant comme l'épine dorsale de la plupart des économies africaines, il y a changement du développement de réflexion vers le développement durable et autonome. Fondamentalement, l'agriculture africaine est dominée par le secteur des petites exploitations, les femmes constituant la majorité des petits agriculteurs sur le continent. La nouvelle réflexion vers le développement durable et autonome a vu le rôle traditionnel des femmes changer au cours de l'évolution de la société. Les femmes sont très impliquées dans les activités entrepreneuriales dans les zones rurales et urbaines. Ces activités sur le continent, en particulier dans le cadre de l'agriculture, ont changé les économies; spécialement les économies rurales. Néanmoins, l'engagement des femmes dans le secteur agricole rencontre d'innombrables contraintes.

Certaines contraintes découlent des politiques actuelles et des arrangements institutionnels sur le continent africain, d'une part, ainsi que des relations de pouvoir culturel et intra-ménage qui interdit aux femmes l'accès aux nombreux services, y compris les infrastructures et les finances. Plus encore, les défis environnementaux et les changements climatiques posent de plus grandes menaces à l'agriculture africaine qui est principalement alimentée par des pluies. En Afrique subsaharienne, par exemple, l'agriculture alimentée par les pluies est estimée à plus de 90% de la production alimentaire totale. Par conséquent, l'agriculture en Afrique est très vulnérable aux variations climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Tout en reconnaissant la dimension du genre et des impacts du changement climatique sur l'agriculture africaine et en tenant compte du rôle et de la contribution importants des femmes propriétaires de petites exploitations agricoles dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et dans le cadre du soutien à l'autonomisation des femmes, l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (APCN) a conçu un programme quinquennal, le Programme de soutien à l'agriculture et au genre dans le changement climatique (GCCASP)

Dans le cadre du processus visant l'amélioration de la participation des femmes dans l'agriculture/l'agro-industrie et la promotion des droits et à l'autonomisation des femmes, l'APCN a organisé la séance inaugurale de la Conférence des femmes du secteur agro-alimentaire en octobre 2014. La conférence a été organisée dans le cadre du Programme de soutien à l'agriculture et au genre dans le changement climatique (GCCASP). L'« Appel à l'action », le principal résultat de la Conférence qui a été présenté et approuvé par le Comité d'orientation des Chefs d'Etat et de gouvernement du NEPAD a formulé les points suivants parmi tant d'autres:

- Accroître le soutien aux agricultrices en particulier dans les activités agro-alimentaires
- Renforcer la croissance inclusive, la création d'emplois et les moyens de subsistance durables pour les femmes africaines qui sont des productrices et entrepreneuses dans le domaine agroindustriel

- Faciliter et appuyer le renforcement des compétences des femmes grâce à l'accès à la formation professionnelle
 - Faire de la Conférence des femmes de l'Agro-industrie un événement annuel

Ce consensus a également été éclairé par la Déclaration de Malabo et l'engagement de diminuer de moitié la pauvreté d'ici l'an 2025 grâce à la croissance et la transformation agricole Inclusive. La décision vise également à soutenir et à faciliter plus particulièrement l'accès préférentielle et la participation des femmes et des jeunes dans des opportunités d'entreprises agroalimentaires lucratives et attrayantes.

Se fondant sur les résultats de la conférence de 2014 et les objectifs de développement durable (ODD) nouvellement adoptés, avec une référence particulière aux objectifs, 2, 4 et 5, la 2ème Conférence des Femmes dans le secteur agro-alimentaire a été prévue du 3 au 5 Novembre 2015, à Durban, en Afrique du Sud. Le thème de l'édition 2015 est « Les femmes dans le développement entrepreneurial: un atout indispensable pour la réussite des objectifs de développement durable en Afrique ». Les sous-thèmes portaient sur:

- a. La politique
- b. Le développement organisationnel
- c. Le soutien à la formation et à la connaissance pour améliorer la réalisation du développement de l'entreprenariat des femmes africaines

2. OBJECTIFS GENERAUX

Les objectifs spécifiques de la conférence sont les suivants:

- i. La fourniture d'une plateforme de dialogue entre les parties prenantes dans le domaine de la participation économique des femmes.
- ii. Le partage des expériences et des meilleures pratiques en matière de services financiers et commerciaux sensibles au genre et l'identification des possibilités nouvelles et novatrices pour améliorer les compétences et le développement des femmes entrepreneuses.
- iii. Le soutien au renforcement du réseautage et des plaidoyers en faveur de l'entreprenariat féminin pour encourager une intégration progressive des entreprises des femmes rurales dans l'économie formelle.
- iv. La stratégie et le soutien nécessaires pour les femmes entrepreneuses dans la création des partenariats, des réseaux etdes alliances stratégiques.

3. RÉSULTATS ESCOMPTÉS DE L'EVÈNEMENT

Les résultats attendus de la conférence sont les suivants:

• Des recommandations opérationnelles pertinentes qui seront proposées pour améliorer la mise en œuvre des politiques et stratégies des différents acteurs existants afin d'améliorer

- les compétences entrepreneuriales des femmes dans le secteur agro-alimentaire de l'Afrique.
- Les systèmes et les stratégies pratiques pour soutenir la transition des entreprises dirigées par les femmes du statut informel vers le statut formel.
- La sensibilisation au niveau des institutions financières et des micro-finances sur les besoins des femmes rurales entrepreneuses et introduction des incitations pour qu'elles fournissent des produits et des services financiers appropriés, accessibles et flexibles (y compris l'assurance et l'épargne abordables), à des taux d'intérêt équitables.
- L'identification des domaines de formation professionnelles et l'amélioration des compétences pour les jeunes femmes dans un esprit de développement technique et d'entrepreneuriat.

4. ORGANISATION ET ACTEURS DE LA CONFERENCE

4.1. Organisation de la Conférence

La cérémonie d'ouverture de la conférence avait des éléments tels que le discours d'introduction, le mot de bienvenue, des remarques et des déclarations par des personnalités clés. Ce qui a été suivie par le point de presse et l'ouverture officielle de l'exposition des produits des femmes œuvrant dans le domaine de l'industrie agro-alimentaire. Trois séances ont été organisées pour planter le décor de la conférence. La première portait sur « Les Options Politiques pour l'Entreprenariat des Femmes et des Jeunes dans le cadre de la réalisation des ODD. La seconde portait sur « l'Entreprenariat féminin dans le secteur agro-industriel en Afrique: Contraintes et Opportunités », et la troisième sur des études de cas sélectionnés sur - le Rôle des Technologies de la Transformation Agroalimentaire et de la Gestion Post-récolte dans le Renforcement de la Participation des Femmes dans les activités du secteur agro-industrielle. Dans chaque séance, des réflexions ont été faites sur les présentations par les panélistes sélectionnés, assistés par des animateurs de séance et elles ont été suivies des discussions en séances plénières. La deuxième journée a été consacrée à la séance de formation portant sur deux modules dont le premier portait sur la Création des associations et des alliances Stratégiques, les associations des Femmes pour le développement et des associations de femmes entrepreneuses (WEAs); la Création des partenariats & alliances stratégiques et le rôle du plaidoyer des femmes dans le cadre du développement. Le MODULE 2 quant à lui était centré la gestion des finances et du développement des affaires, en mettant l'accent sur les questions spécifiques au genre et l'accès au financement, les défis que pose la gestion financière des entreprises pour les femmes et la préparation du plan d'affaires à des fins de financement.

La troisième journée a été consacrée à une visite de terrain à la « l'exploitation agricole des fraises de Cappeny Estates à Ballito» où les participants ont bénéficié d'une exposition à l'exploitation agricole moderne et ont reçu des explications détaillées sur l'histoire de l'exploitation agricole , les méthodes de production et toute la chaîne de valeur du produit.

4.2. Participants à la Conférence

Les participants suivants ont été invités à cette conférence: les Représentants de la Commission de l'Union Africaine (CUA), les décideurs politiques, les représentants des femmes propriétaires des petites exploitations agricoles et des groupes d'agriculteurs, les praticiennes et expertes de renom dans le secteur de l'industrie agroalimentaire, les universitaires, les chercheurs, les organisations non gouvernementales (ONG), les partenaires au développement, y compris le NORAD, les secteurs privés et les Ministères de l'agriculture, du genre et de l'environnement. Au total, 184 participants (55 hommes et 128 femmes), provenant des organisations susmentionnées, ont assisté à la conférence.



5. OUVERTURE OFFICIELLE DE LA CONFERENCE

a. Introduction à la Conférence - par M. Martin Bwalya, Responsable du développement des programmes, Agence du NEPAD

La conférence a été présidée par M. Abraham Sarfo du NEPAD. La séance d'ouverture a été présidée par M. Bwalya, Responsable du Développement des Programmes de l'Agence du NEPAD. Voici quelques faits saillants de la séance d'ouverture :

M. Martin Bwalya, Responsable du Développement des Programmes, Agence du NEPAD, a commencé son mot d'introduction en accueillant tous les participants à la Deuxième Conférence au nom de l'Agence du NEPAD et en particulier au nom du Dr. Ibrahim Assane Mayaki, Directeur Général de l'Agence du NEPAD.

M. Bwalya a brièvement décrit les principales activités qui se déroulent sur le continent africain et dans le monde, y compris les discours et les décisions concernant le PDDAA, la Vision Africaine, l'agenda 2063, et l'initiative récente des ODD. Il a souligné que, dans toutes ces décisions et engagements pris, l'autonomisation des femmes est une préoccupation commune. M. Martin Bwalya a appelé à des efforts concertés menant aux résultats et ayant des impacts sur la base des dites ces déclarations et engagements. Il a en outre noté que cette conférence porte totalement sur le partage et l'apprentissage les uns des autres sur la façon de promouvoir la mise en œuvre vers la réalisation des résultats et d'aboutir aux impacts souhaités.

M. Bwalya a ensuite lu les principaux objectifs de la conférence dont les points sont les suivants:

- i. Fournir une plateforme de dialogue entre les parties prenantes dans le domaine de la participation économique des femmes.
- ii. Le partage des expériences et des meilleures pratiques en matière de services financiers et commerciaux sensibles au genre et l'identification des possibilités nouvelles et novatrices pour améliorer les compétences et le développement des femmes entrepreneuses.
- iii. Le soutien au renforcement du réseautage et du plaidoyer en faveur de l'entreprenariat féminin pour encourager une intégration progressive des entreprises des femmes rurales dans l'économie formelle.

Allocution de bienvenue - Par Dr. Martha Mbatha-Présidente de l'ADA

La Présidente de l'Agence de développement agricole (ADA) du Ministère Provinciale de l'agriculture et du développement rural du KZN, Dr. Martha Mbatha, a accueilli tous les participants parmi lesquels ont figuré de hautes personnalités qui ont participé à la conférence.

Elle a ensuite souligné que cette conférence est le fruit des efforts de collaboration entre le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Agence de Développement de l'industrie Agro-alimentaire (ADA). Le Dr. Mbatha a ajouté que la collaboration entre le NEPAD et



l'ADA a été lancée lors d'une conférence sur: « Investir dans les femmes africaines: ouverture d'un espace pour l'industrie agro-alimentaire » qui a eu lieu à Durban l'année dernière. Elle a ensuite poursuivi en soulignant les principales recommandations formulées lors de cette conférence qui s'était révélée être un grand succès pour stimuler de nouvelles pensées afin de conceptualiser le thème de la conférence de cette année qui est intitulée, "LES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL: UN ATOUT INDISPENSABLE POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE ».

Parlant de l'ordre du jour de la conférence, elle a dit qu'il présente tout un éventail de sujets pertinents relatifs aux circonstances des femmes africaines. En outre, Dr Mbatha a brièvement mis en évidence une série de défis auxquels sont confrontés les femmes et les rôles multiples des femmes dans l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et au niveau des ménages. Elle a par conséquent souligné qu'il faut être un génie pour faire toutes ces tâches complexes. D'où sa déclaration que les femmes sont effectivement des génies!

Malgré les défis actuels, le Dr Mbatha a été d'avis que les mesures prises pour l'autonomisation des femmes sont nécessaires pour la réalisation des progrès positifs. Elle a ensuite demandé que l'on se fonde sur le succès rencontré, la capacité et la sagesse existantes des femmes pour transformer l'ensemble du continent et a aussi parlé des objectifs de développement durable. Dr. Martha

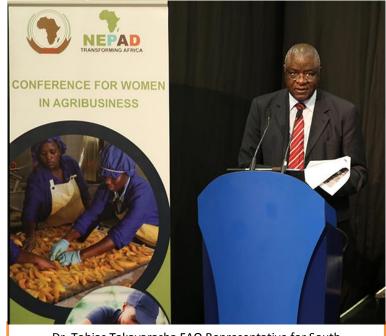
Mbatha a conclu son discours en souhaitant à tous une discussion réussie des questions importantes et un séjour agréable dans la belle ville de Durban.

b. Allocution – Dr. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud

Dr. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud, a commencé son discours en remerciant l'organisateur pour l'occasion qu'il lui a accordée et en félicitant le NEPAD pour la poursuite de la vision de la promotion de la femme dans l'industrie agro-alimentaire et a exprimé son espoir que cet effort se poursuivra jusqu'à ce que l'objectif d'émancipation des femmes dans l'industrie agroalimentaire soit atteint et que la vision soit accomplie.

En outre, il a souligné qu'un thème très approprié a été sélectionné pour la 2ème Conférence sur les

nouveaux objectifs du durable. développement Le Dr Takavarasha a indiqué que sur les 17 ODD, on peut dire sans hésiter qu'au moins les trois quarts portent sur des questions se rapportant directement aux femmes, à la pauvreté, à la sécurité alimentaire. à nutrition. à l'énergie. climatique changement au développement rural qui pour la plupart du temps recoupent les mandats de la FAO et du NEPAD. Il a ensuite exprimé l'espoir que l'un des résultats de cette conférence serait de déterminer comment les femmes contribueront aux ODD dans l'ordre du jour de l'industrie agroalimentaire contribueront aux ODD et ainsi que les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les progrès.



Dr. Tobias Takavarasha FAO Representative for South

En ce qui concerne le partenariat et la collaboration, il a souligné qu'un accord de collaboration a été signé entre la FAO et le NEPAD par les deux directeurs qui se sont rencontrés récemment à Rome le 29 Octobre 2015. Il a en outre précisé qu'il existe déjà depuis plusieurs années une collaboration entre les deux organisations dans un certain nombre de domaines thématiques communs, y compris la sécurité alimentaire, la nutrition, le PDDAA, l'agriculture intelligente face au changement climatique, la prévention des pertes post-récolte, la pêche et les jeunes dans l'agriculture et ce protocole d'entente donne actuellement un nouvel élan au partenariat. Il a souligné que cette conférence constitue aussi certainement un pas vers la consolidation du partenariat étant donné le rôle crucial que jouent les femmes dans l'agro-industrie et dans toutes les autres activités pertinentes. Il a ensuite mentionné que le bureau de la FAO en Afrique du Sud est en train de mettre en place un projet qui porte sur les liens entre les jeunes et les femmes de la catégorie de petits agriculteurs par rapport aux marchés et qui offre la formation professionnelle et

le partage d'expériences dans le cadre de meilleures pratiques. En conséquence, il espère apprendre beaucoup de ces interactions et a conclu son discours en remerciant les organisateurs pour l'occasion accordée à la FAO.

c. Déclaration - Représentante des partenaires au développement, Mme Bodi Maal du NORAD

Mme Bodi Maal a exprimé sa joie de voir que le NEPAD travaille avec l'ensemble de la chaîne de



valeur des « femmes dans l'agriculture » en commençant par les femmes qui sont des propriétaires de petites exploitations agricoles jusqu'aux femmes œuvrant dans le secteur agroalimentaire afin de pouvoir nourrir la population croissante dans les années à venir. Elle a ensuite renchéri que la Norvège est fière de collaborer avec le NEPAD dans le cadre de ce travail grâce au programme d'appui à l'agriculture et au genre dans le changement climatique et (GCCASP).

Elle a également indiqué son espoir que ce forum puisse être un forum annuel où l'on peut partager des expériences, apprendre davantage sur les nouvelles technologies et les politiques qui constituent des obstacles pour les femmes et qui peuvent être changées, et le « forum des femmes dans l'agriculture/agroalimentaire » peut exposer la situation des femmes agricultrices aux politiciens et au public et donner une voie aux femmes exerçant dans le domaine de l'agriculture.

Mme Bodi Maal, Représentante du

Mme Bodi Maal a également indiqué que le soutien aux petits agriculteurs, aux femmes et à la jeunesse et la promotion des chaînes

des valeurs de l'agriculture inclusive, etc. sont des sujets centraux de l'agenda 2063 et la stratégie de mise en œuvre du PDDAA de Malabo. Elle a souligné que pour atteindre cet objectif, il est notamment nécessaire de développer les politiques et les plaidoyers visant à améliorer l'accès des femmes aux terres a ainsi qu'aux intrants, veiller à ce qu'au moins 30 pour cent des finances du secteur agricole atteignent les femmes; introduire la technologie, la formation et la connaissance du marché. Elle a conclu sa déclaration en disant que la plateforme qui est créée et cette conférence constituent un petit pas en avant dans la réalisation des objectifs figurant dans la déclaration de Malabo et des ODD.

d. Déclaration liminaire – Mme Estherine Fotabong, Directrice de la mise en œuvre et de la coordination des programmes du NEPAD

Mme Estherine Fotabong a commencé son discours liminaire en saluant la présence de toutes les hautes personnalités présentes à la conférence, tous les invités de marque et les participants, tout en les remerciant aussi d'avoir honoré l'invitation du NEPAD et de l'ADA. Elle a également tenu à remercier les organisateurs de la conférence.

Dans son discours sur la question des terres, elle a dit que nous ne pouvons pas parler des femmes dans l'agro-industrie sans que les acteurs essentiels, les femmes du secteur de l'industrie



Mme Estherine Fotabong, Directrice de la mise

agroalimentaire, ne soient présentes à la conférence et parler d'elles-mêmes. Elle a fait remarquer que nous connaissons tous les problèmes généraux auxquels les femmes confrontées l'industrie sont dans agroalimentaire, mais elle a souligné la nécessité d'éviter la discussion académique qui revient sur les défis. Elle a exhorté les femmes à voir la question d'un point de vue pratique et opérationnel en ce qui concerne la recherche des solutions. Elle a indiqué que ce que nous pouvons faire c'est d'engager ceux qui ont le pouvoir de décision à prendre des décisions qui prennent en compte les besoins et le travail des femmes. Elle a en outre déclaré ce qui suit: « J'aimerais que cette thématique soit abordée en termes

d'égalité, de relation de pouvoir et de leadership de sorte que les femmes puissent prendre le contrôle du processus et qu'elles soient en mesure de prendre des décisions. »

Mme Estherine Fotabong a utilisé les citations suivantes pour illustrer le pouvoir qu'ont les femmes:

- i. « Les femmes sont le plus grand réservoir de talents inexploités dans le monde. » Hilary Clinton
- ii. « La plupart des gens abandonnent leur pouvoir tout en croyant qu'ils n'en possèdent pas ». Alice Walker Vous ne pouvez rien changer si vous pensez que vous êtes vulnérables.
- iii. « Une femme qui a une voix est par définition une femme forte, mais la quête pour trouver cette voix peut être considérablement difficile ». Melinda Gates

En se fondant sur ces citations très chargées et sur la base de diverses initiatives de développement économique et social et des décisions qui ont lieu au niveau continental et mondial tels que le PDDAA, les ODD, l'agenda 2063, Mme Fotabong a souligné que les résultats qui en découleraient devraient avoir des répercussions dans notre vie à tous. Le soutien des partenaires au développement, la coopération entre les Etats membres, le soutien au secteur privés et à la société civile, toute la coopération et le financement seront dictés par des structures pareilles. Elle a ensuite dit qu'il est important d'en prendre bonne note et de les utiliser comme moyen de pression sur nous-mêmes et sur nos gouvernements pour nous pousser à faire mieux pour rendre les femmes plus actives et faire d'elles des femmes actrices reconnues dans l'espace économique, ainsi que dans le développement entrepreneurial global.

Elle a ensuite brièvement souligné les principaux objectifs des ODD. Mme Fotabong a dit qu'à la suite des ODD il doit y avoir une reconnaissance claire du rôle important que les femmes jouent

dans le développement économique. Si nous (les femmes) avons davantage accès aux intrants et aux services, nous pouvons imaginer ce que nous pouvons accomplir, étant donné que les femmes produisent 80 pour cent de la nourriture sur le continent africain qui alimente les ménages, a-t-elle poursuivi. En outre, elle a souligné le fait qu'il est important de veiller à ce que les différents instruments convenus au niveau continental profitent progressivement aux femmes moyennes de ces régions reculées de l'Afrique.

Mme Estherine Fotabong a ajouté qu'il s'agit de l'agenda 2063 et des déclarations de Malabo; ils sont progressifs et magnifiquement préparés, mais ne doivent pas rester lettre morte. Il est du devoir des gouvernements, des groupes de la société civile et des partenaires au développement de prendre des mesures en ce qui concerne les femmes dans le développement.

Elle a également dit: « Les femmes doivent comprendre leur plein potentiel partant des petites aux moyennes entreprises, mais elles doivent aussi avoir une voix dans le processus politique. 51% des électeurs sont des femmes; nous devons utiliser cette réalité pour dire ou défier nos élus pour qu'ils puissent autonomiser les femmes grâce à des dispositions en matière de bonnes politiques, des finances, de technologie appropriée, etc.» En outre, Mme Fotabong a expliqué que sans l'autonomisation des femmes africaines, la transformation de l'Afrique ne sera pas possible. Il est temps de comprendre que c'est à travers le rôle de leadership que le monde évolue de l'économie du savoir à l'économie relationnelle. Ceci concerne ceux que nous connaissons et ceux avec qui nous travaillons. Elle a demandé aux femmes de s'organiser et de constituer une grande force et de parler d'une seule voix, comme il est plus facile qu'une telle voix soit entendue et plus facile d'avoir une formation et de donner des résultats. En ce qui concerne le champ d'application des affaires, elle a demandé plus de formation en matière de planification des affaires et de gouvernance de telle sorte que les femmes agissent comme une force unie.

Enfin, Mme Fotabong a dit que nous devons mettre en œuvre l'appel à l'action, produire des outils adaptés aux femmes, des infrastructures et fournir un soutien et une formation qui peuvent autonomiser les femmes. Elle a terminé son discours en demandant aux femmes d'utiliser leur voix pour amener le changement souhaité en faisant ce qui est politiquement correct, économiquement juste et important pour apporter la cohésion sociale à notre économie.

e. Discours de M. Cyril Xaba -Membre du conseil exécutif pour le Ministère de l'agriculture et du développement rural, KZN

M. Cyril Xaba a accueilli les participants dans la Province du Kwazulu-Natal et a indiqué que la province est dotée de belles attractions naturelles et des poches de pauvreté. Il a noté que le gouvernement provincial a reconnu l'agriculture comme une clé pour le changement et a mis au point une stratégie de transformation agraire, y compris la transformation de la province en centres prospères pour l'exploitation agricole et les industries agroalimentaires en libérant le potentiel économique des petits agriculteurs ; et plus spécifiquement en libérant le potentiel des



M. Cyril Xaba – Membre du conseil exécutif pour le Ministère de l'agriculture et du

femmes dans l'agriculture, où 61% de ces agriculteurs de subsistance sont des femmes a souligné M. Cyril Xaba.

En outre, il s'est appuyé sur l'incidence de la pauvreté plus élevée entre les genres au niveau du KwaZulu-Natal en tant que cas d'espèce. M. Xaba a exprimé sa gratitude du fait que la deuxième conférence sur les femmes dans le secteur agroalimentaire a eu lieu dans la province du KwaZulu-Natal et s'est réjoui de ce que cet événement a été organisé en collaboration avec l'agence de Développement agricole (ADA), qui est une entité du Ministère de l'agriculture et du développement rural du KZN. Il a mentionné ce que l'ADA est en train de faire en ce qui concerne le développement de l'industrie agroalimentaire en général tout en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes ainsi que sur les initiatives de propriétés communales.

M. Cyril Xaba a conclu son discours en remerciant le NEPAD et en exprimant son souhait que la conférence sur les femmes dans le secteur agroalimentaire continue à aborder les besoins des femmes par rapport à la technologie et la science pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques. Il a souhaité aux participants une conférence très fructueuse et couronnée de succès.

6. UN APERCU DE L'EXPOSITION DES FEMMES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Cette séance a été organisée dans le cadre de la 2ème Conférence des femmes de l'industrie agroalimentaire. Son but a été de se servir de la conférence en tant que plateforme pour l'industrie agroalimentaire afin d'exposer leurs produits et d'établir le réseautage et des partenariats bilatéraux d'affaires. La cérémonie d'inauguration a été faite conjointement par M. Cyril Xaba, membre du comité exécutif du Ministère de l'agriculture et du développement rural de KZN et Mme Estherine Fotabong, Directrice de PICD, Agence du NEPAD



Cérémonie d'inauguration: M. Cyril Xaba, membre du comité exécutif pour le Département de l'agriculture et du développement rural du KZN (à gauche), Mme. Estherine Fotabong, Directrice de PICD, NEPAD (à droite), le Dr. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en l'Afrique du Sud(extrême droite) et le Dr. Martha Mbatha. Présidente de l'ADA (extrême gauche)

Bref profil des coopératives et des entreprises qui ont participé à l'exposition

Un certain nombre d'exposants ou des entités agroalimentaires exerçant différentes activités et provenant de différents pays, à savoir le Cameroun, le Kenya, le Malawi, l'Afrique du sud et le Zimbabwe ont participé à l'exposition organisée dans le cadre de la Conférence. Ils ont exposé différents produits qu'ils produisent et commercialisent. Leurs brefs profils sont donnés ci-dessous.

CAMEROUN

Coopérative Des Initiateurs Du Développement (C.I.D.A.P): Le C.I.D.A.P est l'une des coopératives basées au Cameroun ayant participé à l'exposition. Elle est engagée dans la transformation alimentaire et travaille sur un certain nombre de produits, y compris le riz, les légumes secs, les épices africaines, le maïs, les plantains, le manioc, la banane, la citrouille/le melon, le macabo et les fruits secs. La plupart de ces produits sont transformés en farine, biscuits, spaghetti, etc. et sont vendus.







Les expositions du Cameroun présentant des fruits, légumes, produits non ligneux secs.

KENYA

Vava Coffee: Vava Coffee a été créé en 2009. C'est une entreprise sociale dont l'objectif principal est de contribuer à de meilleures perspectives d'avenir pour les communautés locales en travaillant avec de petits agriculteurs dans différentes régions de culture du café au Kenya. Une partie de la gamme de son profil torréfié comprend, la torréfaction moyenne, mi-noire, noire et expresso italien. Ils ont aussi un certain nombre de mélanges de café, y compris les marques Rift Valley, Sotik Espresso, Nairobi Rôti, Mt. Kenya west, Chill Out Blend, Mara Tatu Blend, Breakfast Blend et Swahili Blend.



MALAWI

Kwithu Producers and Marketing Cooperative Limited: La Coopérative est détenue à 100% par 17 femmes possédant des parts égales. Leur objectif est d'augmenter les revenus des femmes afin d'améliorer leur bien-être. Actuellement, Kwithu Kitchen produit des tomates fraîches de Jardin préservées et emballées sous deux tailles différentes: 1kg et 500g. Elles n'utilisent pas des produits de conservation de synthèse et le produit a une durée de vie d'un an. Elles approvisionnent les magasins à succursales, les institutions éducatives et à l'industrie de l'hospitalité. Kwithu Kitchen Garden Fresh Tomato a été accrédité par le Bureau de normalisation du Malawi sous le numéro de certification MBS-28 et est certifié Halal.



Kwithu Kitchen montrant la Tomate mise en bouteille



Tithandizane Coorperative : La dame du Malawi qui produit du miel montrant son produit lors de l'exposition

L'AFRIQUE DU SUD

i. INQABAYENSIMBI" Inqabayensimbi cooperative, située au nord de Durban, est un projet de sécurité alimentaire. Elle occupe 2,4 ha de terrain exploité. Le projet compte 8 femmes âgées entre 50 et 75 ans. Actuellement la coopérative vend ses produits agricoles: les épinards, la betterave, les choux, les poivrons verts et les pommes de terre, localement et au magasin de détail (Spar) à Bridge City Mall.

Le projet permet à la communauté d'accéder aux légumes frais à moindre coût sans dépenser de l'argent de transport pour aller en ville et a également aidé à la création d'emplois temporaires pour les périodes de semailles et de récoltes des pommes de terre.

En outre, les membres de la Coopérative sont désormais en mesure de soutenir leurs familles avec l'argent qu'elles reçoivent de la vente de leurs légumes.

A l'avenir, les membres de la coopérative souhaitent acquérir un plus grand terrain qui leur permettra de produire à plus grande échelle afin d'approvisionner un plus grand marché.

ii. VUKANINISEBENZE: Vukaninisebenze cooperative, située au nord de Durban, est un projet de sécurité alimentaire. Elle occupe 4 ha de terrain exploité. Le projet compte 9 femmes âgées entre 50 et 65 ans. Actuellement, la coopérative vend des épinards, la betterave, les choux, les poivrons verts, le piment, la pomme de terre et les patates douces localement et au magasin de détail (Spar) à Bridge City Mall.

Grâce à ce projet, la communauté est maintenant en mesure d'acheter des légumes frais à moindre coût sans dépenser de l'argent de transport pour aller en ville. Elle a également créé des emplois temporaires pour les périodes de semailles et de récoltes de pommes de terre.

Les membres de la Coopérative sont désormais en mesure de soutenir leurs familles avec l'argent qu'elles reçoivent de la vente de leurs légumes.

A l'avenir, les membres de la coopérative souhaitent acquérir un plus grand terrain de sorte qu'elles fournissent leurs produits à un plus grand marché. Les membres souhaitent également obtenir un financement pour construire une clôture afin de prévenir le vol et installer un système d'irrigation qui leur permettra de produire pendant toute l'année.

iii. ZAMA UKUKHANYA: La coopérative Zama Ukukhanya est située au nord de Durban. Elle est un projet de sécurité alimentaire qui occupe 2,5 ha de terres exploitées. Le projet compte 8 membres qui sont des femmes âgées entre 50 et 65 ans. La coopérative vend actuellement des épinards, la betterave, les choux, les poivrons verts, le piment, la pomme de terre et les patates douces localement et au magasin de détail (Spar) à Bridge City Mall. De ce fait, la communauté est maintenant en mesure d'acheter des légumes frais à moindre coût sans dépenser de l'argent de transport pour aller en ville. Le projet a également créé des emplois temporaires pendant les saisons des plantations et des récoltes de pommes de terre.

Les membres de la Coopérative sont désormais en mesure de soutenir leurs familles avec l'argent qu'ils reçoivent de la vente de leurs légumes.

La coopérative souhaite étendre sa production en acquérant un plus grand espace de terrain en vue de fournir ses produits à un marché plus vaste. Elles souhaitent également obtenir des fonds pour ériger une clôture afin d'empêcher le vol et voudrait également installer le système d'irrigation afin de produire pendant toute l'année.

iv. EZAKHELENI CO-OPERATIVE: La Ezakheleni cooperative est située au sud de Durban dans un endroit appelé Shongweni, Ezakhiweni. Elle est un projet de sécurité alimentaire. Elle occupe 7ha de terrain exploité. La coopérative compte 8 femmes âgées de 50 à75 ans Actuellement la coopérative vend les épinards, la betterave, les choux, le poivron vert et la pomme de terre, du maïs et des haricots secs localement et au niveau des maisons de retraite.

Grâce à ce projet, la communauté est maintenant en mesure d'acheter des légumes frais à moindre coût sans dépenser de l'argent de transport pour aller en ville. En outre, le projet a contribué à la création d'emplois temporaires pendant les saisons des plantations et des récoltes de pommes de terre.

Par conséquent, les membres de la Coopérative sont désormais en mesure de soutenir leurs familles avec l'argent qu'elles reçoivent de la vente de leurs légumes.

La coopérative souhaite bénéficier de l'aide du gouvernement à l'avenir pour installer un système d'irrigation afin d'augmenter la production et être en mesure d'approvisionner les marchés avec des produits de haute qualité et aussi de conclure des accords avec les magasins de détail.

V. SILWANOBUPHOFU CO-OPERATIVE: La coopérative Silwano buphofu est située au sud de Durban dans le District d'EThekwini. C'est un projet de sécurité alimentaire qui compte 11 femmes âgées de 50 à 70 ans. Actuellement la coopérative vend sa volaille localement. Ils achètent les poussins âgés d'un jour et les revendent quand ils ont six (6) semaines. Ils ont deux unités où ils élèvent les poussins; chaque unité abrite environ 500 poussins. L'unité principale produit les poulets de chair.

Le projet a aidé les membres de la communauté à économiser de l'argent en leur permettant d'acheter du poulet localement à moindre coût, sans qu'il ne soit nécessaire de se rendre en ville. De même, les membres de la coopérative sont en mesure de soutenir leurs familles et d'envoyer leurs enfants à l'école grâce à l'argent gagné de la vente de poulets.

A l'avenir, la coopérative souhaite élargir son espace afin de bâtir plus de locaux pour répondre à la demande croissante des poussins et pour approvisionner les écoles et les hôpitaux.

vi. NOM DU PROJET: OKUHLE CO-OPERATIVE: La Okuhle cooperative est située au nord de Durban à Newlands West au Pavillon 37 du District d'Ethekwini. C'est un projet de sécurité alimentaire qui compte sept femmes âgées de 50 à75 ans. Actuellement, la

coopérative vend des épinards, la betterave, les choux, les poivrons verts et les patates localement et au magasin de détail (Spar) à Bridge City.

Grâce au projet, la communauté est maintenant en mesure d'acheter des légumes frais à moindre coût sans dépenser de l'argent de transport pour aller en ville. Il a également créé des occasions d'emplois temporaires pendant les saisons des plantations et des récoltes de pommes de terre. D'autre part, les membres de la coopérative sont désormais en mesure de soutenir leurs familles avec l'argent qu'ils reçoivent de la vente de leurs légumes.

A l'avenir, les membres de la coopérative souhaitent acquérir un plus grand terrain afin qu'elles puissent produire et approvisionner de plus grands marchés.



Exposant sud-africain montrant des légumes plantés dans des sacs en plastique



Exposant sud-africain montrant des pommes de terre



Exposant sud-africain montrant des légumes

ZIMBABWE



i. Continental Beverages: Est une entreprise zimbabwéenne de fabrication de la boisson créée en mai 2011. Elle produit cinq types de boissons, à savoir, la boisson d'orange, Soda à la cerise, mûre et framboise distribués, dans des emballages de 2 litres. Continental Beverages produit également des jus prêts à boire distribués sous emballages de 500 ml en trois variétés, à savoir : le raisin, l'orange, le citron et le citron vert. L'objectif est d'offrir à tous les Zimbabwéens une boisson de première qualité, d'une grande valeur et de bon goût.



Une section de Continental Beverages montrant des bouteilles de jus de fruits

ii. FESO-soap plant: FESO est bien connu et cultive naturellement une plante sauvage que des femmes ont utilisée au Zimbabwe pour le bain des cheveux depuis des temps immémoriaux. Maintenant, elle est devenue un produit miracle pour la régénération de la croissance des cheveux. Le modèle d'entreprise pour la production de Feso repose sur l'utilisation des femmes rurales pour récolter la plante. Elle pousse également dans les bassins versants et au vu de la demande croissante, des femmes seront recrutées dans d'autres régions du pays pour récolter, dans l'objectif d'améliorer les moyens de subsistance des femmes rurales par la récolte d'une plante qui pousse naturellement.



Cutley's -Exemple de Produits Savonniers de Feso

7. SEANCE 1: Les Options Politiques pour l'Entreprenariat des Femmes et des Jeunes dans le cadre de la réalisation des ODD

Cette session examine les cadres politiques et les options disponibles pour l'entreprenariat des femmes et des jeunes par rapport aux objectifs des ODD. La séance était présidée par M. Abraham Sarfo, qui a invité les orateurs sur le podium. Dans toutes les régions du monde, les femmes recherchent de plus en plus d'opportunités économiques et l'auto-détermination par la création des entreprises. La croissance d'entreprenariats féminins est souvent mentionnée de façon anecdotique, et est de plus en plus couverte et commentée par les médias économiques.

La première session de la Conférence a été consacrée à des discussions de haut niveau sur les options politiques pour l'entreprenariat des femmes et des jeunes dans le cadre de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

a. Les Options politiques pour l'entreprenariat des femmes et des jeunes dans le cadre de la réalisation des ODD Par Madame Bongiwe Njobe, Directrice exécutive, ZA NAC Investments.

La séance s'est ouverte sur un discours délivré par Madame Bongiwe Njobe, Directrice Exécutive de ZANAC Investments Consulting sur les options politiques dans le cadre de l'entreprenariat des femmes et des jeunes relatif à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Dans son discours, elle s'est appesantie sur la politique et les questions émergentes, y compris l'optimisme des entreprises et les perspectives pour les femmes entrepreneuses en Afrique. Elle a introduit son discours en parlant des ODD dans le cadre du thème de la conférence « Les Femmes dans le Développement Entrepreneurial: un atout indispensable pour la réalisation des ODD en Afrique » et a fait des propositions sur les options politiques possibles qui pourraient être mises en

œuvre ultérieurement pour veiller à ce que ce millénaire ne puisse pas louper les femmes, les jeunes et même l'ensemble du continent africain

Pour donner un aperçu sur les considérations qui ont fait l'objet des discussions lors de la récente plateforme des Nations Unies pour l'Action qui a adopté les ODD en 2015 – avec une vision unificatrice du monde d'ici 2030, elle a fait allusion au rapport 2015 sur les OMD qui stipule que «Dans de nombreux domaines, en particulier liés à la santé et à l'éducation, l'avancée atteinte par l'Afrique sub-saharienne était la plus rapide parmi toutes les régions en développement. En même temps, la partie nord du continent a réalisé un grand nombre des objectifs fixés, y compris celles sur la réduction de la pauvreté et de la faim, l'éducation primaire universelle, la santé infantile et maternelle ainsi que l'assainissement. Elle a exprimé sa conviction disant que bien que ce soit une réalisation encourageante, nous avons tous besoin de faire beaucoup plus. Elle a dit qu'une manière simple de penser aux objectifs ODD est de penser aux 5 P – PERSONNES, PROSPÉRITÉ, PAIX, PLANET, PARTENARIAT – qui sont pris en charge par les 17 objectifs spécifiques couvrant les objectifs d'utilisation des ressources économiques, sociales, de gouvernance/politiques et naturelles.

Dans son discours, elle a également rappelé la réunion du PDDAA de l'année dernière organisée par l'Agence du NEPAD sous les thèmes « JOINDRE L'ACTE A LA PAROLE » et « Appel à l'action » de la Conférence des Femmes dans l'Agro-industrie.

Elle a poursuivi en soulignant que les progrès accomplis comprennent le fait que le thème du Sommet 2015 de l'UA est: « l'année de l'autonomisation et du développement de la femme en vue de la vision africaine de l'agenda 2063 » et de plusieurs autres activités connexes qui ont eu lieu dans le cadre de cette déclaration, y compris les progrès à réaliser dans le cadre de la réalisation des objectifs du Programme d'action de Beijing à la Commission des Nations Unies sur les Conditions des Femmes (2015). Elle a également noté que cela a été suivi par un appel à placer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au cœur du financement pour les discussions et négociations relatives au développement"(ONU CSW, 2015).

Elle a également cité l'action à la Banque africaine de développement en indiquant que la Banque africaine de développement et le gouvernement du Sénégal ont conjointement organisé la conférence - Nourrir l'Afrique - adopté un Plan d'action pour la transformation agricole en Afrique et lancé une action financière positive pour les femmes en Afrique (allouant près de 3 milliards de dollars USD de financement; 3millions de dollars américains pour la réduction des risques des entreprises appartenant aux femmes). La même réunion a également décidé d'intensifier le renforcement des compétences des Jeunes dans le domaine de l'agriculture et d'établir un mécanisme de financement des jeunes africains œuvrant dans le domaine de l'agriculture pour soutenir les jeunes agriculteurs commerciaux et les jeunes dans l'agriculture. Elle a également félicité l'Agence du NEPAD d'avoir organisé cette réunion de suivi et joint l'acte à la parole depuis que les femmes ont quitté Durban lors de la première conférence.

En termes d'ODD, Madame Njobe a posé des questions, y compris du degré de réalisme du délai de 15 ans nécessaire pour réduire la faim à zéro, mettre fin à la pauvreté, parvenir à l'égalité des sexes, la consommation responsable et atteindre un bon nombre des objectifs qui constituent des

engagements mondiaux à l'action dans 17 domaines critiques au niveau de tous les pays de notre continent. Elle a ensuite souligné la nécessité de créer un environnement propice à la réalisation de ces objectifs sociaux essentiels.

Pour en venir à la question de l'industrie agroalimentaire, elle a rappelé que l'observatoire mondial de l'entreprenariat «Global Entrepreneurship Monitor» défini l'entreprenariat comme étant «Toute tentative de création de nouvelle entreprise ou action, tels que le travail autonome, une nouvelle organisation de l'entreprise, ou l'expansion d'une entreprise existante, par un individu, une équipe de personnes, ou une entreprise établie».

Compte tenu des exemples d'histoires d'affaires remarquables et de leur impact sur l'avenir de l'Afrique, elle a noté que l'Afrique est ouverte aux affaires et a fait l'observation que ce n'est pas l'absence d'une politique qui constitue le problème dans nos pays en ce qui concerne l'entreprenariat. Elle a ensuite demandé - comment pouvons-nous accélérer, intensifier et imiter le succès multiple sur notre continent au point que les pays africains ne soient pas au bas des listes mondiales de facteurs critiques pour le développement. Elle a ensuite invité les gouvernements africains à jouer leur rôle dans la création et l'organisation des systèmes de gouvernance qui:

- ✓ Créent des régimes politiques stables, pertinents et fondés sur des preuves, des incitations et des programmes ciblés qui favorisent l'esprit d'entreprise à tous les niveaux.
- ✓ Forment des Etats capables grâce à la nomination de personnes compétentes pour des emplois professionnels, des personnes/citoyens concentrés et qui font preuve d'intégrité et qui peuvent générer des données probantes fondées sur les données factuelles genres en vue de soutenir les options stratégiques.
- ✓ Permettent la collecte et le décaissement responsable des revenus en investissant dans des systèmes de l'infrastructure, de la réglementation et de la mise en œuvre, la recherche en matière d'agriculture et l'innovation, les systèmes éducatifs et sanitaires.
- ✓ En ce qui concerne le commerce, elle a souligné la nécessité de renforcer les marchés régionaux grâce à l'harmonisation des termes techniques du commerce, y compris les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), des systèmes de contrôle des frontières et des stratégies pour les négociations commerciales internationales.

Elle a souligné la nécessité d'élaborer une politique et une stratégie claires ainsi que la fixation des objectifs pour la croissance suivie par un plan de travail diligemment exécuté qui est essentiel à l'obtention des résultats tangibles. Elle a souligné que les décideurs politiques sont tout simplement des personnes responsables ou impliquées dans la formulation des politiques et c'est le collectif de la technique, la société civiles et des politiciens qui, finalement, prend et exécute des décisions bonnes et efficaces. A cet égard, elle a posé les questions essentielles de délibération par les participants en vue de tirer parti des réseaux et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la pratique politique dans les organisations, les pays et les associations.

La formulation des politiques constitue, a-t-elle dit, est le développement des plans d'action efficaces et acceptables pour aborder ce qui a été placé sur l'agenda politique. Cela emmène à poser la question - comment les choses figurent-elles sur le programme - Elle a fait allusion à l'Académie ougandaise des sciences qui a mis en place un panel de consensus pour examiner cette question et a

noté une des recommandations qu'elle croit être pertinente à l'établissement de l'agenda politique. Elle a cité la recommandation du panel « Pour surmonter les défis et accroître l'appropriation nationale du programme de développement post-2015, le Comité, afin de garantir l'appropriation nationale du programme de développement de l'Afrique dans l'ère post-2015, le Comité a identifié cinq leviers de développement à savoir : le rôle des communautés traditionnelles, les stratégies de renforcement des capacités axées sur (2) l'éducation et (3) la santé, (4) le capital au sens large, et (5) la culture et les politiques des institutions.

Elle a ensuite déclaré que la focalisation de la politique, de l'investissement et de l'engagement sur ces leviers permettra aux pays africains de stimuler la plus large appropriation sociétale de l'agenda de développement post-2015. Elle a souligné que les communautés sont au cœur de l'appropriation du développement en Afrique car elles sont à la fois les conductrices et les bénéficiaires de l'agenda de développement. En guise de conclusion, elle a donné les principales recommandations suivantes à la réunion:

- L'objectif de la politique devrait à l'avenir consister à créer des plateformes ouvertes pour l'élaboration du programme de la politique qui garanti la participation des femmes, des jeunes et des hommes en nombre proportionnel à leur présence plutôt qu'à leurs rôles dans la société.
- Tout un chacun présent a la responsabilité de partager les résultats et les expériences qu'ils ont acquis ici à la conférence avec au moins cinq autres personnes à son retour et aussi d'engager une action si petite, difficile ou peu rassurante qu'elle puisse être, elle fera avancer la position des femmes dans la société.

Enfin, elle a fait part de sa suggestion au NEPAD en l'invitant à créer une plateforme où de telles discussions peuvent être poursuivies en y invitant plus de gens de manière à éviter tout risque d'exclusion des parties prenantes pertinentes à travers le continent.

Madam Clotilda Sawasawa, du Ministère de Genre, des enfants, des personnes vivant avec handicap et de la protection sociale du Malawi a été invitée à réfléchir sur le sujet que le modérateur voulait qu'elle développe à savoir « Quelles sont les actions que le gouvernement du Malawi et d'autres pays pensent entreprendre en vue de mettre en œuvre les ODD dans le contexte national? »

Elle a commencé sa brève intervention en soulevant la question de la durabilité des ODD et a dit que les 17 ODD visent plus à exhorter tout le monde à prendre des mesures, à s'efforcer et faire en sorte que nous fassions les choses différemment. Les Etats membres qui se sont réunis à l'ONU ont adopté les ODD et ont convenu de passer à l'action et nous sommes tous invités à prendre des mesures pour travailler ensemble en vue d'atteindre les objectifs. Elle a également fait remarquer que nous pourrions avoir tant de belles politiques et d'objectifs dans nos pays, mais ce qui manque c'est de vraiment prendre des mesures efficaces qui font une différence au niveau de la communauté et à tout autre niveau.

Pour la mise en œuvre des ODD, la première chose que nous devons faire au niveau national est de ramener les objectifs mondiaux à l'échelle locale en les domestiquant pour tenir compte des

conditions locales avec des stratégies et objectifs claires réalisables. Elle a également noté que nous poursuivons l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les OMD à savoir l'objectif n° 3 ainsi que d'autres objectifs étant associés aux genres, mais qui n'ont pas été atteints comme prévu. Elle a ensuite demandé ce qu'il ya lieu de faire cette fois-ci pour nous assurer que nous atteignons l'ODD N° 5 qui est axé sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et ces actions doivent profiter aux femmes, aux hommes et aux jeunes.

Elle a noté que cette conférence de niveau international sur l'agro-industrie a joué un rôle de réseautage entre les participants regroupés de différents pays et organisations. A cet égard, elle a suggéré la nécessité:

- D'avoir une organisation parapluie pour coordonner une telle conférence au niveau national.
- D'établir un lien et un réseau entre les parties prenantes aux niveaux national, continental et international.
- D'avoir des mécanismes de suivi afin de surveiller efficacement l'avantage de travailler ensemble et renforcer les partenariats.
- De poursuivre les efforts de mobilisation des ressources pour la réalisation du GCCASP qui serait utile pour avoir un réseau efficace dans le cadre de sa mise en œuvre.

Enfin, elle a conclu en notant et en soulignant que les politiques ne sont pas suffisantes, mais elles doivent être traduites en action en vue d'atteindre le changement désiré.

Le deuxième panéliste, le Dr Niger Thomas Margret, Inspecteur n° 1 du Ministère de l'autonomisation économique des femmes et de la famille du Cameroun a eu la parole pour parler de la question ci-après posée par le modérateur. Que proposez-vous que les gouvernements puissent faire au niveau de la politique pour permettre aux femmes africaines entrepreneurs d'avoir accès aux ressources?

En réponse à cette question, le Dr Niger Thomas a déclaré que l'accès aux ressources est un handicap majeur en Afrique et a souligné le besoin crucial pour les gouvernements de créer un environnement propice à la croissance et à la transformation efficace et inclusive où les femmes entrepreneuses bénéficieraient. Elle a noté que ceci serait atteint si les droits des femmes d'avoir accès aux ressources, à la technologie, au matériel/équipement, aux services de vulgarisation, etc. étaient respectés à tous les niveaux.

Sur la question de la politique, elle a fait remarquer que bien qu'il existe des politiques pour les entrepreneurs africains dans l'agro-industrie, souvent la plupart de ces politiques ne tiennent pas compte du genre. Même s'il y a des politiques aux dimensions de genre, les groupes cibles ne sont même pas informés desdites politiques et par conséquent elles ne sont pas effectivement mises en œuvre.

À la lumière de ce qui précède, elle a proposé une gamme d'options politiques et d'interventions stratégiques qui pourraient aider à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et leur

faciliter l'accès aux ressources de telle sorte que leur rôle et leur contribution seront davantage renforcé dans les efforts de développement économique. Quelques unes de ces options sont:

- Il devrait y avoir une politique permettant aux femmes d'être en mesure de mener leurs activités sans stress ni harcèlement
- Création d'un environnement politique favorable qui permet aux femmes d'avoir accès aux services de crédit
- Les politiques de crédit existantes devraient être revues en vue de reconsidérer le montant alloué pour les prêts afin de permettre aux femmes de se livrer à des entreprises économiquement viables
- Les femmes rurales doivent être informées des possibilités de et des modalités d'accès de crédit disponibles là où elles se trouvent
- Promouvoir la prestation de services d'extension sensible au genre pour les femmes rurales
- Fournir un environnement propice pour organiser les femmes en associations afin de promouvoir l'action collective en vue d'un engagement efficace dans la chaîne de valeur et des entreprises agroalimentaires.
- La mise à disposition de la formation pour les Femmes entrepreneuses dans les compétences de planification et de gestion des affaires
- Le renforcement des capacités des femmes dans la gestion de la technologie intelligente du climat en vue d'une adaptation aux mouvements et changements climatiques.
- L'échange d'expériences sur les meilleures pratiques au sein et d'un pays à l'autre.

Le troisième panéliste, le Dr. Boukary Abdou Razac, du Niger, Initiative 3N, donne une réflexion sur le sujet concernant la façon dont l'initiative 3N du Niger travaille en termes de soutien aux femmes dans le développement entreprenarial dans l'agro-industrie. Il a commencé son intervention en présentant le rôle central que le secteur de l'agriculture joue au Niger. Il a souligné que l'agriculture est l'épine dorsale dans la vie socio-économique des personnes nigériennes, engageant 80% de la population active. Les femmes sont les personnes les plus actives dans de nombreuses activités liées à l'agriculture. Par ailleurs, elles font face à la charge de travail domestique et à diverses contraintes sociales. Leur rôle dans les activités socio-économiques ainsi que dans la chaîne de valeur domestique dans le cadre de l'agriculture, c'est-à-dire, la production, la transformation et la consommation est tout à fait irremplaçable.

Le système agricole est fragile et facilement affecté par le changement climatique. Les femmes sont victimes de la variabilité climatique, la dégradation de l'écosystème et sont exposées à la malnutrition. L'initiative 3N a été conçue en 2011 pour répondre au problème de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition survenant à la suite de la variabilité climatique.

L'Initiative 3N ainsi énoncée "les Nigériens nourrissent les Nigériens» est un programme de sécurité alimentaire intégrée adoptée en Juin 2012 visant à contribuer à la protection des populations du Niger contre la faim et la malnutrition et à assurer les conditions pour la pleine

participation des femmes à la production nationale et améliorer leur revenu. Le document du programme intégré de la Sécurité Alimentaire est totalement conçu pour les femmes. En outre, le traitement de la question des changements climatiques est un pilier sur la mise en œuvre du programme. Il a ensuite mentionné les activités entreprises pour améliorer les conditions des femmes et promouvoir l'agro-industrie, comme indiqué ci-dessous :

- La première étape a consisté à établir des centres de vulgarisation dans toutes les provinces pour servir les paysans dans la fourniture de services décentralisés et l'accès aux intrants agricoles (engrais et semences) et aux conseils sur les techniques agricoles.
- Le développement des systèmes de micro-irrigation et la fourniture des intrants nécessaires et le soutien de suivi.
- La prise en charge des machines agricoles, par exemple, mettre des tracteurs aux services des femmes productrices pour labourer.
- La création d'un accès aux facteurs de production pour les femmes et en particulier la terre agricole.
- La facilitation de la participation des femmes dans les programmes de génération de revenus, tels que, la fourniture des ruminants, de la gestion des produits laitiers, du salon artésien, etc.
- La facilitation des microcrédits aux femmes.

Enfin, le panéliste a indiqué que les défis sont encore énormes en ce qui concerne les zones rurales et les ressources ne sont pas suffisantes pour répondre aux besoins. Il a suggéré la nécessité de regrouper les femmes rurales pour un engagement sur des actions collectives afin de tirer parti des ressources locales. En outre, il a parlé de la nécessité de renforcer le partenariat existant avec les institutions régionales et a cité l'initiative du NEPAD comme un exemple et sa collaboration solide dans le développement du programme de soutien sur le genre, le changement climatique et l'agriculture. Il a terminé son intervention en lançant un appel et en encourageant les partenaires au développement à se joindre à leurs efforts pour soutenir les efforts du gouvernement dans la mobilisation de fonds pour mettre en œuvre le programme.

Questions/Commentaires:

- La première question portait sur le défi lié à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du programme. La question a fait allusion, en guise d'exemple, au Programme d'appui au Genre, à l'Agriculture et au Changement Climatique (GCCASP) sur l'autonomisation des femmes qui avait été lancé en 2012 dans cinq pays. Bien qu'il y ait des efforts pour approcher les bailleurs de fonds, l'obtention des ressources reste un grand défi dans la mise en œuvre des programmes. Comment pouvons-nous résoudre ce problème?
- Pendant que nous interagissons avec d'autres femmes, elles voient l'Afrique en général comme un peuple qui entretien le feu dans les foyers. Si les pouvoirs ne sont pas en mesure de fournir le bois comment pourrions-nous faire notre part? Nous implorons le pouvoir/les détenteurs de ressources, c'est-à-dire, le gouvernement et les bailleurs de fonds de nous fournir le bois nécessaire à l'entretien du feu.

- Les décideurs politiques devraient tenir compte du système de connaissances indigènes que l'on dit n'être fondée sur aucune base scientifique alors que ces connaissances nous ont soutenus jusqu'aujourd'hui. Nous devons être enraciné dans ces connaissances en tant qu'africains.
- Nous soutenons l'idée d'organiser des visites d'échange d'idées et d'enseignements sur les meilleures pratiques et de partager des connaissances indigènes.
- L'idée de l'approche de la chaîne de valeur vaut la peine d'être poursuivie. Mais quels types de Propriété Intellectuelle (IP) doivent provenir des décideurs afin que les agriculteurs commerciaux expérimentés puissent transférer les connaissances?
- Les principaux défis des femmes sont les questions de planification liées à l'absence de leur participation. Par conséquent, le manque de clarté des structures, le niveau de mise en œuvre des programmes, le ciblage des bénéficiaires et un nouveau démarrage sans évaluation adéquate des initiatives et des interventions en cours sont parmi les éléments manquants dans les processus de planification. Nous devons renforcer la participation des femmes dans les programmes, dansla politique de planification et tirer parti des initiatives existantes.

Réponses:

- En ce qui concerne les ressources pour la mise en œuvre du programme, le langage doit changer. Nous avons plusieurs événements dans le monde aujourd'hui. Les pays occidentaux (l'Europe et les Etats-Unis) ont tant de questions brûlantes à portée de main, ce qui les limite à disposer des dons pour les pays en développement. L'orientation traditionnelle de qui va aider devrait changer.
- Nous ne devrions pas attendre les bailleurs de fonds de l'extérieur. Nous devons nous appuyer sur les capacités existantes de nos femmes, tout en explorant et en soutenant les systèmes traditionnels et autochtones en place afin qu'ils deviennent de vrais mécanismes de financement. La question ici est de savoir comment les femmes peuvent accéder aux ressources disponibles afin d'apporter le soutien nécessaire à l'environnement rural et de capitaliser et soutenir les activités des femmes?
- Commentant sur la question de plaider auprès du gouvernement pour entretenir les feux, le panéliste a pris l'exemple de la campagne du président du Malawi « *Il pour Elle* » qui a exhorté les hommes à s'impliquer dans le processus d'établissement de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Les hommes, y compris les membres du parlement, les chefs traditionnels, d'autres personnes, le secteur privé ainsi que les organisations de la société civile (OSC) tout en chantant leur engagement de prendre des mesures qui assurent

l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Nous espérons qu'avec cet engagement des hommes il y aura la provision de bois que les femmes veulent utiliser pour garder le feu allumé.

- La question relative aux systèmes autochtones et aux IT relève des domaines politiques très critiques à poursuivre.
- Cette session politique a mis en évidence les principaux aspects de la planification, l'engagement, de trouver les personnes appropriés/la population cible, d'apprendre à connaître les politiques existantes qui profitent aux communautés et de mettre en œuvre des actions concrètes.
- Nous devons renforcer les réseaux pour que les femmes puissent avoir accès aux ressources, mobiliser des ressources, avoir accès à des services décentralisés des coopératives, renforcer leurs capacités et renforcer les partenariats avec le secteur public et les acteurs non étatiques.
- Nous avons besoin de prendre l'initiative d'organiser des conférences similaires dans nos pays et présenter des rapports d'avancement national. Les rapports d'étape devraient être fondés sur les mesures prises sur le terrain au-delà de l'élaboration des politiques et des programmes.
- Il y a du pouvoir dans les actions collectives. Les coopératives sont constituées d'individus. Ceci est une plateforme de mise en réseau. Nous avons tous besoin de faire quelque chose de petit pour faire avancer le processus il nous faut communiquer de façon proactive pour occuper le siège du conducteur de l'action. Nous devons amener à la maison ce que nous avons reçu de cette conférence.
- Toutes les personnes présentes à cette conférence assument la responsabilité de partager les résultats et les expériences qu'elles ont reçues ici quand elles rentrent chez elles et aussi d'engager une action – peu importe leur importance, elles propulseront la position des femmes dans la société. Le Dr Niger-Thomas Margaret Agbaw – Le Directeur de l'Autonomisation Economique de la Femme et de la Famille au Cameroun, a lancé un appel aux participants.

8. SÉANCE 2: Entreprenariat Féminin dans le Secteur Agroindustriel en Afrique: Contraintes et opportunités

L'autonomisation des femmes et le développement socio-économique sont très liés. Dans cette session on a discutés des faits et figures principaux relatifs à la participation des femmes dans la vie économique. L'on a identifié des contraintes et des défis majeures auxquels les femmes entrepreneuses font face en Afrique et on a mis en évidence les opportunités de croissance économique. Les questions étaient examinées de différentes perspectives par les entrepreneurs et les membres des corps académiques.

Cette séance était présidée par Thulasizwe Mkhabela, Responsable des Opérations, Agence de Développement de l'Agro-industrie (KZN).

a. Présentation liminaire - « l'Autonomisation Économique des Femmes » par Mme Wadzanai Katsande-Officier chargé de l'appui à l'investissement à la FAO en Afrique du Sud.

Mme Wadzanai Katsande-Officier chargé de l'appui à l'investissement, FAO Afrique du Sud a fait la présentation au nom du Dr Tobias Takavarasha

Mme Wadzanai Katsande a commencé sa présentation en décrivant les mandats de la FAO et ses cinq objectifs stratégiques, qui tous deux se rapportent à l'amélioration de la productivité agricole et à l'assurance de la sécurité alimentaire en vue d'éliminer la faim et de créer la résilience des moyens de subsistance de résilience aux catastrophes.

En ce qui concerne l'égalité des genres et l'autonomisation, Mme Katsande a dit que les femmes constituent environ 40% de la population active agricole dans les pays en développement; cependant, elles n'ont qu'un accès limité aux opportunités et aux ressources disponibles pour leurs homologues masculins. En conséquence, une telle disparité a un impact négatif sur le développement rural/agricole. Elle a souligné la nécessité d'assurer la participation des femmes dans ces chaînes modernes de valeur alimentaire. En outre, elle a fait allusion à quelques œuvres de la FAO relatives à l'autonomisation des femmes et associées à une politique d'entreprises, de renforcement des capacités et d'appui dans les domaines de la gouvernance des terres.

La deuxième partie de la présentation de Mme Wadzanai Katsande était axée sur les technologies d'économie de travail et d'inclusion financière. Dans cette présentation, elle a souligné que:

- La création d'un environnement favorable à l'amélioration de l'accès à l'économie de travail et aux technologies de valeur ajoutée est essentielle aux femmes pour augmenter la productivité grâce à la chaîne de valeur comme l'état actuel est trop faible ou inapproprié aux conditions des femmes ou au milieu rural,
- La crise mondiale de la sécurité alimentaire et la perte alimentaire élevée nécessitent le développement de la valeur ajoutée & des technologies de transformation des aliments,

- Les technologies d'économie de travail (LST) sont d'un intérêt capital pour les femmes en raison du fait que c'est elles qui sont impliquées dans des rôles multitâches dans des activités agricoles et au niveau de la famille,
- L'accès au financement est une contrainte majeure pour les femmes dans les chaînes de valeur agricoles en considérant à la fois les questions de la demande et de l'offre

Mme Katsande a également décrit brièvement le travail des finances inclusives pour le développement rural à la FAO, dont le but est d'intensifier les approches novatrices qui favorisent l'accès au financement agricole et rural pour les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises agro-alimentaires (SMAEs) dans les pays en développement. Elle a également réfléchit sur une approche globale de financement de la chaîne de valeur agricole, ainsi que sur les travaux de la FAO en matière de développement des capacités, l'appui au niveau des pays et la diffusion des connaissances. En outre, Mme Katsande a décrit ce qui doit être fait pour évaluer dans quelle mesure les femmes utilisent les Techniques d'Economie du Travail post-récolte (LST)? Enfin, elle a conclu sa présentation en donnant la réponse de la FAO face aux besoins des données.

b. Mme Bodil Maal - Conseillère Principale -NORAD - « Banques des Femmes en Norvège »

Mme Bodil Maal a partagé l'expérience des « Banques des Femmes en Norvège ». Elle a commencé sa présentation en indiquant ce qui empêche les femmes d'accéder aux prêts et crédits, y compris l'attitude sceptique que les femmes pauvres ne sont pas solvables, ne peuvent pas signer des contrats (analphabètes), à petite échelle et donc la transaction devient plus grande. Les institutions financières ne comprennent pas comment les femmes font des affaires (construisent leur lieu de travail progressivement). Parlant des caractéristiques des services financiers qui répondent aux besoins des femmes, en particulier les femmes pauvres, Mme Maal a poursuivi en parlant entre autres choses; de la fiabilité, la disponibilité en temps et place, l'adaptation à la culture et aux normes sociales locales, avec des procédures d'application simples, pas de limite de prêt et aucune garantie dans la propriété en tant que caractéristiques clés du service de crédit digne pour les femmes rurales agricoles.

Mme Bodil Maal, dans l'élaboration des principes des Banques de Femmes, a déclaré que les emprunteurs s'organisent en groupes de 5 emprunteurs, mais ne devraient pas être membres de la famille proche. Ils sont tenus d'élire parmi les membres un président et un secrétaire. Elle a également indiqué que les positions de présidente et de secrétaire devraient être rotatives chaque année. Les emprunteurs peuvent demander jusqu'à 50.000 Couronnes Norvégiennes (NOK). Les femmes dans les groupes ont généralement des connaissances sur le marché local et ne doivent pas s'engager dans des entreprises concurrentes des autres femmes au niveau local.

Mme Maal a dit que l'idée de Banques des Femmes est un processus d'**emprunt -investissement-emprunt**. Il est basé sur un développement progressif d'une entreprise grâce à un **processus d'apprentissage**. Les groupes commencent par accorder des prêts aux projets pour lesquels l'emprunteur a de l'expérience, de la connaissance et de bonnes perspectives de succès. Elle a

également expliqué que 20 pourcent des NOK 200.000 resteront toujours dans le fonds et le groupe monte un plan de remboursement de l'emprunteur – en fonction de la rentabilité de l'entreprise.

Mme Bodil Maal a finalement souligné les avantages de la Banque des Femmes en disant que c'est une « sage-femme » pour les petits entrepreneurs. Ça sert de réseau social et technique, facilite le processus d'apprentissage, permet aux membres du groupe de se contrôler mutuellement, aide à établir la coopération sur les achats d'intrants de grande quantité, de marketing, de vente, des lignes de production, et fournit une « protection » contre des puissantes structures et une violence fondée sur le genre, etc.

c. Mme Beauty Morukana Manake, DG du Groupe, "The case of Kungo farms", Botswana.

Mme Beauty Morukana Manake a partagé son expérience sur la façon dont elle a développé son EXPLOITATION AGRICOLE Kungo qui comprend les Légumes KUNGO et une entreprise de fruits, PII JENA RANCHES et KUNGO Consultants.

Parlant de son exploitation agricole des légumes et de fruits, Mme Manake a identifié les éléments suivants comme des opportunités pour elle:

- L'accès au marché d'exportation Moyen-Orient au Qatar
- De nouvelles politiques qui soutiennent la nutrition, créant ainsi plus de marché en utilisant les avantages nutritionnels comme un outil pour pénétrer le marché.
- Un nombre croissant de clients de marché sophistiqué à revenu moyen, qui savent ce qu'ils recherchent, des constituants nutritionnels de l'alimentation.
- Un marketing innovant qui utilise la nutrition et intègre la recette dans l'emballage afin d'en faciliter l'usage pour les gens occupés
- L'Utilisation des Médias Sociaux comme une concurrence pour amener beaucoup de gens à acheter les produits, et
- La foire de dégustation pour promouvoir la nutrition et une alimentation saine

D'autre part Mme Beauty Morukana Manake a décrit ce qui suit comme des défis majeurs:

- Les changements climatiques
- Le manque de technologies et d'infrastructures telles que les technologies post-récolte, les installations appropriées d'emballage et de stockage afin d'être accepté sur le marché (des super marchés) et des meilleur prix
- Le manque d'information sur le marché et de pré-stratégie {nous ne comprenons pas les tendances du marché, la demande etc.} – Nos produits se perdent sur le marché parce qu'ils n'atteignent pas le marché au bon moment et dans de bonnes conditions
- Le manque de politiques qui permet un environnement favorable à la croissance de l'agroindustrie féminine – par exemple les droits d'importation et les plates-formes

Mme Manake a ensuite décrit son entreprise PII JENA RANCHES ainsi que les opportunités et les défis associés. En termes d'opportunités elle a parlé des tests efficace de persillade de bœufs (examen du contenu des aliments pour animaux de chair) de plus en plus nombreux, la création de nouveaux marchés de bœufs, des boucheries de bœufs pour promouvoir la viande et de la nutrition localement, l'accès aux normes de traçabilité internationales prévalus par le gouvernement du

Botswana, etc., en tant que facteurs contribuant. D'autre part, elle a identifié le changement climatique ou le manque de pluie comme un défi pour assurer l'alimentation du bétail; et l'utilisation des énergies renouvelables pour l'irrigation. Elle a enfin mentionné leur rôle en tant que cabinet de consultants, y compris l'analyse du marché et la fourniture des formations à l'agroindustrie.

Mme Manake a finalement conclu sa présentation en soulignant la nécessité de donner aux jeunes agriculteurs la chance de rejoindre et de changer le secteur de l'agriculture.

d. Prof Ken Ife de la Commission de la CEDEAO/Présidence du NEPAD, Consultant Principal: « Le Cas de l'Agriculture Intelligente au Nigéria »

Dr Ken Ife s'est tourné vers le nouvel ODD qui contient 17 objectifs et 169 indicateurs. Il a dit que c'est un changeur de jeu qui offre un cadre complet et robuste pour des stratégies intelligentes économiques et climatiques basées sur le genre, et que nous devons en tirer le meilleur parti.

Il a ensuite souligné que chacun des 17 objectifs de l'ODD répondent de la durabilité sociale, économique et environnementale. Les 169 indicateurs sont également amplifiés dans chaque but, at-il ajouté.

Le Dr Ken Ife a également soutenu que:

- Les ODD sont suffisamment descriptifs pour définir les infrastructures de qualité, le renforcement des capacités, les arrangements institutionnels, la technologie et l'innovation; la recherche et le développement, etc. dont on a besoin pour chaque objectif particulier;
- Le secteur privé est au cœur de l'approche d'ODD;
- Contrairement aux OMD, qui sont destinés aux pays pauvres et en développement, les ODD englobent tous les pays ; développés, en voies de développement et moins développés;
- Les ODD mettent en place des objectifs, comparent l'offre et de la demande et adopte une approche très équilibrée;
- Les ODD prévoient des stratégies de mobilisation des ressources, y compris les systèmes de crédit, la mobilisation des ressources domestiques, les flux de fonds et les meilleures pratiques;

En ce qui concerne l'Agriculture Intelligente face au changement climatique (CSA), le Dr Ken Ife a dit qu'il est important d'examiner trois facettes de la stratégie:

- La stratégie intelligente et sexospécifique,
- La diffusion de l'information et la sensibilisation des femmes sur l'agriculture de conservation, l'agroforesterie, etc.
- La promotion de l'agro-industrie dans le contexte du changement climatique

Puis il a présenté les objectifs de la CSA, à savoir:

- L'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience
- L'atténuation des effets du changement climatique

Le renforcement de la contribution à la sécurité alimentaire et la nutrition

En ce qui concerne les stratégies, le Dr Ken Ife a dit qu'il est important de mettre en place une stratégie comparative en tenant compte de trois conditions (conditions bénigne aux conditions nuisibles). Il a ensuite indiqué la nécessité de procéder à l'évaluation de la vulnérabilité pour examiner l'impact des stratégies de changement climatique et des stratégies d'adaptation communautaires. Cette évaluation devrait tenir en compte du droit foncier et l'accès à divers services et intrants agricoles. Dès que nous avons la stratégie, nous pouvons influencer les politiques gouvernementales et l'utiliser pour élaborer un plan de programme et de développement communautaire. Le Dr. Ife a également souligné l'importance de préparer des programmes adéquats de développement des compétences pour les femmes, ayant traits aux ressources naturelles et les questions de gestion de l'environnement, l'adoption d'un développement agricole intégré et la mise en place de partenariat avec les partenaires au développement et les intervenants clés pour assurer la durabilité.

8.1 Discussions et Réflexions en Plénières

Les points saillants des discussions plénières et les réflexions des participants sont repris ci-après :

- Comment pouvez-vous partager l'expérience que vous avez acquise au Nigéria avec d'autres pays comme le Botswana ou le Malawi?
- Comment la FAO embrasse-t-elle l'utilisation de la science dans la tentative de produire des produits qui nécessitent moins de mains-d'œuvre pour les agriculteurs, telle que la culture des tissus comme l'un des moyens de réduire le coût du travail?
- Comment l'exploitation agricole Kungo interagit-elle avec les autres agricultrices pour promouvoir leur entreprise? Vous amenez cela à un autre niveau ou vous le faites simplement au sein de votre organisation?
- Vous êtes une jeune dame, je voudrais savoir comment vous êtes entrée dans l'agro-industrie (qu'est-ce qui vous motive) et êtes arrivée à votre niveau actuel? Qu'avez-vous fait à d'autres jeunes pour les inciter à se joindre à l'agro-industrie et comment accédez-vous aux ressources?
- En écoutant les cinq objectifs stratégiques de la FAO, je suis intéressée par le deuxième objectif, qui est lié à la fabrication, à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche productive et durable. Je suis vraiment intéressée par l'aspect de la foresterie, les gens regardent les produits du bois, mais les femmes rurales sont principalement engagées dans les produits non ligneux de la forêt, je voudrais que vous réfléchissiez plus à ce sujet?

Réponses:

 Les ressources documentaires peuvent être disponibles par le biais du NEPAD pour la diffusion. La combinaison de la stratégie du genre, c'est ce que nous appelons villages climatiques intelligents. Nous avons en fait quatre domaines, à savoir les technologies climatiques intelligentes, le Système d'information Climatique, les connaissances locales (l'identification des stratégies d'adaptation locale grâce à l'évaluation de la vulnérabilité) et le plan de développement du village. En termes de développement de partenariat, le gouvernement du Nigéria travaille avec le NEPAD pour développer leurs stratégies de mobilisation des ressources et de partenariat. Une chose importante que nous devons retenir est que les partenaires au développement ont besoin de résultats pour vous soutenir, montrez les produits.

En ce qui concerne l'initiative de l'exploitation agricole KUNGO de travailler avec les agricultrices, Mme Manake dit que l'exploitation agricole facilite le travail des petites agricultrices et plaide également pour l'agriculture afin d'amener tant de jeunes à l'utilisation des médias. Elle a souligné «si je le fais seul il n'y aura aucun changement au Botswana.» En ce qui concerne les raisons pour lesquelles elle a rejoint ou choisi le métier d'agriculteur elle a dit que ce n'était pas en raison du fait que l'agriculture était sa passion en soi. Elle a raconté son histoire selon laquelle sa mère était une commercante des fruits et légumes. Elle avait l'habitude de vendre ces produits agricoles au Botswana en les importants de l'Afrique du Sud. Elle a dit ensuite que pendant les vacances elle avait l'habitude de voyager avec sa mère en Afrique du Sud. Pendant ce temps, elle avait l'occasion de voir une agriculture prospère en Afrique du Sud, où tout avait l'air vert, mais son pays, le Botswana avait l'air tout à fait différent. Elle se demandait pourquoi il en était ainsi alors que les deux pays présentent des conditions climatiques et de sol similaires. D'autre part, elle était étonnée de voir sa mère gagner quatre fois plus que son salaire. Elle avait étudié, mais sa mère n'était jamais allée à l'école, mais elle gagnait beaucoup plus d'argent qu'elle. Puis elle a décidé d'être agricultrice et dit à sa mère : « Vous savez que vous serez une de mes clientes », elle a expliqué que c'est ainsi qu'elle s'est plongée dans le travail agricole et dans l'agriculture, pour faire de l'argent rapidement.

- La FAO fait partie de la famille des Nations Unies; nous ne travaillons pas seulement comme la FAO, mais travaillons également avec d'autres organisations telles que l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) en matière de la science et la technologie. Ainsi la science est un facteur important dans le domaine de la technique d'économie du travail et c'est l'un des domaines dans lequel nous travaillons pour améliorer l'utilisation des LST. Mais, les LST ne concernent pas seulement la science et la technologie. Ça concerne également les connaissances autochtones, telles que le mécanisme d'adaptation au changement climatique de la communauté que nous devons utiliser pour améliorer les LST.
- En ce qui concerne, le deuxième objectif stratégique de la FAO, il a été dit que les produits forestiers non ligneux (PFNL) sont l'une des questions importantes notamment en termes de médicaments et de l'amélioration de la santé. Quand nous regardons la vie durable, l'arène des PFNL est énorme, il a donc été souligné qu'il existe une opportunité commerciale croissante en matière de foresterie qui est encore à explorer.

8.2 Résumé du Premier Jour

Les messages clés de la journée étaient résumés par le professeur Peter Ewang de la manière suivante:

- La nécessité d'une mise en œuvre de l'action et des recommandations faites à divers forums/plates-formes.
- La nécessité d'utiliser la voix des femmes et plateforme pour agir, changer et interagir.
- La nécessité d'établir et de renforcer des partenariats qui est une question fondamentale pour résoudre les problèmes des femmes.
- La nécessité d'être financé- le gouvernement doit faire une mobilisation des ressources domestiques; le développement de l'Afrique ne doit pas dépendre du soutien des partenaires. Si cela arrive, nous serons confrontés à un problème continu dans l'expansion de ce qui est censé être fait en termes de promotion de l'intérêt de l'Afrique et de l'ordre du jour sans conditionnalité des bailleurs de fonds et un sentiment d'appartenance.
- La reconnaissance des femmes africaines dans l'agriculture comme étant une ressource les femmes ont besoin de reconnaissance et d'un environnement propice à la pratique de ce qu'elles savent faire. Afin de faciliter l'amélioration de l'agro-industrie féminine à travers la création d'un environnement favorable afin que les femmes puissent accéder aux terres, il est essentiel de faciliter l'accès au crédit, (supprimer toutes les exigences classiques, par exemple des garanties et taux d'intérêt élevés).
- Les femmes ne veulent pas des activités faites pour elles, mais elles ont besoin d'activités effectuées avec elles. Les aspects de durabilité du développement sont nécessaires et compris lorsque l'on connaît comment les utiliser.
- Le changement climatique est un problème et l'agriculture climatique intelligente est une solution.
- Il a été souligné que les femmes africaines ont besoin de changer leur attitude selon laquelle le gouvernement devrait toujours initier des actions pour elles et de passer à un nouveau jeu de l'esprit et de conviction qu'elles ont à prendre leur propres initiatives pour contribuer au nouveau mouvement de développement de l'Afrique.
- La politique publique doit être simple, permettant un soutien progressif, pragmatique et gouvernemental pour que les femmes puissent accéder aux fonds et renforcer leur capacité dans le cadre des compétences à valeur ajoutée.
- Il est important d'envisager que la domestication des ODD dans le développement africain est réalisable et possible.

- Il est essentiel de faire de la recherche sur la technologie d'économie du travail une réalité dans le contexte africain.
- L'Afrique a besoin de redéfinir et de réformer le service de vulgarisation.
- Nous avions un programme d'action l'année dernière, nous devons avoir un plan de mise en œuvre pour rendre les choses réelles.
- Le renforcement des capacités des femmes ne doit pas être considéré comme une faveur accordée!
- e. 9. SEANCE 3: ETUDE DE CAS SUR LE ROLE DE LA TRANSFORMATION

 DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIREL'AGROINDUSTRIE ET DES TECHNOLOGIES DE GESTION POSTRECOLTE DANS L'AMELIORATION DE LA PARTICIPATION
 DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGRO-INDUSTRIELLES

FACILITATEUR-Prof Peter Ewang -CAPDEV, Directeur exécutif

 i. Opportunités et défis dans l'utilisation des technologies de transformation agroalimentaire et de gestion post-récolte dans le renforcement de la participation des femmes dans le secteur agro-alimentaire: Un cas d'étude du projet de transformation agroalimentaire de la FAO en Zambie;

Cette présentation a été préparée conjointement par le Dr Chitundu Kasase & le Professeur Joseph Mpangalile, responsable technique du projet, tous de la FAO et la présentation elle-même a été faite par le Professeur Joseph Mpangalile. En guise d'introduction, il a été souligné que le projet est une entreprise de coopération entre la FAO et le Ministère de l'Agriculture du gouvernement de la Zambie. Il a en outre été souligne que l'objectif du projet c'est la formation du personnel de la sécurité alimentaire et la nutrition du Ministère de l'Agriculture sur les technologies de transformation de l'agro-alimentaire. Le deuxième volet est la formation des agricultrices. En outre, il a été indiqué que la raison d'être du projet est que les femmes bénéficient de la majeure partie de la responsabilité d'assurer la sécurité alimentaire des ménages et la génération de revenus dans la transformation des produits de l'agro-industrie, mais elles sont confrontées à de nombreux défis, parmi lesquelles: des compétences et connaissances limitées au complément de la valeur, ce qui résulte en une perte post-récolte élevée (30%). Ceci est la base pour la mise en œuvre du projet (intervention), a-t-il souligné.

Le Dr. Kasase a ensuite décrit la méthodologie/l'approche utilisée et les attributs des groupes de femmes ciblés. En ce qui concerne les attributs des groupes de femmes ciblés, il a décrit les opportunités et les défis de l'agro-industrie, telles que les districts qui avaient des excédents de

culture avec un grand potentiel de transformation agroalimentaire et de marché, des groupes de femmes actives, mais accusant des insuffisances technologiques, des produits de mauvaise qualité, et des technologies incoherentes , etc.

Dr. Chitundu Kasase a ajouté que dans le but de communiquer avec les femmes cibles, un certain nombre de questions ont été posées. La première était celle de connaître les opportunités qui ont élevé la participation des femmes dans la transformation agro-alimentaire, pour l'implication du groupe observé ou des agriculteurs individuels. Les réponses étaient des éléments tels que l'intérêt, la disponibilité des matières premières, la capacité d'adaptation des technologies, le soutien du gouvernement, etc. D'autre part, les défis majeurs auxquels sont confrontés les groupes de femmes étaient l'inaccessibilité de la transformation agro-industrielle et des technologies d'économie de main-d'œuvre, le coût élevé, la disponibilité, l'insensibilité face au genre, la nature des équipements qu'elles utilisaient est non-propice à la réduction de la main d'œuvre, la pénurie d'énergie, etc.

En outre, le Dr Chitundu Kasase décrit certaines des technologies qui ont été présentées et a expliqué comment elles ont aidé les femmes qui s'adonnent à la transformation agroalimentaire à améliorer l'efficacité de leurs opérations et la qualité de leurs produits. Ces exemples comprennent le séchoir solaire, le torréfacteur du beurre d'arachide, l'emballage de haricots, les pratiques de transformation agro-hygiéniques, etc.

Le Dr. Kasase a fait des recommandations à court, moyen et long terme pour l'avenir, ce qui comprenaient: l'élaboration d'une politique favorable à la participation des femmes dans le traitement agroalimentaire; le renforcement des capacités; la croissance; l'établissement des partenariats et des liens de marché; l'amélioration des technologies de transformation agroalimentaire; etc.

Dr. Chitundu Kasase a finalement délibéré sur les rôles joués par les différentes parties prenantes, le secteur public, privé, les ONG/OSC, les partenaires au développement, etc. et les enseignements tirés des parties prenantes par le biais du Groupe de Travail Technique (GTT). En conclusion, il a dit que la formation a augmenté les possibilités pour les femmes dans le l'agro-industrie d'augmenter leurs revenus et de passer de simple agricultrices à des groupes d'affaires, où elles seront t extrêmement motivées, et où la structure d'appui institutionnel aux femmes et les parties prenantes sont portées à soutenir les efforts des femmes.

ii. Soutenir l'industrie artisanale pour améliorer les performances et la qualité des produits grâce à l'utilisation des techniques appropriées d'économie de travail

La deuxième présentation de cette session était axée sur une étude de cas intitulée « soutien à l'industrie artisanale: introduction à l'amélioration des performances et la qualité du produit ». Cette présentation a été faite par le prof. Bendantunguka Tiisekwa, consultant de la FAO. Le présentateur a commencé par fournir le principal sujet de la présentation qui était l'introduction à l'industrie artisanale agroalimentaire, l'approche de l'étude, les résultats clés, l'étape suivante et

enfin il a donné des observations finales. Il a continué en définissant quelques-unes des caractéristiques d'une industrie artisanale et son importance comme suit:

Les industries artisanales sont une activité à petite échelle de transformation agroalimentaire/une activité à valeur ajoutée qui est essentiellement rurale et la plupart des activités sont liées à l'agriculture et elles utilisent la main-d'œuvre familiale, principalement exploitées par les femmes et les produits sont commercialisés et consommés localement.

- Dans de nombreux pays, elles sont négligées et on n'y accorde pas beaucoup d'attention. Les participants/les opérateurs sont très privés de l'accès à l'information car ils n'ont pas de connections avec d'autres personnes, ils ne peuvent pas obtenir de crédit bancaire, la technologie et les formations.
- Elles ont une grande importance dans la sécurité alimentaire des ménages et la génération de revenus et contribuent positivement à l'amélioration des moyens de subsistance des participants.

Il s'est appuyé sur ce qui se passe dans d'autres pays en prenant un exemple des résultats des études de cas menées au Népal, aux Philippines, au Ghana et au Burkina Faso. Les études ont révélé qu'une proportion importante du revenu des ménages provient des activités de transformation agro-alimentaires des femmes et a ressorti l'importance de tenir compte des aspects de genre en particulier dans la production et la promotion des techniques favorable aux femmes.

Par rapport à l'importance de l'Industrie Artisanale, le présentateur a noté que la promotion des industries artisanales agroalimentaires contribuerait à la participation accrue des femmes dans les activités agro-industrielles. Il a également indiqué que la pleine participation des femmes est nécessaire pour une efficacité accrue dans les activités agricoles grâce à l'extension de leur engagement de la production primaire de l'ensemble de la chaîne de valeur à la transformation et à la consommation. Ceci aidera à assurer une production et une productivité plus grandes, et améliorer la sécurité alimentaire, assurer la sécurité et la qualité des produits, dont l'issue sera la réduction de la pauvreté et la réponse des femmes aux besoins de subsistance, par exemple payer les frais scolaires et hospitaliers.

Il a également exposé sur les principales conclusions des études de cas en termes d'opportunités et de défis.

- Parfois, les industries artisanales sont principalement situées dans les zones rurales et liées à l'agriculture rurale. Par ailleurs, comme de nombreux ménages ruraux sont confrontés à la diminution des ressources en terres et au déclin de la base agricole, les industries artisanales figurent parmi les options/opportunités potentielles pour répondre à la nécessité croissante des activités génératrices de revenus en dehors de l'exploitation agricole et absorbent la forte croissance de la population tout en évoluant vers des pratiques agricoles.
- Les défis clés mis en évidence par le présentateur reprenaient les questions concernant; la façon d'accéder à des matières premières adéquates et de qualité, l'accès au financement abordable, l'accès à des marchés appropriés, le manque de formation dans les compétences de gestion, le manque d'économies d'échelle et de l'accès aux informations sur les technologies disponibles

Les principales recommandations suivantes ont été présentées par le présentateur pour examen dans l'avenir.

- La nécessité de renforcer les capacités des femmes à accéder aux technologies agroalimentaires leur implication dans l'élaboration de leurs besoins technologiques, le développement et la commercialisation des technologies est cruciale en vue de prendre en considération les besoins des femmes et pour une plus large introduction, promotion, diffusion et adoption effectives des technologies.
- La nécessité d'encourager la participation d'autres parties prenantes pour aider les femmes, y compris les ONG, les OSC, les banques, les économies rurales et les coopératives de crédit (RSCC), etc.
- Pour renforcer la capacité des femmes à accéder aux technologies dont nous avons besoin, nous devons bâtir sur ce qui existe au niveau local – à savoir une connaissance moins chère et facilement accessible et les connaissances traditionnelles/autochtones.
- Offrir la possibilité aux femmes d'accéder aux techniques de crédit et d'économie du travail, la vulgarisation dans le secteur agricole qui ciblent les industries artisanales.
- Encourager les ménages à travailler ensemble en mettant l'accent sur la participation des femmes dans les opérations agro-alimentaires.
- Soutenir la mise à l'échelle de la production et l'adoption de la technologie

Dans son mot de la fin le présentateur a déclaré que l'industrie artisanale est souvent caractérisée par son énorme potentiel de création d'emplois mais il n'y a pas beaucoup d'efforts déployés pour la soutenir. Elle est abandonnée à son sort sans aucun soutien d'orientation sur les questions d'affaires et les opérateurs sont essentiellement des femmes rurales. Pour accélérer le rythme du développement dans le secteur des petites industries artisanales, la technologie a souvent besoin d'être améliorée. Il a également souligné que les questions de législation et les normes alimentaires sont extrêmement importantes pour servir de guide sur le choix de la technologie qui va produire des produits de qualité à cause de la grande attention accordée à la sécurité alimentaire.

Questions et commentaires

- Une question a été posée : pourquoi appelons-nous encore industries artisanales alors que les Africains ne vivent pas dans des chalets et il a été répondu que la définition littéraire de l'expression industrie artisanale donne différentes perspectives. En général, le terme chalet dans le monde occidental renvoi à une très petite ou micro unité de production et de transformation au sein de la famille et au sein de la maison.
- En ce qui concerne la question des lois réglementaires, il a été suggéré que les gouvernements mettent en place le système de guichet unique pour la prestation des services afin de minimiser la charge et aussi être en mesure de parrainer la participation à des foires commerciales.
- Il a été remarqué que ce qui manque dans la présentation c'est la question de savoir comment mettre ensemble les questions de marketing, d'image de marque et la tarification afin d'obtenir un bon rendement. Est t-il possible qu'une recherche collaborative soit faite sur les stratégies

de d'image de marque et de tarification dont ces industries ont besoin afin qu'elles soient en mesure de définir les marges nécessaires à la survie de leur entreprise?

- La suggestion de créer des centres de production et d'incubation dans chaque pays pour les aider à incuber les agriculteurs quand ils se lancent dans le traitement agro-industrielle des industries artisanales a été retenue comme une idée importante à prendre en considération. Ces centres devraient également servir des lieux importants pour offrir des services de conseil d'affaires, d'appui technique et de partage d'expériences entre les opérateurs.
- Les politiques et les exigences juridiques qui entravent la participation des femmes dans le secteur agro-alimentaire et d'autres activités économiques doivent être examinés de façon critique et rectifiées en vue de renforcer la participation des femmes.

9.1 Séance de renforcement des capacités et de formation

Cette session était consacrée aux ateliers de formations organisées pour les participants à la conférence en vue de donner un concept de base sur la planification des affaires, l'esprit d'entreprise, des partenariats et des alliances stratégiques et des domaines thématiques connexes. La formation était conçue de manière à couvrir ces domaines thématiques qui comprenaient deux modules de base.

MODULE 1- création associations et des alliances stratégiques

- Les associations des femmes dans le développement et des femmes entrepreneurs
- Création des partenariats et des alliances stratégiques
- Le rôle des plaidoyers dans le cadre des femmes dans le développement

MODULE 2- Gestion financière et développement des affaires

- Préparer le Plan d'affaires pour le financement
- Les questions de genre et l'accès au financement
- Les défis de la gestion des finances d'une entreprise pour les femmes

La séance a été facilitée par M. Abraham Sarfo du NEPAD, M. Mark Fynn, Conseiller en matière de l'agro-industrie (CUA), et Mme Juliana Asante-Dartey de l'AGRI-IMPACT CONSULT.

9.1.1 MODULE 1- création des associations et des alliances stratégiques

i. Le Renforcement des liens commerciaux à travers des Associations de femmes entrepreneuses et des Alliances stratégiques

M. Mark Fynn, conseiller de l'agro-alimentaire à la Commission de l'Union Africaine, a fait une présentation PowerPoint qui a fourni le contexte sur le thème, la définition des mots clés, les enjeux

des points forts et des études de cas pour faciliter la discussion interactive et le partage d'expériences entre les participants.

En conséquence, il a dit que les producteurs et les petites entreprises en Afrique ont un degré d'organisation faible, ce qui limite les liens commerciaux entre eux. Par la suite, il a fait remarquer qu'il y a une nécessité d'une organisation efficace des petites et moyennes entreprises et des agriculteurs le long de la chaîne des valeurs, le renforcement des partenariats et des alliances pour les aider à faire face à la concurrence actuelle.

M. Fynn a ensuite donné les définitions de la chaîne de valeur de travail, à savoir : (partant des intrants aux produits qui seront consommés), des liens d'affaires «verticaux» et «horizontaux» ou des transactions commerciales entre les entreprises pour livrer les produits sur le marché, et de la nature des associations de petites entreprises (SBA). Il a en outre précisé que dans la chaîne de valeur il existe différents opérateurs, des associations des producteurs et des entreprises qui fournissent des intrants spécifiques, ajoutent de la valeur dans le processus de production, prennent part à l'emballage et à l'acheminement des produits vers les points de ventes.

Il a en outre souligné que les valeurs des SBA (associations des petites entreprises) pour les agriculteurs sont; l'amélioration de l'accès aux marchés et la réalisation des avantages économiques; l'augmentation de leur pouvoir de négociation vis -à-vis des acheteurs; l'accès commun à l'appui, aux services et à l'information, à un plus large groupe de personnes et l'organisation des prestations de services pour les membres.

Lors de la présentation un certain nombre de questions ont été posées et des réflexions ont été faites, parmi lesquelles :

Questions : Lorsqu'on est regroupé en association qui devrait livrer? Est-ce les membres ou les dirigeants? Nous devons reconnaitre qu'un grand nombre de coopératives sont organisées, mais le problème est que la plupart d'entre elles ne sont pas fonctionnelles ou ne produisent pas de bon résultats. Comment pouvons-nous emmener les agriculteurs à travailler dans les coopératives ?

Réponse: Les coopératives échouent soit en raison de l'échec des dirigeants ou des membres. Certains membres joignent l'association uniquement dans le but d'obtenir un financement ou le crédit car ils considèrent le groupe comme une pour garantie, et quand cela ne se produit pas, ils se retirent tout simplement. Pour que les coopératives réussissent, les membres devraient être bien sensibilisés sur les avantages et les objectifs des associations. Ils doivent également se former sur la façon dont les associations fonctionnent. Les capacités et les rôles des membres sont essentiels.

Réflexions : Au Bangladesh avant d'organiser une association, une étude de base doit être réalisée et les membres doivent être regroupés en classe économique similaire. En Afrique parfois les faibles et les forts sont regroupés dans une même association, ce qui crée une situation où les pauvres n' ont pas de parole Dans d'autres cas, les groupes de bourgeois regroupent les pauvres, par conséquent les associations ne fonctionnent pas. Il est donc important que des personnes ayant des situations économiques similaires se regroupent pour se développer ensemble. Ainsi, l'Afrique devrait apprendre de l'Asie sur comment s'organiser systématiquement. Il a également été suggéré que les associations devraient se regrouper en fonction dees statuts (similaires) et de l'homogénéité de leur chaîne des valeurs.

M. Mark Fynn a ensuite continué à décrire les activités clés des SBA. En outre, il a décrit les démarches clés nécessaires pour le renforcement des associations par rapport à l'orientation du marché et des arrangements contractuels, la performance technique et commerciale ainsi que le développement organisationnel.

M. Fynn a également souligné les tâches principales dans le renforcement des liens entre les entreprises privées et schématiquement décrite horizontale (exerçants sur les mêmes segments fonctionnels de la chaîne des valeurs (la transformation de la production ou des fonctions commerciales) et celles ayants des liens / collaborations verticales (opérants sur différentes étapes de la chaîne des valeurs- l'achat et la vente). Il a ensuite ajouté que les deux liens commerciaux sont importants. En outre, il a défini ce qu'est une alliance stratégique en expliquant pourquoi les partenariats et les alliances stratégiques sont nécessaires ou utiles et a noté les considérations clés dont les partenaires devraient tenir compte lorsqu'ils établissent des partenariats ou des alliances.

Les participants ont partagé leur expérience au cours de cette discussion, parmi lesquels les points forts ci-après;

Les Projets du Fonds Espagnol du NEPAD au Rwanda: Il a été dit que les coopératives ont réussi au Rwanda parce que le développement des coopératives est l'une des priorités du gouvernement rwandais. Au Rwanda ceux qui souhaitent organiser ou donner du soutien aux coopératives sont tenus de signer un contrat de performance avec le président lui-même. Au début de chaque année, ils signent les contrats de performances, spécifiant clairement les actions qui seront entreprises et les stratégies mises en place pour atteindre les résultats escomptés. A la fin de l'année, ils contrôlent et évaluent leurs performances. Si elles ne correspondent pas aux résultats attendus, cela signifie qu'ils ont échoué. Aucun d'eux ne voulait échouer, donc ils ont travaillé dur. Ceci est un cas qui montre que le niveau élevé du soutien des dirigeants est l'un des leviers essentiels pour le succès des associations / coopératives.

Le travail de l'IGAD dans les domaines de la chaîne des valeurs agricole : Il a été dit que les gouvernements de ces pays utilisent les services des sociétés coopératives d'épargne et de crédit (SACO) comme un mécanisme de prestation de différents services aux collectivités, y compris le financement ou le crédit . Les structures politiques et programmes de prestations menés par le gouvernement ont aidés de manière efficace le travail des coopératives. Il a également été dit qu'au niveau local, ils existent des ministères qui soutiennent le fonctionnement de ces entités en mobilisant les femmes, leurs donnants des formations et en leurs facilitant des liens. Les associations d'agriculteurs sont également utilisées dans le but d'accéder à des services de conseil agricole. Ici les femmes sont regroupées sur la base de leur intérêt agricole, tel que l'élevage de la volaille, et le gouvernement les soutient en leur facilitant l'accès aux services consultatifs par le biais des secteurs privés. Les femmes bénéficient aussi d'autres services tels que la planification familiale, ce qui renforce par conséquent leurs participations dans leurs associations.

Parlant de la gouvernance des SBA (associations des petites entreprises), M. Mark Fynn a identifié les problèmes qui remettent en cause la légitimité d'une association, à savoir, la démocratie, la transparence, la responsabilité et la représentation. Ces questions importantes servent à déterminer comment fonctionnent les SBA.

Les participants ont également soulignés que, dans certains cas, les motifs cachés des dirigeants, le doute sur la légitimité de la représentation, etc. tuent les initiatives des associations.

M. Fynn a présenté les points suivants comme étant des indicateurs critiques de performance pour les associations, notamment : les ventes et les contrats, la reconnaissance juridique (la légitimité et la constitution légale), les tendances d'adhésion (en baisse ou en hausse), l'Assemblée générale estelle en conformité avec les statuts de l'association, les membres bénéficient-ils des avantages, l'association a-t-elle ses propres sources de financement (durabilité financière) et la date de création (la longévité de l'association).

Les participants ont commentés au cours des discussions que certaines associations ont une règle qui exigent que les membres puissent avoir des terres, dans ce cas la plupart des femmes sont exclues parce qu'elles ne possèdent pas de terre. Dans d'autres cas, certaines associations sont organisées par des «hommes pour les hommes» ou elles sont simplement sont dominées par des hommes, et elles ont peu de femmes dans l'effectif de leur personnel, ont un personnel ayant des compétences limitées à travailler avec les femmes et les questions relatifs au genre, et une absence de politique ou de budget réservé aux femmes et aux questions de genre. En conséquence, il a été suggéré d'examiner ces questions lorsqu'on parlera de la performance des associations / organisations.

En réponse aux questions soulevées M. Fynn a dit que la composition de la direction d'une organisation doit refléter la diversité des besoins des membres de l'association et ils doivent avoir les compétences requises.

Une question a été posée à savoir ; comment faire participer ceux qui sont dans une extrême pauvreté ?

Il a également été dit que le pauvre à la base peut avoir besoin d'un programme de protection sociale ou de sécurité comme c'est le cas en Ouganda et dans d'autres pays. Dans le cas contraire, il a été souligné que, pour obtenir un service de la SACO, vous devez avoir soit des navires de pêche ou de la terre. Il a également été suggéré que pour que les personnes extrêmement pauvres fassent partie de ces projets de transformation, les gouvernements devraient leur donner des terres sur la propriété terrienne de l'Etat comme c'est le cas en Ethiopie.

Sur base des réflexions des participants M. Fynn dit que dans certaines associations, les fondateurs d'associations ont tendance à devenir des leaders à vie. Cela tue la passion et il n'y a pas de démocratie dans le système interne. Il nous faut des stratégies pour casser de tells tendances.

En ce qui concerne la question des pauvres économiquement actifs, M. Mark Fynn a subdivisé les groupes d'agriculteurs en trois, ceux qui ont de très bons résultats, ceux qui ont la capacité d'avoir de bons résultats et ceux qui n'ont pas de bons résultats. Il a suggéré que ce dernier groupe soit mis de côté et qu'il bénéficie d'un soutien de sécurité et qu'il ne soit pas intégré dans un groupe agroindustriel. Il a également dit qu'il est important de différencier le niveau de l'organisation pour assurer la durabilité.

Enfin, M. Mark Fynn a souligné l'étude de cas des transformateurs de fruits et de l'association des marchands du Ghana (FPMAG) en faisant allusion aux défis qu'ils ont rencontrés (l'approvisionnement en matières premières, pommes et mangues) pour la production des jus, la perception des consommateurs en matière d'utilisation des bouteilles recyclées, la non-disponibilité des emballages pour les fruits). Il a ensuite mis en évidence les interventions faites qui ont contribué à l'amélioration de leur performance, y compris le changement de la marque de

l'association avec un nouveau logo, l'objectif et la mission de FPMAG, la mise en place d'un site internet et la publication d'informations, l'établissement des liens avec les fabricants de bouteilles qui produisent des bouteilles portant le logo de l'association, etc.

Il a également noté que les FPMAG ont reçu une aide pour obtenir la reconnaissance officielle de leur produit par la « Food and Drug Administration Authority : (l'autorité administrative qui régule l'alimentation et les médicaments). Un certain nombre d'activités de renforcement des capacités ont été menées et la mise en place d'un système de tenue des dossiers de leurs produits a été mis en place, ce qui a également contribué de manière significative à l'évolution positive observée dans leur performance, a-t-il ajouté.

Il a conclu la formation en disant qu'une forte association est une pierre angulaire du plaidoyer pour promouvoir et soutenir les femmes de l'agro-industrie.

9.1.2 MODULE 2- Gestion financière et développement des affaires

Cette session de formation a été facilitée par Juliana Asante-Dartey (AGRI-IMPACT CONSULT) et M. Abraham Sarfo de l'Agence du NEPAD. Mme Asante a donné la formation sur la planification des affaires, tandis que M. Abraham était chargé des questions de genre et de l'accès au financement. La formation a été facilitée de manière interactive et participative avec des échanges d'avis et de perceptions sur différents sujets présentés par les formateurs pour réflexions à l'attention des participants. Les principaux sujets abordés dans le Module II sont résumés ci-après.

PRESENTATION FAITE AU SUJET DES PLANS D'AFFAIRES: Le sujet couvert par cette formation comprend entre autres le concept et le but du plan d'affaires, le concept et le but du plan d'affaires, y compris le marketing, les opérations, les ressources humaines, les finances et l'analyse des risques et les plans d'urgence.

Mme Asante a annoncé que son approche de formation sera de nature interactive, pas du genre conférence comme telle, et sera basée sur un échange d'idées sur divers sujets pertinents relatifs à la question. Elle a ensuite commencé en indiquant que la plupart des entreprises manquent de connaissances et de compétences sur la façon de préparer des plans d'affaires et a souligné l'importance de la séance qui vise à rafraîchir les mémoires des participants sur ce qu'est une bonne affaire et partager des expériences qui aideraient nos planifications futures. Elle a poursuivi en posant la question suivante aux participants : « Qu'est-ce qu'une planification d'affaires et quelles sont les conditions requises pour la préparation d'un bon plan d'affaires des petites et moyennes aux grandes entreprises ? ».

Les participants ont fait preuve de compréhension égale par rapport à la question posée par le formateur. Certains commentaires comprenaient notamment – le plan d'affaires est une feuille de route d'une entreprise, il nous aide à décrire les activités d'une entreprise, il décrit comment et quand faire une affaire, c'est un outil qui aide à allouer des ressources rares dans une affaire viable,

c'est une bible d'entreprise, un cadre d'instructions, un guide de planification et de suivi qui décrit la façon d'atteindre les objectifs de l'entreprise, etc.

Après l'échange d'avis avec les participants, Mme Asante a donné un compte détaillé de ce qu'est un plan d'affaires et les raisons pour lesquelles nous en avons besoin. Elle a indiqué que le plan d'affaires a plusieurs objectifs et se défini comme « un guide ou une feuille de route pour une entreprise, il expose les objectifs et explique comment on peut les atteindre ». En d'autres termes, a-t-elle dit, un plan d'affaires trace la voie à suivre pour atteindre la vision de l'organisation. Elle a en outre souligné que le plan d'affaire est un outil de gestion qui lie les stratégies à la tactique; il communique nos stratégies, ce que nous sommes censés faire et comment le faire. Par exemple, si vous souhaitez développer votre production, vous devez définir comment vous allez y arriver. Ce qui est critique à propos du plan d'affaire, dit-elle, c'est qu'il doit être ancré dans la réalité. Elle a souligné l'importance de ce dernier aspect et a partagé l'histoire suivante d'un cas du Ghana

« Une entreprise s'est implantée au Ghana et s'est 'intéressée aux cosses des noix de coco. Elle s'était intéressée aux cosses pour différents usages mais pas au fruit de noix de coco en soi. Elle voulait que la plante soit localisée à l'ouest du pays où elle peut trouver la base de matières premières nécessaires. Ensuite, elle a contacté quelqu'un pour monter le plan d'affaires pour elle. Les consultants ont estimé le nombre de cocotiers qui pourraient se trouvés dans la région et la quantité d'enveloppe qui pourraient être récoltées à partir des fruits de noix de coco. Elle a dit que ce n'est que quand ils lancé la production qu'ils ont réalisé que les noix de coco se commercialisent dans la capitale. En fait, les noix de coco parviennent dans la capitale pour la vente des fruits et les enveloppent restent également dans la capitale. Elle a dit que si elle avait poussé un peu plus la réflexion dès le départ, ils auraient trouvé exactement où aboutissent les cosses des noix de coco . Maintenant, les noix sont dans la capitale qui est à une distance de 300 Km du lieu de production et il n'y a aucun moyen de les transporter vers la région occidentale. Elle a ajouté que c'est un des nombreux exemples dont on peut tirer des leçons précieuses sur la nécessité de fonder la préparation du plan d'affaires sur la réalité.

Elle a également indiqué la nécessité de connaître suffisamment votre marché pour faire des hypothèses solides qui puissent informer votre plan d'affaires afin de répondre aux besoins de votre marché cible. En outre, elle a fait remarquer que chaque fois que vous voulez vous engager dans des affaires ou une nouvelle opportunité, vous devez d'abord vous demandez qui sont vos acheteurs, qui devrais-je satisfaire, connaître leurs besoins, comprendre la forme sous laquelle ils veulent le produit et comment vous emmènerez les produits sur le marché. En général, elle a souligné que votre plan d'affaires doit répondre aux forces du marché décrites ci dessus et d'autres forces y relatives.

Mme Juliana Asante a poursuivi sa conférence en notant qu'un Plan d'affaires est nécessaire non seulement pour la gestion et le but opérationnel, mais il également exigé par les bailleurs de fonds pour le financement. La préparation d'un Plan d'affaires est une preuve de la capacité de l'entreprise à concevoir et à passer à l'action. Il s'articule, entre autres, autour des besoins financiers et de l'utilisation des fonds. Par conséquent, a-t-elle poursuivi, un Plan d'affaire est nécessaire pour vous permettre de communiquer avec vos bailleurs de fonds et vos partenaires. En tant qu'outil de planification, elle a souligné qu'un plan d'affaires est un guide qui nous informe

graduellement si nous sommes sur la bonne voie ou non et est exigé par les investisseurs et les bailleurs de fonds. A cet égard, elle a reprit l'expression qui dit que « l'échec de la planification c'est la planification de l'échec » et qui transmet un message important pour le succès de toute entreprise.

Un participant a exprimé son point de vue lors d'une intervention en disant qu'« en dehors du fait que les plans d'affaires sont demandés par les investisseurs et les bailleurs de fonds, il nous faut trouver le genre de personnes que nous ciblons, à savoir tout d'abord les petits agriculteurs dont la plupart sont des femmes. Ces personnes, si elles sont soutenues jusqu'à un certain niveau pour faire des affaires, peuvent chercher à emprunter auprès des institutions financières qui leur demanderont de présenter un plan d'affaires ». En réponse à cette remarque, Mme Juliana Asante-Dartey a indiqué que le mot investisseur est un terme générique. Toute personne qui a mis l'argent dans une entreprise est un investisseur. Les investisseurs pourraient également être des membres de famille et d'autres associés qui veulent avoir une participation dans une entreprise. Elle a également fait remarquer que les banques sont des bailleurs de fonds dans ce sens qu'elles n'ont pas de participation dans votre entreprise, mais elles vont vous donner de l'argent pour vous permettre de mener vos opérations grâce à l'évaluation de votre plan d'affaires.

Mme Asante a continué à partager ses idées sur les composantes du plan d'affaires. Ici, elle a invité les participants à donner leur avis sur ce que sont les composantes d'un plan d'affaires et ce que cela constitue. Elle a finalement résumé en soulignant que le Plan d'affaire est un document ayant compte cinq parties/composantes principales. Il s'agit e d'éléments suivants:

- Le plan de commercialisation se concentre sur la livraison des produits et services à votre marché cible
- La planification des opérations se charge de l'administration journalière de votre organisation
- Le plan des ressources humaines les personnes dont l'entreprise a besoin pour effectuer le travail.
- Le plan de financement nécessaire au financement d'affaires
- L'évaluation des risques et un plan d'urgence ce qui pourrait ne pas marcher et qu'allez vous faire si ça ne marche pas ?

Après avoir facilité l'échange de vues sur la question de savoir « ce qui rentre dans les composants cidessus décrits d'un plan d'affaires », Mme Juliana Asante, a souligné l'interdépendance des composants. Elle a souligné qu'un Plan d'Affaire n'est pas seulement un plan de ressources humaines ou un plan de commercialisation ou d'opération ou simplement un plan de financement. Il s'agit d'un plan holistique comprenant les composantes interdépendantes ci-dessus décrites et expliquées selon les liens qui les unissent. En bref, elle a souligné que l'objectif commun de chaque entreprise est de contribuer à la réalisation des perspectives à long terme (vision), de la mission et de l'objectif de l'entreprise. Par conséquent, a-t-elle dit, le processus de planification devrait chercher à mener une recherche sur l'image de marque du marché cible, l'identification des concurrents, l'évaluation interne et externe des points forts et des opportunités. Les conclusions et

l'analyse des résultats de l'étude du marché devraient servir de base d'information pour une préparation d'un plan d'affaires cohérent et interconnecté.

A ce stade, un participant est intervenu pour partager ce qu'il a observé en disant qu'« en Ouganda, nous avions deux principales usines de bière. Lorsque la troisième est arrivée, on a décidé d'utiliser les bouteilles des usines de bière existantes. Ensuite, ils ont acheté toutes les bouteilles vides du marché et ont contrôlé l'approvisionnement de la bière. Cela a entravé la production des anciennes usines pendant un certain temps jusqu'à ce qu'elles aient compris la stratégie de cette dernière usine et qu'elles aient changer leurs bouteilles ». Après avoir entendu cette histoire, le formateur a conclu qu'il existe de telles pratiques au Ghana et qui profitent à d'autres pays. Certaines entreprises commencent en copiant ou en imitant les produits et cela les fais échoué tôt ou tard sur le marché concurrentiel. Elle a noté que l'une des caractéristiques clés d'un plan d'affaire complet est qu'il devrait donner une orientation telle que l'entreprise puisse garder l'avantage concurrentiel. Pour cela, il est important de procéder à une évaluation pour savoir pourquoi la plupart des acheteurs préfèrent les produits/services d'un fournisseur par rapport à l'autre et penser à quel autre produit différent de ceux de vos concurrents vous pouvez offrir, par exemple en termes de qualité , quantité, du temps, etc ... pour garder l'avantage concurrentiel.

La formation a également abordé l'aspect de l'importance de l'analyse des risques et la planification d'urgence comme un élément important du plan d'affaires. A ce point Mme Juliana Asante a donné la parole aux participants pour un échange de vues entre eux sur ce qu'est un plan d'urgence et comment cela s'inscrit dans le cadre d'une planification d'affaires. Elle a ensuite résumé le terme en disant que l'analyse des risques et la planification d'urgence impliquent l'analyse de la séquence « si ... » en voyant une certaine taille du marché, la question des prix, etc ... En général, elle a souligné que la planification d'urgence est une position de repli ou une hypothèses du plan d'affaires qui présente ce qui doit être fait si ce qui est prévu dans le plan n'a pas été achevé

Un participant a partagé une leçon sur la démarche d'un projet visant à aider les agriculteurs à gérer les risques de la production agricole. Le contributeur/l'orateur a souligné l'expérience de travailler avec les agriculteurs en aval au niveau du nœud de production dans les chaînes de valeurs dans le cadre de la planification d'urgence. Il a dit que le projet donne aux petits agriculteurs l'accès aux informations météorologiques et climatiques. De plus, les agriculteurs sont informés sur les pratiques agricoles afin de s'adapter au changement climatique, par exemple si les pluies vont être en dessous de la normale, ils sont informés sur les types de cultures alternatives qu'ils devraient planter pendant la saison, les mesures agronomiques à prendre, le type de valeur ajoutée (tels que les engrais, les semences améliorées ou des technologies d'irrigation) qu'ils doivent adopter comme un moyen de gérer les risques entraîné par le changement des conditions météorologiques. Mme Juliana Asante a ajouté que le changement climatique, qui est un facteur de risque et une menace pour l'agriculture touchant les petits agriculteurs, nécessite des mesures d'adaptation comme en témoigne le projet en adoptant des pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique pour répondre à un environnement changeant.

PRESENTATION SUR LES QUESTIONS DU GENRE ET L'ACCES AU FINANCEMENT: Cette séance de formation a été animée par M. Abraham Sarfo, de l'Agence du NEPAD. Parmi les thèmes de formation couverts, il y avait l'entreprenariat et les étapes du cycle de vie d'une entreprise, ainsi que les questions liés au genre qui portaient sur le concept de finance et de source de financement et les points saillants d'une bonne gestion financière. Les questions suivantes ont été également abordé: les contraintes fondées sur le genre, l'accès et le contrôle des (micro) finances au sein du ménage, la communauté et le contexte national au sens plus large et nous avons discuté sur les stratégies possibles pour surmonter les contraintes liées au genre en matière de (micro) finance. Au cours de la formation, il y a eu échange d'avis sur les critères ou facteurs d'admissibilité clés ayant une incidence sur l'accès au crédit et la nécessité d'une gestion financière efficace, y compris le contrôle interne et la gestion des flux de trésorerie.

M. Abraham a commencé la formation en demandant aux participants leur perception sur les caractéristiques de l'entrepreneur. Les réponses des participants comprennent, entre autres, un entrepreneur est un porteur de risque, un homme d'affaires, un opportuniste et un survivant. Il a ensuite donné une brève description des caractéristiques personnelles d'un entreprenariat en faisant ressortir le fait qu'il se traduit par le renforcement de la confiance en soi, l'autonomie, un désir d'indépendance, une tolérance à l'ambiguïté. Il a en outre noté que cela nécessite beaucoup d'énergie, de la passion et l'action ainsi qu'un grand besoin de réalisation. Il a souligné que l'entreprenariat est une entreprise et chaque entreprise doit passer par trois étapes. La première est la phase de création au cours de laquelle vous vous battez pour l'existence et la seconde est la survie ou la phase de la percée au cours de laquelle une entreprise est en mesure de faire face aux défis que posent la croissance et le décollage ; et le stade de maturité est la troisième étape qui est celle de la stratégie de raffinage où il faut investir judicieusement pour une croissance continue.

Il a également partagé des vues avec les participants sur les causes d'échec des entreprises ou l'incapacité de passer aux étapes successives indiquées ci-dessus. Les principales raisons décrites à cet égard ont trait au manque d'expérience et d'expertise, un engagement insuffisant, une stratégie ou un plan d'affaires mal fait , de fausses hypothèses, l'échec éthique tel qu'un manque de leadership, une attitude dictatoriale et l'absence des conseils et d'opinions d'experts.

En ce qui concerne la question du financement et du contrôle financier, M. Abraham a parlé de la façon de gérer les finances et du processus de financement pour les entrepreneurs. A ce niveau, il a fait remarquer que chaque fois que nous parlons de goulots d'étranglement dans le cadre d'entreprise, le problème de financement vient en première position. Il a défini la finance comme «l'élément vital d'une entité commerciale » et a souligné que la chose la plus importante pour celle de savoir comment solliciter/utiliser financements/l'argent qu'ils acquièrent. En ce qui concerne la source de financement, il a indiqué deux sources possibles de financement pour la gestion d'une entreprise. La première forme de financement d'une entreprise est l'argent de l'individu (financement personnel) - il s'agit de l'argent qui provient de votre poche, d'emprunt à partir de la famille/des amis ou des institutions financières, ou encore reçu du gouvernement en cas de certains avantages gagné en faisant quelque chose ou de la vente de produits et services.

Financement d'affaires - une entreprise a également la même source d'argent que les particuliers; son propre argent, l'emprunt auprès des amis de la famille, des collègues, des banques et des

établissements de crédit, l'argent reçu des subventions gouvernementales, gagné par la vente de produits et services, reçu du capital à risque, des particuliers, des entreprises privés de placement et des micro prêts. M. Abraham a noté qu'il existe différentes classifications des entreprises et de propriété qui peuvent avoir différentes façons de s'autofinancer. Ceux-ci comprennent : entreprise individuelle - appartenant à une personne, le partenariat - détenue par deux ou plusieurs personnes sur la base d'un accord entre elles et la société à responsabilité limitée - détenue par deux ou plusieurs personnes, mais distincte dans le droit des gens qui possèdent et contrôlent.

Contraintes de l'Accès au Financement Fondées sur Genre: On a également abordé au cours de la formation les contraintes fondées sur le genre, l'accès et le contrôle des (micro) finances au sein des ménages, de la communauté et du contexte national plus large et on a discuté sur les stratégies possibles pour surmonter les contraintes liées au genre en matière de (micro) finance.

Certaines des contraintes fondées sur le genre en matière d'accès et de contrôle des (micro) finances au sein des foyers, de la communauté et dans un contexte national étendu ont été débattus. Par conséquent, en ce qui concerne la contrainte financière, il a été souligné que les femmes n'ont pas accès aux banques et aux services financiers, et au niveau des foyers, les hommes contrôlent les revenus en espèces, et d'une façon générale dans le contexte de la perception communautaire et nationale, les hommes sont des contrôleurs des finances et des prêts.

De même, dans les activités économiques les femmes entreprennent des tâches qui produisent de faibles rendements et ont une charge de travail domestique lourde. Au niveau des ménages, les femmes sont soumises à la division du travail entre genres, l'accès inégal aux contrôle des terres et au travail, les revenus des produits ménagers et d'autres ressources et par conséquent ne peuvent pas obtenir l'accès au financement. Au large contexte communautaire et national, les femmes sont moins payées que les hommes pour un travail égal et sont stéréotypés comme participant uniquement dans des secteurs à faible valeur économique. Dans ce contexte, M. Abraham a partagé son expérience du Ghana. Il a souligné que, malgré le travail acharné des femmes, le système agricole des noix de coco au Ghana porte préjudice aux femmes vu que l'argent dérivé de la vente des produits pendant la période de récolte reste entre les mains des hommes et il a noté que le cas analogue est signalée au Kenya où les femmes sont privées d'accès au revenu en espèces issus des cannes à sucre qui contrôlé par les hommes. Dans l'arène politique, le formateur a indiqué que les femmes manquent de confiance pour faire valoir leurs droits politiques et juridiques et le niveau des droits des femmes à l'actif des ménages ne sont pas définis par la loi ou utiles pour la garantie et, au niveau communautaire au sens plus large et dans le contexte national, les femmes manquent de droits légaux (propriété conjointe) aux actifs des ménages.

Un participant est intervenu à ce moment pour exprimer son point de vue sur la question des contraintes basées sur le genre présentées au cours de la formation en disant qu'ils sont très généralisés. Il a parlé le cas de l'Ouganda où ces histoires ne sont plus applicables. Il a dit, par exemple, qu'en Ouganda, nous ne pouvons pas parler des femmes qui sont moins payées que les hommes pour un travail égal, les lois n'étant pas sensibles au genre et le manque de confiance pour faire valoir leurs droits politiques. Il a ensuite noté qu'étant donné que certains participants à la conférence sont des experts en genre, nous devrions prendre note des points soulevés ici afin que

lorsque nous retournons chez nous qu'il nous soit possible de revoir l'applicabilité dans le contexte de nos pays pour minimiser les contraintes basées sur le genre.

M. Abraham a répondu à la réflexion en reconnaissant que l'argument est valable pour certains pays, mais il a fait l'observation selon laquelle la réalité dans de nombreux pays, comme en témoigne la recherche et des observations réelles, est que les contraintes de genre indiquées sont vraiment d'application dans différentes communautés des pays en développement. Il a souligné qu'en dépit de l'existence d'une bonne volonté politique et des politiques favorables, le problème n'est toujours pas traité de manière adéquate dans de nombreux pays en raison de l'absence ou de l'application insuffisante des politiques et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de ce fait empêchant aux femmes l'accès au financement/crédit.

Au cours de la formation, il y a eu échange d'avis sur les critères ou facteurs clés ayant de l'impact sur l'accès au financement commercial et la nécessité d'une gestion financière efficace, y compris le contrôle interne et la gestion des flux de trésorerie. M. Abraham a décrit les critères de qualification pour l'évaluation de la capacité d'accéder au prêt qui comprend quatre facteurs clés. Il s'agit des caractères (nombre d'années en affaires, le genre, la taille de la famille et la dépendance, l'utilisation des fonds, la rotation du personnel, les antécédents de crédit (remboursement) et l'histoire de l'épargne), de la capacité de l'entreprise (la rentabilité, l'analyse des flux de trésorerie, la base de la clientèle, le potentiel du marché, la disponibilité des marchés et la taille du marché), des conditions (la concurrence, le caractère saisonnier, le type de produit, la nature périssable du produit, l'étape du produit et la reproductibilité du produit) et du capital (le niveau des fonds propres, le niveau de la dette, le fonds de roulement et d'autres sources de financement).

La session a également discuté de l'importance de la gestion financière efficace avec la mise en place d'un système de contrôle interne par l'adaptation d'une bonne politique de tenue des dossiers et des rapports ainsi que l'établissement d'un mécanisme de gestion des flux de trésorerie. L'importance de planifier en fonction des besoins de l'entreprise, la diversification pour éviter les risques de perte et de liquidité, la cohérent dans le travail, sont également considérés comme des approches stratégiques pour maintenir en vie une entreprise.

Comme voie à suivre, M. Abraham a souligné l'importance de la pratique bancaire – séparé le compte d'affaires et le compte personnel, fixé un salaire pour soi-même, le développement d'une relation bancaire pour cultiver l'habitude de faire des transactions par la banque et de promouvoir l'habitude de l'épargne. Il a également souligné la nécessité d'évaluer ses capacités en soi avant de prendre un prêt et d'éviter l'utilisation des fonds pour des dépenses personnelles puisqu'un prêt n'est pas un revenu. Enfin, il a souligné la nécessité pour les gens d'affaires d'investir sur euxmêmes pour acquérir des compétences financières, renforcer le leadership et les compétences en gestion tout en renforçant la capacité/compétence des employés pour des activités soutenues et améliorées.

f. MOT DE LA FIN

a) MOT DE LA FIN- Par Mme Bodi Maal

Dans son discours de clôture, Mme Bodi Maal a remercié les participants d'être venus à la conférence et a exprimé sa reconnaissance à Mme Estherine Fotabong de l'Agence du NEPAD et à l'administration de Durban pour l'organisation de cette grande conférence qui a été couronnée de succès.

Elle a rappelé que le NORAD a soutenu le développement du programme axé sur les femmes et l'agriculture depuis 2011 et a noté que nous avons parcouru un long chemin pour parvenir au stade où nous avons pu rendre visibles les femmes travaillant dans le secteur agro-alimentaire et exercer une forte pression pour la mise en œuvre du programme. Nous avons vu beaucoup de gens des médias, y compris la presse, la télévision, Twitter, etc. et il ceci est une plateforme importante permettant que les voix des femmes soient transmises et entendues par les décideurs et les partenaires au développement afin qu'elles soient soutenues dans la réalisation de leurs objectifs. Elle a souligné que les femmes de différentes régions d'Afrique étaient présentes et que c'est une occasion de créer des liens et d'apprendre les uns des autres. Elle a encouragé les femmes à partager ce qu'elles ont appris avec les membres de leurs groupes et les femmes au village pour joindre l'acte à la parole lorsqu'elles rentreront chez elles.

Enfin, elle a exprimé son désir sincère que lors de la prochaine Conférence les gens parleront des actions qu'ils prendront, des défis qu'ils rencontreront, de ce qui fonctionnera et ce qui ne marchera pas dans leurs efforts visant à accomplir ce qu'ils auront recueilli lors de la conférence. Ces commentaires et cet échange d'information nous aidera à avancer et réfléchir sur les questions que nous allons traiter pour réaliser de nouveaux progrès. Elle a rappelé qu'il y a beaucoup de problèmes dont nous devons nous occuper et a indiqué son engagement actuel concernant les organisations œuvrant dans le domaine du genre sur lesquelles elle travaille et sur la façon d'encourager et de soutenir les organisations agricoles sensibles au genre. Elle a ensuite conclu son intervention en soulignant que tous les participants à cette conférence ont une grande tâche à mener dans leurs régions éventuelles d'engagement et d'influence afin d'apporter une grande ou petite contribution à la réalisation de l'objectif de la conférence.

b) Mot de la fin - Par Dr Niger Thomas

Le Dr. Niger Thomas a donné une brève remarque en demandant aux participants de le joindre dans une chanson qui dit « Femmes africaines: nous secouons le continent ». Au nom des participants, elle a exprimé sa gratitude pour l'Agence du NEPAD et tous les organisateurs, y compris le personnel de soutien, les présentateurs et les intervenants au cours des discussions et a affirmé que les femmes sont prêtes à évoluer tout en notant que les voix des femmes doivent être entendues.

Elle a également noté que l'exposition de 2014, dans laquelle les produits des femmes et des partenaires du secteur agro-alimentaire avaient été exposés, a constitué un petit décollage qui a déclenché une plus grande exposition organisée au cours de la conférence de 2015. Elle à de nouveau remercié les organisateurs de la réussite de la conférence, notamment pour l'agencement

du lieu d'exposition qui était favorable - une atmosphère détendue permettant l'échange d'expériences et favorisant les relations entre les participants.

c) Mot de la fin - Par Madame Estherine Fotabong

Dans ses remarques de clôture, Madame Estherine a déclaré qu'elle partage les vues énoncées par les orateurs précédents selon lesquelles cette conférence a été couronnée de grand succès. Elle a dit que « nous, femmes africaines, devons utiliser notre voix en termes de notre responsabilité dans la société ». Elle a noté que les femmes jouent un rôle essentiel à rassembler les gens. Il ne s'agit pas de nous-mêmes, a-t-elle dit, mais il est question de la façon dont nous améliorons la vie pour tous et nous ne devons pas perdre de vue la pensée africaine de vivre ensemble comme une communauté ou une société. Une approche individualiste au développement ne nous mènera nulle part. Elle a ensuite poursuivi son mot de la fin au nom du Dr Mayaki, directeur général du NEPAD et a exprimé sa gratitude au Président de l'Agence de Développement Agroalimentaire du Kwazulu (ADA), au Dr Martha Mbatha et son équipe pour le soutien et la collaboration efficace pour faire de cette conférence un succès et a invité tous les participants à applaudir et montrer l'appréciation.

cette conférence un succès et a invité tous les participants à applaudir et montrer l'appréciation. Elle a également remercié Mme Bodil Maal, qui a une passion profonde pour le continent africain et a travaillé avec le NEPAD dès le début pour solliciter le soutien financier et technique. Elle a également été reconnaissante envers Madame Elizabeth Atangana, pour avoir assumé la responsabilité de représentante des Femmes Rurales Africaines et de relever les défis avec succès. Elle a aussi exprimé sa gratitude à ses collègues de l'Agence du NEPAD qui ont travaillé sans relâche derrière ce processus et a particulièrement remercié Mme Edna Kalima, gestionnaire de tâches de ce programme, M. Abraham Sarfo et tous les formateurs, les interprètes et tous les participants à la conférence dont les contributions ont fait de cette conférence un succès.

Messages clés: lu par Madame Estherine Fotabong lors de son discours de clôture.

Messages clés de la 2ème conférence des femmes du secteur agroalimentaire

- La mise en œuvre de «l'Appel à l'action sur les femmes de l'agro-alimentaire » qui a été déclaré lors de la session inaugurale en 2014.
- La création d'un environnement favorable par les gouvernements africains pour la participation active des femmes dans l'agro-alimentaire, la transformation agro-alimentaire et la production tout au long de la chaîne de valeur.
- Les femmes doivent utiliser leur voix afin de plaider pour le changement et influencer les politiques publiques qui sont favorables aux femmes de l'industrie agroalimentaire.
- Il est nécessaire de renforcer les partenariats et les réseaux à tous les niveaux en particulier la connexion intra-africaine pour soutenir et promouvoir l'échange et le partage d'information au niveau continental.
- Les femmes africaines constituent une ressource inestimable pour l'autonomisation économique et devraient être considérées comme des partenaires au développement.

- Il faut améliorer l'accès des femmes au financement pour l'agro-industrie et les modalités devraient être simplifiées, pragmatiques et faciles de manière à permettre un accès facile aux femmes.
- Promouvoir l'éducation, la formation et le perfectionnement professionnel pour les femmes et considérer cet aspect comme un point permanent à l'ordre du jour des réunions du forum des femmes dans l'industrie agroalimentaire.
- Investir dans les politiques et programmes d'éducation et de formation qui ouvrent des pistes pour l'avancement des femmes à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité et encouragent les femmes à entrer dans des domaines de métiers non traditionnels.
- Assurer un accès égal à tous les programmes d'éducation et de formation du gouvernement et du secteur privé, y compris des cours d'alphabétisation, la formation professionnelle et de la technologie de l'information
- Créer des programmes de formation et de développement des competences sous formats modulaires et des environnements favorables au développement des femmes, ce qui leurs permettraient d'acquérir des compétences et en même temps de mener à bien leur travaux domestiques et prendre soins de leurs familles.
- Mettre en œuvre des pratiques de développement d'entreprises, les chaînes d'approvisionnements et de commercialisations qui émancipent les femmes.
- Fournir l'égalité des chances pour le réseautage et le mentorat formels et informels et encourager les institutions agro-industrielles et agricoles qui sont sensibles au genre.
- Mettre en œuvre des actions qui soutiennent et traitent les problèmes liés aux pertes postrécoltes.

11. UNE VISITE DE TERRAIN A L'EXPLOITATION AGRICOLE DES FRAISES DE CAPPENY ESTATES A BALLITO

Les participants ont visité la « l'exploitation agricole des fraises de Cappeny Estates à Ballito » où ils ont reçu un briefing sur l'histoire l'exploitation agricole, ses méthodes techniques de production, les capacités de production, la part du marché et les liens ainsi que toute la chaîne de valeur. Ils ont aussi appris sur les difficultés rencontrées et les mesures prises pour les contenir.

Les participants ont posé un certain nombre de questions et ont reçu des explications suffisantes faites par le propriétaire et d'autres membres du personnel de l'exploitation agricole. Les participants ont également exprimé leur satisfaction des visites et remercié le propriétaire et le personnel pour leur explication informative très utile et l'aimable accueil qui leur a été réservée par la société. La visite a suscité beaucoup d'intérêt et créé des opportunités d'apprentissage qui servira dans leurs efforts actuels et futurs.

Les images suivantes montrent la vue partielle du terrain visité par les participants dans l'exploitation agricole l'exploitation agricole des fraises de « Cappeny Estates » à Ballito.











ANNEXES

La 2^{ème} Conférence pour les Femmes dans le Secteur de l'Industrie agro-alimentaire, Durban, Afrique du Sud, du 3 au 5 novembre 2015

ORDRE DU JOUR DE LA CONFERENCE

1ER IOUR (3 NOVEMBRE 2015)

09:30-11:00- OUVERTURE OFFICIELLE DE LA CONFERENCE

- ♣ Introduction de Conférence M. Martin Bwalya, Responsable du Développement des Programmes, Agence du NEPAD
- Discours d'ouverture Dr. Martha Mbatha- Présidente. ADA
- 👃 Allocution M. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud
- ↓ Déclaration Représentante des Partenaires au Développement, Mme Bodi Maal du NORAD
- → Discours M. Cyril Xaba Membre du Conseil Exécutif pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, KZN
- ♣ Déclaration liminaire Mme Estherine Fotabong, Directrice de la mise en œuvre et de la coordination des programmes du NEPAD

11:00-11:30 PAUSE CAFE, SEANCE PHOTO ET BRIEFING DE PRESS

11:30-12:00 OUVERTURE OFFICIELLE DE L'EXPOSITION, RESEAUTAGE ET B2B

PREMIERE SEANCE

12:00-13:45 - 12:00-13:45 - DEBAT DE HAUT NIVEAU SUR LES OPTIONS POLITIQUES POUR L'ENTREPRENARIAT DES FEMMES ET DES JEUNES PAR RAPPORT A LA REALISATION DES ODD

Animatrice - Mme Estherine Fotabong-Directrice, NPCA

- Présentation liminaire –Bongiwe Njobe, ED, ZA NAC Investments
- Madame Clotilde Sawasawa Ministère du Genre, de l'enfance, des Personnes Vivant avec l'Handicaps et de Protection Sociale, Malawi
- ♣ Dr Niger-Thomas Margaret Agbaw Directeur, Emancipation Économique de la Femme et de la Famille, Initiative 3N du Cameroun
- 👃 Dr Cecilia Njenga– Coordinateur Régional du Programme du PNUE Afrique australe

DISCUSSIONS EN PLEINIERE

13:45-14:45 DEJEUNER ET RESEAUTAGE B2B

DEUXIEME SÉANCE

14:45-16:45- SEANCE PLEINIERE: ENTREPREUNARIAT FEMININ DANS LE SECTEUR AGROINDUSTRIEL EN AFRIQUE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

Modérateur - Dr. Thulasizwe Mkhabela, Chef des Opérations de l'Agence de Développement Agricole (KZN)

- 4 Discours liminaire Dr. Tobias Takavarasha, Bureau national de la FAO, Afrique du Sud
- ♣ Bodil Maal-Conseillère principale- NORAD (« Banques des Femmes » en Norvège)
- ♣ Beauty Morukana Manake, PDG DU GROUP, Kungo farms, Botswana
- ♣ Dr. Ken Ife Consultant principal (Développement du secteur privé), Commission de la CEDEAO

DISCUSSIONS EN PLEINIERE

16:45-17:45-PAUSE CAFE ET RESEAU B2B		
45.00.45.00. GONGVIGOVER GUNEVEGE DV DDENVED 10VD (DDOE DE		
17:00 -17:30 – CONCLUSION ET SYNTHESE DU PREMIER JOUR (PROF. PETER EWANG)		
19:30 - DINER DE GALA		
2 ^{EME} JOUR (4 NOVEMBRE 2015)		
08:30-09:00 EXPOSITION, RESEAUTAGE ET B2B		
09:00-09:45 RECAPUTILATIO DU JOUR PRECEDENT, INTRODUCTION	A L'ATELIER	ET

MODALITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES (PROF EWANG/ABRAHAM SARFO)

TROISIEME SEANCE

09:45-11:00- ETUDE DE CAS SUR LE ROLE DES TECHNOLOGIES DE TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE ET DE GESTION APRES RECOLTE DANS LE RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGROALIMENTAIRES (FACILITATEUR-PROF EWANG)

- ♣ Opportunités et défis en ce qui concerne l'utilisation des technologies de transformation agroalimentaire et de gestion post-récolte dans le renforcement de la participation des femmes dans le secteur agro-alimentaire: Un cas de projet de transformation agroalimentaire de la FAO en Zambie;
- Soutenir l'industrie artisanale pour améliorer la performance et la qualité des produits par l'utilisation des techniques génératrices d'économies de main-d'œuvre appropriées
- **↓** 11:00- 11:30 PAUSE CAFÉ ET RESEAU B2B/ CONSTITUTION DE GROUPES
- **↓** 11:30-13:00- ATELIER/SEANCE DE RENFORCEMENT DE CAPACITE ET DE FORMATION

ANIMATEURS -____

- **♣** ABRAHAM SARFO-NEPAD
- **♣** MARK FYNN-CONSEILLER POUR L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (CUA)
- ♣ Mme JULIANA ASANTE-DARTEY-EXPERT CONSEIL IMPACT-AGRO

MODULE 1- MISE EN PLACE DES ASSOCIATIONS & DES ALLIANCES STRATEGIQUES

- Les associations des femmes dans le développement et des femmes entrepreneuses femmes entrepreneuses (WEAs)
- Création des partenariats et des alliances stratégiques
- Le rôle du plaidoyer des femmes dans le développement

MODULE 2- GESTION DES FINANCES ET DEVELOPPEMENT DES AFAIRES

- Les questions de genre et l'accès au financement
- Les défis de la gestion financière d'entreprise pour les femmes
- Préparation d'un Plan d'affaires pour le financement
- Présentation des Plan d'affaires

13:00-14:00 13:00-14:00 DEJEUNER ET RESEAUTAGE B2B 14:00-16:30- ATELIER/SEANCE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET FORMATION - SUITE (CHANGEMENT DE GROUPES) 16:30-16:45-PAUSE CAFE ET B2B_ RESEAU 17:45-18:00 -SEANCE DE CLOTURE

DISCOURS DE CLÔTURE - REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT DE L'AFRIOUE DU SUD

- 🖊 MOT DE LA FIN LES FEMMES DANS LE RESEAU DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE
- **↓** DISCOURS DE CLOTURE PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT
- **♣** CONCLUSION DE DURBAN / MESSAGES CLÉS SUR LES FEMMES ENTREPRENEUSES-PROF **EWANG**
- OBSERVATIONS FINALES Mme ESTHERINE FOTABONG

3^{EME} JOUR (05 NOVEMBRE 2015)

VISITE DE TERRAIN

09:00 DEPART DU GROUPE 1 POUR L'EXPLOITATION AGRICOLE DES FRAISES DE CAPPENY **ESTATES - BALLITO**

10:00 DEPART DU GROUPE 2 POUR L'EXPLOITATION AGRICOLE DES FRAISES DE CAPPENY **ESTATES - BALLITO**

Rapporteurs

- 1. <u>Sitotaw Berhanu Abiyo</u>
- 2. M. Solomon Kebede Gizaw

ANNEXE 2: Séance d'ouverture: bienvenue, observations et discours

1. Discours d'ouverture - Dr. Martha Mbatha- Présidente, de l'ADA

BIENVENUE A LA 2^{EME} CONFERENCE DU NEPAD - NOV 2015 (RSA)

J'ai le plaisir de vous accueillir à cette conférence importante qui a pour objet le renforcement de la participation des femmes africaines dans les initiatives agro-alimentaires. Je voudrais saluer la présence de:

- 1. M. Cyril Xaba -Membre du Conseil Exécutif pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- 2. Mme Estherine Fotabong, Directrice Agence du NEPAD et
- 3. Mme Bodi Maal, Représentante de l'Agence Norvégienne pour le Développement International, le NORAD
- 4. M. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud
- 5. Mesdames et messieurs les distingués invités et délégués ici présents

Cette conférence est le fruit des efforts de collaboration entre le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Agence de Développement de l'Industrie Agroalimentaire (ADA). L'ADA est une entité gouvernementale qui soutient les agriculteurs commerciaux noirs. L'entité relève du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de KZN. '

La collaboration entre le NEPAD et l'ADA a été lancée lors d'une conférence intitulée «L'investissement dans les femmes africaines: l'ouverture de l'espace pour l'industrie agroalimentaire » tenue l'année dernière ici à Durban.

La conférence fut extrêmement fructueuse en ce qu'elle a stimulé d'autres réflexions permettant de conceptualiser celle-ci.

Parmi les principales recommandations formulées lors de ladite conférence figurent les suivantes:

- Créer un environnement favorable qui tienne compte des systèmes de valeur socioculturels, traditionnels et fondés sur le genre;
- Faciliter la mise en place d'un fonds pour la promotion de petites industries agroalimentaires pour les femmes en Afrique; et
- L'autonomisation des femmes par une participation significative dans le développement de stratégies au niveau global, le développement rural et les services non financiers.

Le thème de cette année est le suivant: *Les femmes dans le développement entrepreneurial: un atout indispensable pour la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique.* L'ordre du jour

se compose d'un large éventail de sujets intéressants liés à la situation des femmes africaines. Nous avons eu le privilège d'avoir pu rassembler un si haut niveau d'expertise dans le secteur agroalimentaire comme vous allez le voir lors de la conférence.

Nous sommes tous conscients du discours sur l'autonomisation économique des femmes. Nous sommes également conscients d'une multitude de défis auxquels font face les femmes à la fois comme femmes et comme participantes actives dans le secteur agro-alimentaire. Ceux-ci sont, entre autres, le manque d'accès à la terre, aux marchés et aux finances. Cependant, il est à noter que malgré toutes ces contraintes les femmes sont toujours responsables de 60-80% de la production alimentaire des pays en développement de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Elles demeurent les personnes qui jouent le rôle principal de productrices d'aliments, de gestionnaires des ressources naturelles, de femmes de ménage, de femmes s'occupant des familles et de source de revenus, les seuls génies qui puissent réussir à équilibrer toutes ces responsabilités. Oui, les femmes sont des génies!

Nous faisons assurément des avancées positives tandis que nous continuons à attendre avec impatience l'accomplissement des progrès que nous considérons comme étant lents concernant la réalisation de l'autonomisation économique des femmes, notamment quand on prend en considération le temps écoulé ainsi que d'autres facteurs que nous avons investis dans ces questions. Je sais qu'on peut parfois se sentir découragé et se demander si ces conférences sont utiles. On peut également s'interroger comment les générations futures évalueront nos efforts et penseront à nous. Lorsque l'on prend en compte nos objectifs en tant qu'Africains comme indiqués dans les objectifs de développement durable, nous nous rendons bien compte que les rêves que nous avons pour notre beau continent sont plus grands que nous-mêmes.

Dans nos discussions sur les femmes exerçant dans le secteur agro-alimentaire, nous devons être encouragés par le fait que nous ne faisons pas de débats sur la charité mais une force redoutable qui refuse de céder aux défis liés au genre et aux inégalités économiques. C'est cette force que nous cherchons à déclencher à travers ces discussions.

Essayons de nous capitaliser sur l'esprit de résilience qui améliore la capacité des femmes à transformer l'ensemble du continent. En d'autres termes, restons calmes et écoutons les voix de nos femmes bien-aimées dont la sagesse est cachée derrière leur humilité qui est souvent confondue avec l'ignorance.

Nous ne devons pas limiter nos solutions proposées à des facteurs techniques pendant que nous cherchons des solutions de meilleures pratiques concernant les femmes du secteur agroalimentaire. Outre les facteurs techniques, nous devons apprendre à connaître les femmes dont nous parlons; leur vie sociale, leurs points de vue sur la vie, ce qui les motive, leurs rêves et leurs espoirs. Travaillons avec elles, tirons des leçons de leurs expériences et de leur sagesse et mettons à profit leurs connaissances si riches.

Je vous souhaite bonne chance dans vos débats sur ces questions importantes. Puissent ces trois jours aboutir à des percées dont on se souviendra toujours au-delà de nos vies. Nous vous souhaitons également un séjour agréable dans notre belle ville de Durban!

Je vous remercie.

2. Allocution - M. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud

Allocution prononcée par le représentant de la FAO en Afrique du Sud, Dr Tobias Takavarasha, lors de la 2ème Conférence du NEPAD pour les femmes exerçant dans l'industrie agroalimentaire tenue du 2 au 5 novembre 2015 à Durban, Afrique du Sud.

Monsieur le Directeur du Programme, M. Martin Bwalya,

Monsieur le Membre du Conseil Exécutif pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du KZN - M. Cyril Xaba,

Madame la Présidente de l'ADA, Dr Martha Mbatha,

Madame la Représentante du NORAD, Mme Bodi Maal,

Madame la Directrice de la Mise en Œuvre et de la Coordination des Programmes du NEPAD, Mme Estherine Fotabong ,

Distingués Participants, Mesdames et Messieurs

Je vous remercie de m'avoir accordé l'occasion de m'exprimer devant vous. Ma tâche consiste simplement à faire quelques remarques de solidarité. Permettez-moi de commencer par féliciter le NEPAD pour avoir poursuivi la vision de promouvoir la femme dans l'agroalimentaire comme en témoigne la tenue de la deuxième conférence annuelle et, nous l'espérons, celles de la troisième, la quatrième, la cinquième jusqu'à ce que le but d'émancipation des femmes dans l'agroalimentaire soit accompli et la vision réalisée. En outre, je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'un thème très approprié a été sélectionné pour la 2ème Conférence sur les nouveaux objectifs de développement durable. Sur les 17 ODD, l'on peut dire sans hésiter qu'au moins les trois quarts parlent des questions se rapportant directement aux femmes, à la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'énergie, au changement climatique et au développement rural, qui pour la plupart du temps recoupent les mandats de la FAO et le NEPAD. J'espère que l'un des résultats de cette conférence sera de déterminer comment les femmes du secteur agro-alimentaire contribueront aux ODD et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les progrès.

Les partenariats deviennent de plus en plus un élément nécessaire pour le développement car aucune organisation ne peut à elle seule réussir. Je suis heureux de noter qu'un accord de collaboration a été signé entre la FAO et le NEPAD par les deux directeurs qui se sont rencontrés récemment à Rome le 29 Octobre 2015. Depuis plusieurs années, la collaboration se poursuit entre les deux organisations dans un certain nombre de domaines thématiques communs, y compris la sécurité alimentaire, la nutrition, le PDDAA, l'agriculture intelligente face au changement climatique, la prévention des pertes post-récolte, la pêche et les jeunes dans l'agriculture et ce protocole d'entente donne actuellement un nouvel élan au partenariat. Cette conférence constitue certainement un pas vers la consolidation du partenariat étant donné le rôle crucial que jouent les femmes dans l'agro-industrie et toutes les autres activités pertinentes.

Enfin, je dois dire que je suis témoin d'un certain nombre d'éléments que je considère comme étant de meilleures pratiques en Afrique du Sud, en ce qui concerne la reconnaissance du rôle des femmes. Le premier est la Constitution elle-même qui garantit aux femmes la protection et l'égalité. L'autre élément est le fait que chaque année, le mois d'août est dédié aux femmes pour honorer leurs contributions. En outre, le Ministère de l'Agriculture gère un Prix de la femme entrepreneuse de l'Année, en commençant par le niveau provincial où des projets très intéressants de l'agroalimentaire dirigés par des femmes jouissent de la visibilité et de la reconnaissance, encourageant ainsi les autres femmes à participer davantage dans l'industrie agricole. Le bureau de la FAO en Afrique du Sud est en train de mettre en place un projet pouvant réunir les jeunes et les femmes petits agriculteurs aux marchés et qui offre la formation professionnelle et le partage d'expériences de meilleures pratiques. Cette conférence intervient donc à un moment crucial et nous espérons pouvoir tirer beaucoup de leçons des interactions. Je tiens à vous remercier tous au nom de l'équipe de la FAO présente, pour nous avoir donné l'occasion de participer et de faire des présentations. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite plein succès.

3. Déclaration adressée par la représentante des partenaires au développement, Mme Bodi Maal du NORAD

C'est un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui. Je souhaite la bienvenue à toutes les agricultrices et femmes entrepreneuses de l'industrie agro-alimentaire qui sont ici aujourd'hui. Je suis heureuse de voir que le NEPAD travaille avec l'ensemble de la chaîne de valeur des « femmes dans l'agriculture », des femmes petites exploitations agricoles aux femmes dans le secteur agro-alimentaire. La Norvège est fière de collaborer avec le NEPAD dans le cadre du travail sur le

Nous devons travailler avec l'ensemble de la chaîne de valeur dans le secteur agricole afin de pouvoir nourrir la population croissante dans les années à venir. Je souhaite que ce forum sera tenu annuellement et nous permettra de partager les expériences et les leçons apprises, trouver l'inspiration, découvrir les nouvelles technologies, trouver des solutions pour réduire les 40 pourcent des pertes post-récolte, la manière de modifier les politiques qui créent des obstacles pour les femmes, etc. J'espère que ceci pourra être un lieu de rencontre où les entrepreneurs de différents pays peuvent se réunir et décider de coopérer etc. En bref, les « femmes du forum sur l'agriculture/l'agroalimentaire » peuvent faire connaître la situation des femmes du secteur agricole aux politiciens et au public et donner une voix aux femmes de ce secteur.

Le soutien fourni aux petits agriculteurs, aux femmes et aux jeunes et la promotion des chaînes de valeur inclusive dans le secteur agricole et la préférence pour les marchés régionaux sont au cœur de l'Agenda 2063 et de la stratégie de mise en œuvre du PDDAA du Malabo. L'Afrique vise à réduire l'importation alimentaire et augmenter le commerce intra-africain en ce qui concerne l'agriculture et l'alimentation. Pour atteindre cet objectif, Il est notamment nécessaire de développer les politiques et les plaidoyers visant à améliorer l'accès des femmes à la terre ainsi qu'aux intrants, veiller à ce qu'au moins 30 pourcent des finances du secteur agricole atteignent les femmes; introduire la technologie, la formation et la connaissance du marché.

Cette conférence a connu la participation des femmes et hommes de l'industrie agroalimentaire de 20 pays africains. La plateforme qui est créée et cette conférence constituent un petit pas dans la direction de la réalisation des objectifs figurant dans la déclaration de Malabo et des ODD. Je vous souhaite bonne chance pour la conférence.

4. Déclaration liminaire - Mme Estherine Fotabong, Directrice de la mise en œuvre et de la coordination des programmes du NEPAD

C'est un véritable plaisir de voir tout le monde dans cette salle et, bonjour à vous tous. J'aimerais saluer la présence de toutes les personnalités éminentes.

M. Cyril Xaba -Membre du Conseil Exécutif pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Dr. Martha Mbatha - Président, l'Agence pour le Développement Agricole (ADA)

M. Tobias Takavarasha, Représentant de la FAO en Afrique du Sud

Mme Bodi Maal, Représentante de l'Agence Norvégienne pour le Développement International, le NORAD

Mesdames et messieurs les distingués invités et délégués ici présents

Je tiens à remercier chacun d'entre vous d'avoir laissé de côté vos tâches quotidiennes pour être présent parmi nous et honorer cette invitation du NEPAD et de l'ADA.

C'est effectivement un honneur pour moi que de prononcer ce discours liminaire. Cette réunion ne pourrait pas être organisée en temps opportun sans votre soutien. Je suis particulièrement heureuse de constater que beaucoup d'entre vous ont voyagé des quatre coins du continent pour être ici ce matin et je pense que l'importance de cela ne saurait être surestimée du fait que nous ne pouvons pas avoir la conversation sur les femmes du secteur agro-alimentaire sans pour autant permettre aux acteurs critiques d'exprimer leur propres opinions.

Nous connaissons tous les problèmes généraux auxquels font face les femmes du secteur agroalimentaire et nous ne voulons donc pas rester académiques; nous voulons discuter des questions pratiques et opérationnelles qui donnent un sens pour soutenir les activités des femmes dans l'agroalimentaire. Il ne s'agit pas d'une session de formation assurée par ceux qui font des présentations mais il s'agit d'une séance interactive au cours de laquelle vous apprenez les uns des autres et, en tant que praticiens, vous avez tant de choses à partager.

Je vois des gens très intelligents et capables assis en face de nous. J'estime donc que nous n'allons pas aborder cette conversation comme une recherche des solutions au nom de ceux qui ne peuvent s'exprimer par eux-mêmes., mais il s'agit plutôt de considérer ce que la plupart d'entre nous peuvent mieux faire et poser des questions pour assurer que ceux qui ont le pouvoir de décision prennent des décisions qui soutiendront leurs œuvres.

J'aimerais que cette thématique soit abordée en termes d'égalité, de relation de pouvoir et de leadership de sorte que les femmes puissent prendre le contrôle du processus et qu'elles soient en mesure de prendre des décisions.

Quand je pensais à ces problèmes auxquels les femmes font face et aux raisons pour lesquelles nous retrouvons dans de telles conditions, la première citation qui m'est venue à l'esprit est celle de Mme Hilary Clinton, qui dit que « les femmes constitue le plus grand réservoir de talents encore inexploité dans le monde ». La deuxième citation qui m'est venu à l'esprit pendant que je réfléchissait est celle d'Alice Walker qui déclaré que « la façon la plus fréquente d'abandonner le pouvoir consiste à croire qu'on en a pas. » - vous ne pouvez pas apporter le changement si vous croyez que vous vous retrouvez dans une position vulnérable. La dernière citation qui m'est venue a l'esprit est celle de Melinda Gates qui a dit qu'« Une femme qui a une voix est par définition une femme forte, mais la quête pour trouver cette voix peut être considérablement difficile ».

Je vais commencer par la première citation parce que je vois le lien entre le fait que les femmes constituent le plus grand réservoir inexploité de talents et ce qui se passe dans l'industrie agro-alimentaire. La seconde se rapporte au fait que croire n'avoir pas de pouvoir revient en fait à renoncer à ce pouvoir; il s'agit de retrouver nos voix.

Je pense que M. Bwalya et le Dr Takavarasha ont mentionné l'environnement politique que nous avions l'année dernière et qui prévaut cette année à la suite des décisions de développement globales sur la coopération internationale au développement. Nous avons également l'initiative de développement au sein de l'espace africain en termes des prévisions du continent pour les 30 prochaines années, en particulier dans le domaine de l'agriculture, et de la décision Malabo qui définit à quoi l'Afrique devrait ressembler dans les 25 prochaines années.

Je ne veux pas m'étendre sur la question de savoir ce que sont les ODD et en quoi consiste l'agenda 2063. Mais permettez-moi de dire rapidement que les ODD sont les objectifs de développement durable qui ont été convenus par la communauté internationale et qui sont censé guider la coopération au développement durable dans les 30 prochaines années. Il important de dire que les résultats de ces décisions internationales auront des répercussions dans toutes nos vies ; alors la coopération au développement entre nos Etats membres, le soutien des partenaires au développement à la société civile et au secteur privé et toute les coopérations et financements seront guidés par ce cadre. Il est important d'en prendre bonne note et de les utiliser comme moyen de pression sur nous-mêmes et sur nos gouvernements à faire mieux pour rendre les femmes plus actives dans l'espace économique et faire d'elles des femmes actrices reconnues dans l'espace économique, ainsi que dans le développement entrepreneurial global. Pour ce qui concerne les ODD, nous avons:

Objectif numéro 1. Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes

Objectif numéro 2. Éliminer la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

Objectif numéro 5. Assurer l'égalité des genres en autonomisant les femmes et les filles

Objectif numéro 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Objectif numéro 9. Mettre en place une infrastructure résistante, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Les femmes jouent un rôle important dans notre développement économique Malgré les défis auxquels les femmes sont confrontées, elles produisent 80 pour cent de la nourriture du continent africain pour les ménages. Imaginez-vous comment la production pourra croître si nous (les femmes) avons davantage accès aux crédits et aux intrants ainsi qu'aux services.

Pour en revenir à la question de différents cadres internationaux, il est bien d'avoir des documents, mais ils sont importants s'ils apportent des changements. Nous avons l'agenda 2063 qui paraît très progressiste et qui vise à l'autonomisation des femmes, mais qui ne doit pas rester seulement sur le papier et nous avons également les belles déclarations de Malabo dont l'objectif est de pousser les Etats membres, la société civile et les partenaires au développement à réfléchir sur la façon dont ces supports peuvent être fourni pour montrer l'approche de la carotte et du bâton afin de mesurer et rendre compte que quelque chose se passe. Nous devons prendre des mesures et prendre le contrôle de la situation.

l'étais à Milan pour la réunion avec les partenaires au développement sur les questions d'autonomisation des femmes. Un homme dans la salle a dit, «les femmes se plaignent toujours. Parlez au patron dans votre maison afin qu'il mette en place de bonnes politiques dans son bureau qui aideront à l'autonomisation des femmes ». Il l'a dit en plaisantant, mais quand on y pense on peut envisager trois choses que j'ai mentionnées plus tôt: l'égalité, le leadership et le contrôle de votre propre destin. Prendre le contrôle de son propre destin signifie la nécessité de montrer que l'ODD visant l'éradication de la faim et de la pauvreté ne va pas se réaliser si les femmes continuent a être exclues, exploitées et coupées des occasions d'affaires. Par conséquent, des questions sur les finances, les intrants et l'organisation des femmes doivent être abordées. Si elles ne sont pas abordées, la réalisation des objectifs ODD ou agenda 2063 est impossible. La question est de savoir le rôle que nous devons jouer. Comment allons-nous résoudre ces problèmes, parce que nous parlons de la question de l'autonomisation pendant les vingt dernières années, depuis Beijing? Quelques progrès ont été accomplis, mais nous sommes toujours confrontés aux mêmes problèmes. Dans cette conférence la question est de savoir comment nous prenons le leadership en tant que femmes? Comment pouvons-nous utiliser le pouvoir que nous avons? Comme le dit le dicton « la plupart des gens abandonnent leur pouvoir en pensant qu'ils n'en possèdent pas ».

Le message essentiel que je voudrais passer à travers ce discours est que vous avez le pouvoir! Les femmes ont le pouvoir! Si vous nourrissez 80% du continent, n'est-ce pas une puissance importante que vous pouvez libérer. En dépit de tous ces problèmes, les femmes dans les zones rurales continuent à nous nourrir tous. Ces défis ont renforcé leur capacité de résistance leur permettant de persévérer et de continuer à faire face aux défis. Mais nous voulons dépasser le du niveau de pouvoir subvenir uniquement. Les femmes doivent être soutenues pour réaliser leur plein potentiel. Nous voulons aller au-delà de l'agriculture de subsistance et de petites entreprises en milieu rural. Nous voulons transformer les petites activités en de petites et moyennes entreprises.

Je dis que nous devons prendre le pouvoir et participer aux processus politiques. Si mes statistiques sont exactes, 51% des électeurs sont des femmes. C'est une voix forte. Je pense qu'il est temps que nous puissions l'utiliser. Nous devons l'utiliser pour dire à nos décideurs et techniciens ce que nous voulons. Nous devons utiliser notre pouvoir pour dire à nos élus dans le processus de prise de décision ce qui va faire changer le continent; la transformation agricole et la transformation du

continent africain ne vont pas se réaliser sans l'autonomisation complète des femmes. Lors de notre conversation de ce jour sur l'industrie agro-alimentaire, nous devons parler de la façon dont les femmes peuvent avoir un accès plus facile au financement et être soutenue le long de la chaîne de valeur. Donner-les les capitaux et l'assistance technique permettant de développer leurs activités. Donner-les des technologies appropriées assurant la transformation des produits naturels qu'elles récoltent. Si elles ont le financement, l'investissement et les politiques appropriées, nous pouvons augmenter le revenu et cela contribuera à la cohésion sociale.

Il est extrêmement important que nous prenions la responsabilité d'engager nos décideurs aux niveaux de la communauté, de la municipalité, du pays et du continent afin de les encourager à nous soutenir.

Le deuxième point dont je voudrais parler est celui du leadership que vous avez et qui se retrouve parmi nous en tant que groupes et associations de femmes. Il est important qu'en tant que groupes et associations des femmes, c'est le travail d'ensemble qui a un impact sur nous. Le monde va de l'économie du savoir à l'économie relationnelle. Cela concerne essentiellement la personne que vous connaissez, les personnes avec laquelle vous interagissez et travaillez? L'importance de rechercher des forums comme celui-ci devient de plus en plus pertinent dans la façon dont le monde va évoluer. Bien que nous soyons encore de petites entreprises, les femmes de l'agroindustrie, nous sommes en concurrence avec de grandes entreprises commerciales. Vous pouvez faire un maximum d'impact sur le marché en vous organisant et en travaillant en groupe. Si vous avez une organisation forte constituant un groupe de femmes, il est plus facile pour vous de constituer une grande force et de parler d'une seule voix et pousser les politiciens à prendre des décisions politiques appropriées en faveur du développement de vos activités. Il sera également plus facile pour vous d'obtenir une formation en groupe organisé. Pour des raisons tactiques, il est difficile d'appeler chaque groupe pour assister à une formation. Il est beaucoup plus facile d'offrir une formation sur un sujet particulier peut-être l'élaboration d'un plan d'affaires, la structure et la gestion de votre organisation, traiter les questions liées à la gouvernance et la façon dont votre organisation fonctionne. Il est donc important que vous vous organisiez pour constituer une organisation puissante des femmes agissant comme une force unique.

Enfin, je voudrais faire une remarque ici, nous devons passer à l'action et nous avons l'appel à l'action que nous avons fait l'année dernière. Il est toujours pertinent et on n'a pas besoin d'en élaborer de nouvelle, mais on va plutôt le mettre en œuvre.

Nous avons besoin d'être pratique dans notre approche face à ces problèmes des femmes dans le secteur agroalimentaire. Il est important que nous continuions à créer des plateformes et des opportunités aux niveaux communautaire, national et continental qui permettront aux femmes de se réunir et de partager leur expérience positives aussi bien que leurs défis.

Je pense que nous devons cesser de croire qu'une personne au ministère de la condition féminine ou de l'agriculture ou quelqu'un du NEPAD va pouvoir penser à notre place.

Je tiens à dire une fois de plus que les femmes que je vois ici ne sont pas vulnérables; vous êtes toutes bien informées et vous avez encore beaucoup à partager et vous connaissez bien de choses.

Nous avons donc besoin de cet espace qui vous permettra de parler sur les défis auxquels vous êtes confrontées et de ce qui marchent le mieux afin que ceux qui sont marginalisées puissent se lancer et que nous soyons informés de vos efforts pour pouvoir soutenir vos activités. Les décideurs politiques du ministère peuvent vous entendre et voir comment ils peuvent mieux vous soutenir. Concrètement cela revient à garantir que nous avons le soutien inclusif pour les femmes du secteur. L'un des messages clés que nous partageons est que nous aimerions continuer à avoir cet événement qui favorise l'échange et soutient l'intégration de la participation de jeunes femmes dans l'industrie agroalimentaire. Nous avons besoin d'outils qui peuvent vous aider à mieux faire les choses que vous faites. Lorsque la FAO ou le NEPAD développe ces outils, nous devons vous les rendre accessibles et s'assurer qu'ils soient faciles à utiliser. Nous devons être en mesure d'étudier le marché. La décision principale de Malabo vise à promouvoir le commerce interrégional.

Dans ce continent, il y a une perte post-récolte de 40% parce que nous ne disposons pas d'infrastructures appropriées qui permettent le stockage et la transformation. Ce qui est en fait très malheureux est nous importons environ 40 milliards de denrées alimentaires chaque année. Par conséquent, si nous faisons le calcul, il y a un marché pour le stockage alimentaire si nous pouvons stocker et transformer. Au contraire, nous connaissons une perte dû au fait que nous ne disposons pas d'infrastructure permettant d'assurer la transformation ou d'intensifier la portée d'activités que vous menez tous afin que nous puissions atteindre un plus grand marché. Ceci est absolument mauvais; nous devons vraiment réfléchir sur cette question en tant que continent, nous devons changer ces choses. Dans une période où il y a beaucoup de chômage et de pauvreté, il est tout simplement inacceptable de perdre une quantité si énorme de récolte.

Pour assurer la croissance des affaires, nous devons utiliser ces opportunités pour employer nos jeunes qui n'ont pas d'emploi et pour poursuivre la réalisation de la sécurité alimentaire et de la prospérité pour la famille. Nous avons besoin de faire des recherches qui peuvent permettre aux femmes de développer leurs affaires.

Je dois terminer mon discours avec un point qui me tient particulièrement à cœur, il s'agit de la formation des femmes. Je ne parle pas de l'enseignement universitaire ou supérieur, mais plutôt de la formation professionnelle. Nous devons redynamiser les institutions dans nos pays afin qu'elles produisent plus d'outils permettant aux femmes comme vous d'avoir une formation d'un ou de deux jours sur certains aspects liés à vos affaires et à votre travail, de manière à ce que vous ayez les moyens de développer vos entreprises.

Pour terminer, je dirais que - je vois beaucoup de potentiels en vous tous, mais utiliser vos voix pour réclamer le changement et prendre le rôle de leadership entre vos mains pour assurer ce changement, parce que je pense que lorsque les défis sont mis sur la table par une force qui est représentée par les femmes, les hommes politiques écouteront et ferrons ce qui est politiquement correct, économiquement juste et important pour assurer la cohésion sociale dans notre économie.

Je vous remercie.

5. Discours d'ouverture: Par M. Cyril Xaba -Membre du Conseil Exécutif pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, KZN

Madame la Directrice du programme, Ministre à la Présidence chargé des femmes, l'Honorable Mme Susan Shabangu,

Madame la Commissaire de l'Union Africaine pour l'Économie Rurale et l'Agriculture, Mme Rhoda Peace Tumusiime.

Mme la représentante de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement, Mme Bodi Maal,

Mme la Directrice du NEPAD, Mme Estherine Fotabong,

Monsieur le Président du Conseil de l'Agence pour le Développement Agricole (ADA), Dr. Martha Mbatha,

Madame la PDG par intérim de l'ADA, Mme Phumla Vilakazi, Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'adresser quelques mots de bienvenue à notre province. Nous sommes réputés pour de magnifiques plages, montagnes, réserves sauvages et comme étant un espace de brassage des cultures africaines, indiennes et d'influence européenne.

Le Kwazulu-Natal a un beau paysage parsemé de collines vallonnées et d'un vaste espace ouvert. Pourtant, en tant que représentants du gouvernement connaissant l'ensemble de cette province, nous savons que derrière la toile d'artiste se cache des poches de pauvreté extrême. Le gouvernement provincial a reconnu l'agriculture comme un facteur déterminant de changement de ce scénario. À ce titre, nous avons mis au point une stratégie de transformation agraire. La stratégie qui est alignée au plan national de développement et au plan de croissance provincial vise directement la croissance de l'économie rurale. En d'autres termes, il s'agit de faire de ces vallées et collines des centres prospères pour l'exploitation agricole et l'agro-industrie.

Au cœur de la stratégie de transformation agraire se trouvent le développement des petits agriculteurs et la libération de leur potentiel économique. Si les statistiques sont examinées de plus près, il s'agit en fait de la libération du potentiel des femmes exerçant dans l'agriculture. Selon le dernier recensement, le KwaZulu-Natal détient le pourcentage le plus élevé d'agriculteurs de subsistance dans le pays. Les recherches effectuées par le bureau du président ont révélé que 61% de ces agriculteurs de subsistance sont des femmes.

Une étude commandée par le Gouverneur du KwaZulu-Natal, M. Senzo Mchunu, dans le cadre de son plan directeur pour l'éradication de la pauvreté, a révélé que 28 pour cent de tous les citoyens du KwaZulu-Natal vivent dans une extrême pauvreté et 29 pour cent vivent dans une pauvreté absolue. L'étude a révélé que le KwaZulu-Natal a la plus forte incidence de la pauvreté fondée sur le genre. En d'autres termes, les femmes incarnent le visage de la pauvreté dans cette province. Dans ce contexte, Mesdames et Messieurs, je peux vous assurer que le développement des femmes dans

l'agriculture est un objectif clé que nous considérons au cours de la mise en œuvre de notre stratégie de transformation agraire.

Le gouvernement provincial vous est reconnaissant du fait que vous teniez cette deuxième conférence sur les femmes du secteur agroalimentaire dans le KwaZulu-Natal. Nous sommes particulièrement heureux que cet événement ait été organisé en collaboration avec l'Agence de Développement Agroalimentaire (ADA) qui est une entité du Département de l'Agriculture et du Développement Rural du KZN.

Pour nous permettre de transformer l'agriculture dans cette province, nous avons restructuré nos opérations. Le Département de l'agriculture et du développement rural se concentre sur l'agriculture primaire, alors que notre branche de développement rural est impliquée, dans le cadre de ses nombreuses tâches, dans la mise en place des aéroparcs dans les différents districts. L'objectif de l'ADA est de se consacrer entièrement à l'agro-industrie. Vous apprendrez davantage au sujet du travail au cours de la conférence, mais il est prévu d'établir un bureau des femmes dans l'avenir. L'ADA joue également un rôle essentiel dans le développement des jeunes agriculteurs. L'Agence gère actuellement un programme efficace dans lequel les jeunes femmes et hommes des exploitations agricoles de réforme agraire sont envoyés au Danemark pour recevoir une formation dans le cadre de l'élevage moderne, de la gestion des entreprises agricoles commerciales et du développement des compétences entrepreneuriales dans le secteur de l'agriculture

Ce projet se révèle être un énorme succès et il est encourageant de rencontrer ces jeunes gens à leur retour et d'entendre comment ils peuvent désormais considérer le potentiel commercial et les possibilités disponibles dans l'agriculture. Ces jeunes gens et étudiants de nos collèges agricoles sont devenus de véritables ambassadeurs agricoles. Notre plan pour l'avenir est d'augmenter le nombre de nos jeunes agriculteurs, en particulier nos agricultrices.

Le Prix de l'entrepreneuriat féminin décerné par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche se révèle un énorme succès. Cette année, la Récipiendaire provinciale du prix pour l'exportatrice de l'année était une femme qui a évolué à la suite de l'appui et de la formation offerts par le gouvernement.

Busi Lubanyane exporte actuellement des noix de macadamia vers les États-Unis, l'Europe et l'Extrême-Orient. Elle a commencé en 2008 au bas de l'échelle du Programme d'Entreprenariat Féminin en participants dans la catégorie des petites agricultrices de tomate. Elle a gagné dans sa catégorie et a investi dans son champ le prix de R 75 000 qu'elle avait obtenu. Mme Lubanyan a été soutenue par le Ministère et l'Agence de Développement Agroalimentaire (ADA) qui lui ont offert une formation intensive par l'entremise du Conseil chargé de l'exportation des produits périssables. Elle a également suivi une formation dans le domaine de la gestion financière, l'agro-industrie et la commercialisation. Cette formation lui a permis de joindre le secteur commercial. En 2010, elle a participé au concours de l'entreprenariat féminin dans la catégorie commerciale et y est sortie deuxième. Une fois de plus, cette agricultrice entreprenante a investi l'argent remporté au prix dans son exploitation agricole, cette fois pour la culture des noix de macadamia. ADA l'a aidé avec des infrastructures et aujourd'hui Mme Lubanyane est la première femme noire agricultrice du KwaZulu-Natal à fournir les noix de macadamia pour le marché d'exportation.

En Septembre, le gouvernement provincial du KZN a commencé le processus de lancement d'un autre aspect de sa stratégie pour transformer l'agriculture dans la province. Le projet est connu en tant que notre pilier stratégique des domaines communautaires. L'objectif est de développer les petites exploitations agricoles en champs communaux, par le soutien des coopératives afin qu'elles puissent devenir des opérations durables et commercialement rentables. Les champs communaux sont établis par les communautés qui regroupent leurs parcelles de terre en un minimum de 50 à 200 hectares afin qu'ils puissent y faire de grands champs de cultures pouvant être vendues sur les marchés commerciaux.

En tant que gouvernement, nous sommes bien conscients que pour aider nos agriculteurs sur les terres communales à devenir concurrentiels dans le marché mondial, notre soutien devra aller jusqu'à la construction d'infrastructures et assurer l'accès aux marchés. À cet égard, l'appui concernant l'activité agricole primaire est accompagné par la mise à disposition dans un district particulier des silos, des moulins à maïs ou peut-être des abattoirs. Il y a un peu plus d'une semaine, nous avons lancé le programme des champs communaux dans le district de Zululand où l'ADA a implanté le Moulin à maïs de Maphophoma et l'a officiellement ouvert. Le Moulin offre aux agriculteurs la possibilité de traiter leur propre maïs et contrôler leur propre production. Nous voulons plus développer Busi Lubayane et créer plus d'emplois. Plus important encore, le paysage ne doit pas être entaché de séquelles de la pauvreté. Il ne doit y avoir aucune différence lorsqu'on passe en voiture devant une exploitation agricole commerciale et devant les exploitations agricoles situés sur les terres communales.

Bien que la sécheresse actuelle fait des ravages sur toutes les terres agricoles dans la province, la province est reconnaissante au Gouvernement national d'avoir tenu compte de sa demande d'être déclarée comme zone sinistrée suite à la sécheresse. Le ministère est en train d'analyser les bouleversements avec le gouvernement national afin de mettre en œuvre son programme de lutte contre la sécheresse pour les agriculteurs de la province. Cela se fera sous forme d'une subvention pour la lutte contre la sécheresse qui sera gérée sur une échelle dégressive où les agriculteurs les plus pauvres obtiendront plus d'aide que les agriculteurs plus performants en termes commerciaux.

La sécheresse nous rappelle que le changement climatique est devenu une réalité quotidienne en Afrique du Sud et que les agriculteurs et ceux qui œuvrent dans le domaine de l'agro-industrie doivent apprendre à s'adapter et à trouver des voies et moyens permettant d'atténuer ces phénomènes météorologiques défavorables.

J'en viens à ma conclusion et tiens à remercier le NEPAD qui, en partenariat avec le Service météorologique sud-africain, a organisé une formation sur l'agro météorologie pour les agriculteurs de subsistance de KZN. Plusieurs de ces petits agriculteurs avaient un niveau d'éducation très faible mais ils ont étudié avec enthousiasme la science qui examine les effets des phénomènes météorologiques et des conditions atmosphériques sur l'agriculture. Ils se sont exprimés librement sur les questions liées au changement climatique et la manière d'adapter les méthodes agricoles aux conditions météorologiques changeantes. Cela nous a amenés à comprendre que beaucoup de nos agriculteurs de subsistance ici dans le KwaZulu-Natal et dans le reste de l'Afrique ont besoin de connaissances techniques pouvant leur permettre d'apprendre la science de l'agriculture et l'agro-

industrie. Cette conférence sur les femmes dans l'agro-industrie permettra de répondre à ce besoin. Je vous souhaite une conférence très fructueuse et couronnée de succès.

Je vous remercie.

ANNEXE 3: Liste des participants

CONFERENCE DES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE 2015, DURBAN, AFRIQUE DU SUD

	CONFERENCE DES FEN	MMES DAN	IS LE SECTEUR AGRO-AI	<u> IMENTAIRE 2015, DU</u>	IRBAN, AFRIQUE	DU	
NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
A	PARTRICIPANTS DE HAUTE CATEGORIE						
1	Mr Cyril Xaba	М	Ministère de l'agriculture et du développement rural KZN	Membre du Conseil Exécutif	Afrique du Sud	responsable du ministere , Ms Zodumo Mbuli at Zodumo.mbuli@kzndard.gov.za; PA to the MEC, Mr Sihle Gumede at Sihleg08@yahoo.com	
В	CONSULTANTS/FACILI TATEURS/PANELISTE S/FORMATEURS						
	PANEL 1						
2	Mme. Bongiwe Njobe (Leader Présentation)	F	ZA Nac Consulting & Investments	Directeur Exécutif	Afrique du Sud	bn.njobe@gmail.com	+27832000924
3	Dr.NIGER T. MARGARET AGBAW	F	Ministère de l'émancipation de la femme et la famille	Point focal pour le GCCASP, MINPROFF	Cameroun	nigerm@yahoo.com	+23775245388 +237222222830
	Mrs. Clotilda Sawasawa	F	Ministère du genre, enfants, handicap et du bien être social	Directeur de développement communautaire	Malawi	cosawasawa5@yahoo.com	+265888512724
	PANEL 2						
4	Beauty Manake	F	Kungo Farms	Directeur	Botswana	Kungovegs@live.com	+26777607225
5	Prof Ken Ife	M	Commission de la CEDEAO/NEPAD Présidence	Consultant leader	Nigéria	kenife@aol.com	+2348030594460
6	Wadzani Katsande	F	FAO	Agent des investissements	Afrique du Sud	Wadzanai.Katsande@fao.org	

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE
							TELEPHONE
	Conclusion de la deuxième journée 2					-	
7	Prof Peter Ewang	M	CAPDEV	Directeur exécutif	Afrique du Sud	kwangpe@gmail.com	
	FORMATEURS						
8	Mme. Juliana Asante- Dartey	F	Agri-Impact Consult	Consultant Agroalimentaire	Ghana	jadartey@hotmail.com/julie@as napp.org.gh	+233244270832
9	Mark Fynn	M	AUC	Conseiller	Ethiopie	mark.fynn@giz.de	
	Rapporteurs					-	
10	M. Sitotaw Berhanu	M	GeoSAS Consulting	Directeur général	Ethiopie	sitotawba@geosas.net; sitotawbrhn23@gmail.com	+251911882106 +251911517454
11	M. Solomon Kebede	М	GeoSAS Consulting	Spécialiste principal de l'environnement et du changement climatique	Ethiopie	solomonk@geosas.net; nchs4f@gmail.com	+251911412983
С	RECS & ORGANISATIONS REGIONALES						
12	Mubarak Mabuya	М	IGAD	Gestionnaire de Programme	Djibouti	mubarak.mabuya@igad.int;	+25377118479
13	Nathaniel Mtunji	M	Secrétariat de l' EAC	Chargé de programme à la CC	Tanzanie	nmtunji@eachq.org	+255782000297
14	Maria D Phiri	М	COMESA	Expert en genre et changement climatique	Zambie	MPhiri@comesa.int	+260975429295 +260966213778 +260229725/32
	and a						
D	ONG					-	
15	Mme Elizabeth Atangana	F	PROPAC/PAFO	Présidente	Cameroun	propac cm@yahoo.fr/cnopcamer oun@yahoo.fr	+237699440830 +237699825940
16	Benito Eliasi	М	SACAU	CDA	Afrique du Sud	benito.eliasi@sacau.org/info@sa cau.org	+27714717773
E	PARTNENAIRES AU DEVELOPEMENT						
17	Ayalneh Bogale	F	GIZ/AUC	Conseiller	Ethiopie	ayalnehb@africa-union.org	+251931312236

	CONFERENCE DES FEN	MMES DAI	NS LE SECTEUR AGRO-AL	IMENTAIRE 2015, DU	JRBAN, AFRIQUE	DU	
NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
							TELEFHONE
18	Mme Bodil Maal	F	NORAD	Conseiller principal	Norvège	bodil.maal@norad.no	+4791675915
19	Dr Thobias Takavarasha	F	FAOZA	Représentant FAO	Afrique du Sud	Tobias.Takavarasha@fao.org	+27738266173
	PAYS						
20	Etami Ndoping	F			Grande Bretagne	etami@hotmail.co.uk	+44794442242/+4 47438516718
21	Mme. Ndedi Sarah Mouyenga	F	GIC le REVEIL de Ndokayak	Directeur	Cameroun	valentin mouyenga@yahoo.fr	+237650501393/+ 237699667813
22	M. Joseph Mamadou		Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	Sous-directeur	Cameroun	josmamadou@yahoo.fr	+23769683334
23	M. Edmond Linonge Njoh	M	African Resource Group	Gestionnaire	Cameroun	edmundl@argcam.com	+237675867353/+ 23733323417/+23 7675867353
24	Mme Caroline Munge Time	F	Fédération Internationale des Femmes Avocats	PRO	Cameroun	caroline.timeesq@yahoo.com	+237694303611
25	Dr Lydia Lifongo Ewumbue-Monono	F	Ministère de l'Éducation Nationale/CEREDA	Directeur de programme	Cameroun	llifongo@yahoo.com	+237677876242
26	Mme Ngolibamepse Julienne Nsoga	F	ADESCA		Cameroun	nsogajulie@yahoo.fr	+237677568486/2 2310655
27	Mr Solomon Asefa Amare	М	Ministère de la Femme des Enfants et des Affaires de la Jeunesse	Directeur du bureau du ministère	Ethiopie	selieasefa@gmail.com	+251910306877
28	Mme Mahider Bitew Megersa	F	Ministère de la femme et enfants et des affaires de la jeunesse	Expert Supérieur de la Planification	Ethiopie	mahiderbitew@yahoo.com	+2510911125988
29	Mlle Betty Wangozi Mupenda	F	Commission de l'Union africaine	Expert en genre et Agroalimentaire	Ethiopie	wangoziB@africa-union.org;	+251919836347
30	Dr Moipone Letsie	F	Université Nationale du Lesotho	Chercheur	Lesotho	mantsebol@gmail.com; moyeniconsultants@gmail.com	+27715138960 +26657884795 +26658911659
31	Alice Nyirenda	F	Produ-Hort-Tomato Production	Directeur	Malawi	alicek.nyirenda@gmail.com	+265 999919166 +265 884187464

	CONFERENCE DES FE	MMES D	ANS LE SECTEUR AGRO-AL	IMENTAIRE 2015, DU	JRBAN, AFRIC	UE DU	
NO	CONFERENCE pour l	es femm	es dans le business de l'ag	riculture 2015, Durba	ın, AFRIQUE [DU SUD	NUMERO DE TELEPHONE
32	Dr. Andrew Daudi	М	GeoSAS Consulting	Consultant Principal National, GCCASP	Malawi	adaudi@africa-online.net	+265999595015
33	Joseph Kazima	M	Ministère du Genre, des Enfants, des Handicapés, et du bienêtre Social	Directeur Adjoint du genre	Malawi	jkazima@gmail.com	+265882117968
34	Fred Simwaka	M	Ministère du genre, de l'enfance, handicap et du bien être social	PGDO	Malawi	fred.simwaka@yahoo.com	+265888403590
35	Mme Yakosa Tegha	F	Division du service de vulgarisation à Lilongwe	Responsable Principal des méthodes de vulgarisations	Malawi	ytegha@yahoo.co.uk	+265999329831
36	Mme Mohni Bali	F	Ministère du genre	Responsable de l'unité du genre	Maurice	shashi1810@yahoo.com	+23052591171
37	Mme Aune Ndeyapo Shipanga	F	Union de l'agriculture de la Namibie	Membre	Namibie	farmnina@gmail.com	+264811242756
38	Dr Boukary Abdou Razak	М	HC3N/PRN	Conseiller technique	Niger	razacboukary@yahoo.fr	+22796976326
39	Dr Seydou Azaratou INOUSSA	F	Ministère de la population, l'amélioration de la femme et la protection de l'enfant	Directeur général	Niger	inoussaazarat@yahoo.fr	+22720734933/+2 2796894315
40	Dr Issa ZOUMARI KALLEKOYE,	М	Ministère de la population, l'amélioration de la femme et la protection de l'enfant	Secrétaire Général /MP/PF/PE	Niger	izoumari@yahoo.fr	+22797448485
41	M. Ousman Boubacar Sanda	M	Niger	Conseiller technique	Niger	ousmanbos@yahoo.fr	+22796966008
42	Prof Stella Williams	F	Femme Nigériane dans la Recherche Agricole pour le Développement (NiWARD)	Fondateur	Nigéria	aquabolaster@gmail.com	+2348177064393
43	Akanno Ulumma. N	F			Nigéria	ulusco27@yahoo.com	+2348036723299

	CONFERENCE DES FE	MMES DAN	NS LE SECTEUR AGRO-A	LIMENTAIRE 2015, DU	RBAN, AFRIQUE	DU	
NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE
	CONFERENCE pour le	es femmes	dans le business de l'a	griculture 2015, Durba	n, AFRIQUE DU	SUD	TELEPHONE
44	Ambassadeur Amadou Diallo	М	NEPAD	Fonctionnaire hors classe chargées de programme	Sénégal	amadou.diallo@nepad.org	+221779546404
45	Mme Nonzaliseko Mlahlwa	F	Ministère du Développement Rural et de la Réforme Agraire	Sous directeur par intérim	Afrique du Sud	nmlahlwa@yahoo.com	+27458078000/+2 7835676044/+277 835676044
46	Mme Wendy Mbalo	F	ICRD Group	Directeur	Afrique du Sud	wendym.mbalo@gmail.com/wen dym@ccv.org.za	+2776 071 0888
47	Mme Lisa Mthethwa	F	Mthethwa Processing	Directeur	Afrique du Sud	lisa.mthethwa@gmail.com	+27724776136
48	Mme Lona Mthethwa	F	Mthethwa Processing	Directeur	Afrique du Sud	lona.mthwethwa@gmail.com	+27722874238
49	Mme Siphiwe Nyawo	F	Izibusiso Farm	Membre	Afrique du Sud	ninawabantu@gmail.com	+27764732041/27 312052888
50	Nozuko Cezula	F	Tafelkop Farm	Agriculteur	Afrique du Sud	Tafelkopfarm@gmail.com	+270766159191
51	Gugu Sokhulu	F	Triple Action Co-op	Gestionnaire en charge	Afrique du Sud	gsokhulu@yahoo.com	+27833944238
52	Nomonde Zulu	F	Machobeni	Secrétaire	Afrique du Sud	-	+27730027911
53	Thabisile Zulu	F	Machobeni Co-op	Président	Afrique du Sud	thabzozulu@gmail.com	+27781147249
54	Hlaleleni Buthelezi	F	Ixhiba Co-op	Président	Afrique du Sud	hlalelenibuthelezi@gmail.com	+27836205763 +27784925779
55	Mme Nomfundo Zondi	F	OWIB Agribusiness	Fondateur	Afrique du Sud	Mszondi17@gmail.com	+27719338091
56	Dr Tshitshi Mbatha	F	ADA Board	Président	Afrique du Sud	tshitshi@cdrf.co.za	+2731672900 +27823257666
57	Simangele Mbatha	F	ADA	Secrétaire du Conseil	Afrique du Sud	mbathas@ada-kzn.co.za	+27713559525
58	Thandeka Ngwenya	F	ADA Exco	Directeur Financier	Afrique du Sud	memelat@ada-kzn.co.za	+27827772299
59	Rechi Dlamini	F	ADA	Gestionnaire principal de projet	Afrique du Sud	dlaminir@ada-kzn.co.za	+27825600117
60	Mpume Mpanza	F	ADA	Responsable du Marketing & de la Communication	Afrique du Sud	mpanzam@ada-kzn.co.za	+27711081476 +27333478600

ON	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
61	CONFERENCE pour l	les femmes	dans le business de l'a	griculture 2015, Durba	n, AFRIQUE DU	SUD <u>s@ada-kzn.co.za</u>	+27333558621 +27797861723
52	Ntuthu Motshegoa (Agripreneur)	F	AZELO	Directeur	Afrique du Sud	Ntu2@azelo.co.za	+27827736730 +27730989586
63	Kenalemang Kgoroeadira	F	Thojane Organic Farm Project	Directeur	Afrique du Sud	mamakena@gmail.com	+27837474158 +27145733991
64	Dr Thulasizwe Mkhabela, PhD.	М	Agribusiness Development Agency	Directeur de l'exploitation	Afrique du Sud	MkhabelaT@ada-kzn.co.za	+27795236134
55	Hlengiwe Mjiyako	F	UKwanda Farm	Directeur Femme Agriculteur de l année 2015	Afrique du Sud	mikem@idws.co.za/hlengiwe@s ulpsmart.co.za	+27837087747
66	Mme Qedi Khumalo	F	Rapid Dawn Farm	Directeur Général	Afrique du Sud	baqedile@gmail.com	+27823975610
57	Zandile Masuku	F	DARD	Responsable adjoint de la coordination rurale	Afrique du Sud	masukuz@kzndard.gov.za	+27765056340
58	M. Fezile Mbuli	М	ADA	Responsable du service aux entreprises	Afrique du Sud	mbulif@ada-kzn.co.za	+27333478606 +27827772283
69	Mme Cindy Zulu	F	Agricultural Advisor	Ministère de l'agriculture et du développement rural	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27313022800 +27768216689
70	Thandiwe Buthelezi	F	Zama-ukukhani Co-Op	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27738066582
71	Hlobisile Sikhakhane	F	Inqabayensimbi Co-Op	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27735856263
72	Sabani Dlamini	F	Vukani Sisebenze Co- Op	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27794224430
73	Nozipho Nyawo	F	Ntonga Institute	Directeur	Afrique du Sud	noziphonyawo@yahoo.com	+27768272665
74	Mme Nombuso Vilane	F	Ntonga Institute	Directeur	Afrique du Sud	nombuso@ntongainstitute.com	+27828637176
75	Lindiwe Madikane	F	Intsikizi Concepts	Gestionnaire qualité	Afrique du Sud	linmadik@gmail.com	+27829270261
76	Mme Mbali Mtambo	F	ADA	Gestionnaire principal de projet	Afrique du Sud	mntambom@ada-kzn.co.za	
77	Angela Zulu	F	WARD	Président	Afrique du Sud	angelanani19542GMAIL.com	+27835176244
78	Nozipho Qwabe	F	Noprimaphi Logistics	Directeur	Afrique du Sud	noziphoqwabe30@gmail.com	+27834773645

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
						<u> </u>	
79	CONFERENCE pour le	es femmes	dans le business de l'ag	riculture 2015, Durba	n, AFRIQUE DU S	SUD	+27781257825
80	Noziphiwe Ngcobo	F	Zamukukhanya	Agriculteur	Afrique du Sud		+27781257826
81	Raymond Ntshangase	F	FAO		Afrique du Sud	raymond.ntshangase@fao.org	+27123548534
82	Beatric Cecil	F	WARD	Agriculteur	Afrique du Sud	xoloprojects@gmail.com	+2772543347
83	Nonfundo Ngcobo	F	ADA	Projet	Afrique du Sud	ngcobon@ada-kzn.co.za	+27798841310
84	Phindile Ngioya	F	chobozumhlanga	Membre	Afrique du Sud	ngioya@live.com	+27826994884
35	Silindile Mwisi	F	Youth Empowerment	Secrétaire	Afrique du Sud	sile.mwisi54@gmail.com	+27796058151
36	AM Ngubase	F	Siyezwana COP		Afrique du Sud		+27724239484
87	Nonhlanhla	F	Magazine	Journaliste	Afrique du Sud	nonhlanhla79@gmail.com	+27839463850
38	Liziwe Pepeta	F	Cappeny Farm	Gestionnaire d'administration	Afrique du Sud	liziwepepeta@gmail.com	+27825600117
39	Paulos Gwalia	M	Ntuzuma Corperative	Directeur	Afrique du Sud	Ntuzumaenviro@gmail.com	+27728412851
90	Londiwe Ngidi	M	DARD	Chargé de communication	Afrique du Sud	londiwe.ngidi@kzndard.gov.za	+27769410596
91	Xoliswa Mnguni	M	DARD	Chargé de communication	Afrique du Sud	xoliswa.mnguni@kzndard.gov.za	+27820947288
92	Phili Mjoli	M	Isolezwe	Journaliste	Afrique du Sud	philimjoli@inl.co.za	+27792140456
93	Nosipho Pumlomo	F	Isulabalimi	Gestionnaire de Projet	Afrique du Sud	pumlomon@gmail.com	+27837833293
94	Thaban Khanyilo	F	Isulabalimi	Directeur financiers	Afrique du Sud	isulabalimiinvestment@webmail. co.za	+27721249883
95	L. Manentsa	M	DARD KZN	Ministère	Afrique du Sud	Lelethu01@gmail.com	+27714925716
96	M. Ndlovu	М	DARD KZN	Photographe	Afrique du Sud		+27737634270
97	Reneilwe Kgang	F	DAFF	Directeur Adjoint	Afrique du Sud	reneilwek@daff.gov.za	+2715082159
98	Goudla Mhloasi	M		Directeur	Afrique du Sud		+27726188280
99	Noziphiwe Ngcobo	F	Zamukukhanya	Secrétaire	Afrique du Sud		+27787288386
100	Primrose N Mavuso	F	Khula Afrika	Journaliste	Afrique du Sud	mavusonobantu@gmail.com	+27734303967
101	Robyn Jouleut	M	Farmers Weekly	Journaliste	Afrique du Sud	robjouleut@telekomsa.net	+27616837542

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE
NO	NON	GENKE	ORGANISATION	TOSTE	TAIS	EMAIL	TELEPHONE
	CONFERENCE pour	les femme	s dans le business de l'a	agriculture 2015, Dur	oan, AFRIQUE DU	SUD	
102	Silhe Gumede	F	Agriculture & RD	Secrétaire du Membre du comité	Atrique du Sud	silhegU8@yahoo.com	+27828920731
103	Heri Dunia (Jacques)	M	UKZN	Traducteur	Afrique du Sud	dunia.heri@gmail.com	+27721161713
104	Lindi Ntshangase	F	Thopus Health	Gestionnaire	Afrique du Sud	lindiwe.ntshangase65@gmail.co m	+27799903198
105	Rose T Chili	F	Sibuyile Co-op	Président	Afrique du Sud	thandirosechili@gmail.com	+27730674988
106	Baxolile Dimone Miya	M	IZ Radio	Station Media	Afrique du Sud	izradio@info.co.za	
107	Kavezz Singh	M	News24	Journaliste	Afrique du Sud		
108	Tuanda Muthwa	F	Phungaza		Afrique du Sud		+27766159191
109	Elizabeth Ndaba	F			Afrique du Sud		+27722176512
110	Nontobeko Mbili	F	IZRadio	Producteur	Afrique du Sud	izradio@info.co.za	
111	Rachel Hlazo	F	FAO	Assistant Administration	Afrique du Sud	rachel.hlazo@fao.org	+27605571521
112	Thula Mkhuonozi	M	Isalabalimi	Marketing & Public	Afrique du Sud	pumlol@gmail.com	'+27712212514
113	Motshwari Mofokeng	M	Daily News	Photojournaliste	Afrique du Sud	motshwari.mofokeng@inc.co.za	+27116332231
114	Sazi Mteka	F	Ukuphumelela Group	Gestionnaire	Afrique du Sud	mfekasazi@gmail.com	+27780428272
115	Nomusa Mkhize	F	Nomakhabazela Trading	Directeur	Afrique du Sud	moewwnmkhize@gmail.com	+27844331373
116	S. Gwili Mkhwamazi	F	Nkwazi	Directeur	Afrique du Sud		+27729434715
117	Sabelo Mazibuko	F	Bothebelele Tours	Reporter	Afrique du Sud	motsamaii@yahoo.com	+27735491111
118	Philani Magwaza	M	YARD Ethekwini	Président	Afrique du Sud		+27783407805
119	Dlamini Ntobeko	F	DARD		Afrique du Sud	ntobeko.dlamini@dard.gov.za	+27736312797
120	Cyril Mnguni	М	SABC	Journaliste	Afrique du Sud	mngunies@sabc.co.za	+27834519768
121	Nohnlanhla Joye	F	Umgibe Farming Organics	Responsable de Projet	Afrique du Sud	umgibe@yahoo.ca	+27711377779
122	Jabulani Dlamini	M	Umgibe Farming Organics	Membre	Afrique du Sud	spetro1814@gmail.com	+27785148651
123	Bheki Khumalo	M		Directeur	Afrique du Sud		+27823509506

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
124	CONFERENCE pour l	es femmes	dans le business de l'ag l'Agriculture et du Développement Rural	riculture 2015, Durk	pan, AFRIQUE DU	SUD <u>zi@kzndard.gov.za</u>	+27827723018
125	Nokuzola Ngimande	F	Machobeni Co-op	Membre	Afrique du Sud		+27737447131
126	Christian Gumede	M	Isulabalimi	Membre	Afrique du Sud		+27760617070
127	Ntokozo Gumede	F	Isulabalimi	Membre	Afrique du Sud		+27788575010
128	Thabang Khanyile	М	Isulabalimi	Membre	Afrique du Sud		+27721242993
130	Happy Gem	F	Ntuzuma Corperative	Membre	Afrique du Sud		+27744454104
131	Obi Joseph	М	DARD		Afrique du Sud	obijoseph034@gmail.com	+27781044364
132	Chouna Nyela	M	Iduyile Africa Media	Gestionnaire	Afrique du Sud	ibuyiletours@gmail.com	+27782004007
133	Kholisa D	M	Tribal Zone (Uyakhazimla)	Directeur	Afrique du Sud	uyakhazimla@gmail.com	+27833343831
135	Mamazile Mathenyisa	F	Divine hands and Ideas	Directeur	Afrique du Sud	ziles@webmaill.co.za	+27827211197
136	Thandiwe Dlamini	F	Youth Empowerment	Volontaire	Afrique du Sud		+27834805615
137	Dudu Dlamin	F	AFASA Business	Président	Afrique du Sud	Siyadudlamin@yahoo.com	+27711609095
138	Litlhare Rabele		Southern African Liaison Office (SALO)	Coordinateur du Project	Afrique du Sud	dirabele@yahoo.co.uk	+27838819095
139	Yonela Mahlawa	F	Machobeni				+27785757153
141	Ally Mbokazi	F	NAFUCOC	Président	Afrique du Sud	lungileyengwah@gmail.com	+27730250652 +27783855693
142	Edna Kalima	F	Agence du NEPAD	Officier du Programme	Afrique du Sud	ednak@nepad.org	+27112563600
143	Vincent Oparah	M	Agence du NEPAD	Officier du Programme	Afrique du Sud	vincento@nepad.org	+27112563600
44	Kwame Ababio	M	Agence du NEPAD		Afrique du Sud	kwamea@nepad.org	+27112563600
146	Mme Estherine Fotabong	F	Agence du NEPAD	Directeur PICD	Afrique du Sud	estherinef@nepad.org	+27112563600
.47	M. Abraham Sarfo	M	Agence du NEPAD	Communications	Afrique du Sud	abraham.sarfo@nepad.org	+27112563600
148	Mme Mwanja Ng'anjo	F	Agence du NEPAD	Officier du programme	Afrique du Sud	mwnjan@nepad.org	+27112563600

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
149						Ndiaye	+27112563600
117	CONFERENCE pour le	es femmes	dans le business de l'ag	riculture 2015, Durb	Ī	SUD <u>in@nepad.org></u>	
150	Eva Mashadi Rankoko	F	Agence du NEPAD		Afrique du Sud	mashadir@nepad.org	+27112563600
151	Eliane Koko Gnasoke	F	Agence du NEPAD		Afrique du Sud	elianen@nepad.org	+27112563600
152	M. teko Nhlapo	F	Agence du NEPAD		Afrique du Sud	tekoh@nepad.org	+27112563600
153	Mme Phindile Dlamini	F	Ministère de l'Agriculture	Responsable coordinateur du projet	Swaziland	phindie48@rocketmail.com	+26876131705
154	Bondantungula Tiisekwa	М	FAO	Consultant	Tanzanie	btiisekwa@yahoo.co.uk	
155	Aliel Tembo	M	Ministère du genre	Officier genre	Zambie	alieltembo2015@gmail.com	+260977148167
156	Chitundu Kasase	M	FAO	Consultant	Zambie	kasasec@yahoo.com	+260967851167
157	Mme Epiphania Violet Mandishona	F	Zimbabwe Farmers' Union	Gestionnaire renforcement de capacité	Zimbabwe	violet.mandishona@gmail.com	+263772441681
158	M. Cornelius Magara	М	Ministère du genre	Principal Women in Devt Officer	Ouganda	magaracorn@yahoo.com	+256705666944
ũ	EXPOSANTS (Ajouter les exposants Sud Africains)						
159	Mme Primrose Chakuchichi	F	Continental Beverages- Beverage Production	Directeur des opérations	Zimbabwe	primrose@continentalbev.com	+263772884790
160	Egbe Frida BESONG	F	Manyu Women's Self- Reliance Foodstuff Cooperative (MAWSFCOOP)	Vice Président	Cameroun	nigerm@yahoo.com	+23774267032
161	Mme Annang Magdaline Osungu-Fuh	F	FOCWED Coopérative	Secrétaire General	Cameroun	focwed2007@yahoo.com	+23774267032
162	Mme FOUAGOU Dongmo Seraphine	F	Coopérative des Initiateurs et du Développement (C.I.D.A.P)	Président	Cameroun	nigerm@yahoo.com	+237 75245388
163	Vava Angwenyi	F	VAVA COFFEE LTD.	Fondateur & PDG	Kenya	vava@vavacoffee.com	+254723826267

NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
164	CONFERENCE pour	les femmes	dans le business de l'a	! griculture 2015, Durba 	an, AFRIQUE DU	SUD alotoinc.org/apmkeys@	+265999852433 +265888764548 +2658453583272
165	Harriet Manduwa		Tithandizane Coorperative	Producteur	Malawi	ytegha@yahoo.co.uk	+265888275033
166	Mme Harriet Ssali	F	Floriculturural Uganda Association	Président	Ouganda	harrietssali2013@gmail.com	+256772450464
167	Leticia Manyepxa	F	Curtley's	PDG	Zimbabwe	kmupawose@gmail.com	+263773193839 +2778088036
168	Mme P Sindy Zulu	F	Agricultural Advisor	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27313022800; +27768216689
169	Thandiwe Xulu	F	Silwanobuphofu Co-Op - Vegetables	Secrétaire	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27822248509
170	Winny Sibisi	F	Ezakhiweni Co-Op - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27766659517
171	T. C Gumede	F	Senzanje Co-Op - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27738066582
172	Thandiwe Buthelezi	F	Zamukukhanya Co-Op - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27735856263
173	Hlobisile Sikhakhane	F	Inqabayensimbi Co-Op - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27735856263
174	Sabani Dlamini	F	Vukani Sisebenze Co- Op - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27794224430
175	Thula Mkwamazi	F	Isubalimi Development Trust - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27837833293
176	Nokuthula Joyce	F	Umgibe Farming - Vegetables & plants	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	+27711377779
177	Ngcee	F	Sakhumnotho Agric Services - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	
178	Lamula	F	Sawela Cooperative - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	
179	Ntokozo Gumede	F	Thandabantu Cooperative - Vegetables	Président	Afrique du Sud	nunutinga@gmail.com	

				IMENTAIRE 2015, DU	,		
NO	NOM	GENRE	ORGANISATION	POSTE	PAYS	EMAIL	NUMERO DE TELEPHONE
Н	JOUNALISTES INVITÉS					-	
180	Peter Mashala	F	Freelance	Journaliste	Afrique du Sud	lebopmash@gmail.com	+27844844049
181	Mme Grace Misimami	М	Farmers Media	Journaliste	OuOuganda	gmusimami@gmail.com	+256782383524
182	M. Charles Mkoka	М	Freelancer /Times	Jounaliste	Malawi	cmkoka@gmail.com	+265999852469
183	M. Ngala Killian Chimtom	М	Cameroun Radio TV	Jounaliste	Cameroun	killichim@yahoo.com	+237674322736
184	M. Sydney Phiri	М	Chaîne SABC Afrique	Jounaliste	Afrique du Sud	phiris@sabc.co.za	+2711714488 +27787103747